UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Changements politiques et socio-économiques en commune Bisoro (1982-2005)

Niyungeko, Donatien; Sous la direction de : Professeur Emile Mworoha

2010
UB, Faculté des lettres et sciences humaines
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1423

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET DES SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE

CHANGEMENTS POLITIQUES ET SOCIO-ECONOMIQUES EN COMMUNE BISORO (1982-2005)

Par

Donatien NIYUNGEKO

Sous la direction de:
Professeur Emile MWOROHA

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de Licencié en Histoire

Option : Science Politique

Bujumbura, octobre2010

DEDICACE

A mes regrettés parents

A mes frères

A la famille GAHUNGU Léonidas.

A mes parentés

A tous mes amis

REMERCIEMENTS.

Au terme de ce travail, mes sincères remerciements s'adressent à tous ceux qui ont, directement ou indirectement, contribué à sa réalisation.

Je suis reconnaissant de la bravoure de mes parents qui ont senti l'utilité de l'école et qui n'ont ménagé aucun effort pour ma scolarisation. Que mes sentiments de gratitude parviennent plus particulièrement au professeur Emile MWOROHA, Directeur de ce mémoire. Il a accepté, malgré ses nombreuses obligations à guider et à suivre quotidiennement ce travail. Ses sages conseils, son amour et surtout sa rigueur scientifique m'ont profondément éclairés. Qu'il veuille trouver ici la satisfaction de son dévouement.

Mes sentiments de reconnaissance vont ensuite à l'endroit de tous mes enseignants depuis l'école primaire jusqu'à l'Université, particulièrement aux professeurs de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Département d'Histoire. Leur encadrement tant scientifique que moral m'a été d'une importance capitale.

Que mes vifs remerciements parviennent enfin à tous ceux qui ont accepté de fournir des informations dont j'avais besoin pour la réalisation de ce travail.

A vous tous qui avez contribué moralement et matériellement dans l'accomplissement du présent travail, j'en suis reconnaissant.

Donatien NIYUNGEKO

SIGLES ET ABREVIATIONS

%	: Pourcentage
AACOBI	: Association des Amis de la Commune Bisoro
CENI	: Commission Electorale Nationale Indépendante
CHAP	: Chapitre
CNDD	: Conseil National pour la Défense de la Démocratie
CNDD-FDD	: Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Force de Défense de la Démocratie
CVHA	: Culture Vivrière à Haute Altitude.
DPAE	: Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage.
F.L.S.H.	: Faculté des Lettres et Sciences Humaines
FDD	: Forces de Défense de la Démocratie
FNL	: Forces Nationales de Libération
FRODEBU	: Front pour la Démocratie au Burundi
FROLINA	: Front pour la Libération Nationale
Ibid.	: Même auteur, même ouvrage
Idem	: Même auteur, même ouvrage
Km	: Kilomètre
MRC	: Mouvement de Rassemblement pour la Réhabilitation du Citoyen
n°	: Numéro
NADDEBU	: Nouvelle Alliance pour la Démocratie et le Développement
ODAG	: Organisation pour le Développement de l'Archidiocèse de Gitega
ONU	: Organisation des Nations Unies
ONUB	: Opération des Nations Unies au Burundi
op. cit.	: Opere citato (ouvrage déjà cité)

p.	: Page
P.A	: Puissance d'autodéfense.
pp	: Pages extrêmes
P.U.F.	: Presses Universitaires de France
PACONA	: Parti pour la Concorde Nationale
PADER	: Parti pour la Démocratie et la Réconciliation
PAJUDE	: Parti pour la Justice et le Développement
PARENA	: Parti pour le Redressement National
PARIBU	: Parti pour le Renouveau Intégral du Burundi
PC	: Parti Conservateur
PDC	: Parti Démocrate Chrétien
PDR	: Parti Démocrate Rural
PEP	: Parti de l'Emancipation Populaire
PIEBU	: Parti pour l'Indépendance Economique du Burundi
PIT	: Parti Indépendant des Travailleurs
PL	: Parti Libéral
PML	: Parti pour la Promotion et la Solidarité des Masses Laborieuses
PMP	: Parti Monarchique Parlementaire
PP	: Parti du Peuple
PRASAB	: Projet de Réhabilitation et d'Appui du Secteur Agricole au Burundi
PROTEM	: Projet Théicole de Mwaro
PRP	: Parti pour la Réconciliation du Peuple
PSD	: Parti Social Démocrate
RADDES	: Ralliement pour la Démocratie et le Développement
RPB	: Rassemblement du Peuple Burundais
RQB	: Renouveau, Quotidien du Burundi
SOGESTAL	: Société de Gestion des Stations de Lavage

SONOVI	: Société Non Violente
SRD	: Société Régionale de Développement
UB	: Université du Burundi
UNARU	: Union Nationale du Ruanda-Urundi
UNB	: Union Nationale du Burundi
UNESCO	: United Nations for Education, Sciences and Culture Organisation
UPD	: Union pour la Paix et le Développement
UPRONA	: Union pour le Progrès National

TABLE DES MATIERES.

Dédicace.....i
Remerciements.....ii
Sigles et abréviations iii
Table des matières.....vi
Introduction générale.....1
Choix et intérêt du sujet.....2
Problématique 3
Délimitation du sujet.....4
Méthodologie.....5
Les grandes articulations.....6
CHAP I: GENERALITES.....7
A. ELUCIDATION DE QUELQUES CONCEPTS.....7
1. La notion de changement.....7
2. Le concept de politique..... 12
3.La notion de pouvoir.....14
4. La notion d'administration.....15
5. La notion de politiques publiques.....18
B. LA DESCRIPTION DE LA ZONE D'ETUDE.....20
1. Situation géographique..... 20
2. Le cadre physique..... .20
3. L'aspect humain.....21
4. Bref aperçu historique.....23
a. Création de la commune.....23
b. L'organisation communale.....24
c. Le renouvellement des institutions.....25

CHAP II: LES POLITIQUES PUBLIQUES EN COMMUNE BISORO DE 1982 A LA FIN DES REGIMES MILITAIRES.....27

A. LA REORGANISATION POLITICO-ADMINISTRATIVE DU PAYS.....27

1. Les principales causes de la réorganisation politico-administrative de 1982.....27

2.Le déroulement de la réorganisation.....28

a. Le découpage administratif.....28

b. L'organisation et le déroulement des élections de 1982.....29

1°. Du droit d'élire et d'être élu..... . 30

2°. Le vote proprement dit et le dépouillement des résultats.....32

3. Les répercussions de la réorganisation politico-administrative sur la commune.....34

B. LES POLITIQUES PUBLIQUES ET LES ACTEURS DU DEVELOPPEMENT.....35

1. Le secteur de la santé.....35

a.La situation sanitaire en commune Bisoro depuis 1982 jusqu'au déclenchement de la crise d' Octobre 1993.....36

2. Le secteur de l'Education.....37

3. Le secteur agro-pastoral.....39

CHAP III : LES CHANGEMENTS POLITICO-SOCIAUX INTERVENUS EN COMMUNE BISORO DEPUIS 1993.....44

A. LES ELECTIONS DE 1993.....44

1. De la crise de Ntega et Marangara à l'engagement dans le processus démocratique.....44

2. Le déroulement des élections en commune Bisoro.....46

a. Les élections présidentielles.....46

b. Les élections législatives.....49

B. LE COMPORTEMENT DE LA POPULATION APRES LES ELECTIONS DE JUIN 1993.....52

1. La crise d'Octobre 1993.....54

2. La commune Bisoro épargnée par les tueries inter-ethniques.....55

a. Le rôle des administratifs à la base.....56

b. Le rôle de la population et des notables locaux (Bashingantahe) 57

c. L'impact de la situation des communes frontalières.....59

3. L'instabilité de l'autorité à la tête de la commune Bisoro.....60

C. LES MUTATIONS SOCIO – ECONOMIQUES DEPUIS 1993.....63

1. Le secteur agro-pastoral.....63

2. Le secteur de la santé.....65

3. Le secteur de l'éducation.....66

CHAPIV. LA NOUVELLE DONNE DEMOCRATIQUE DE 2005 EN COMMUNE DE BISORO 71

A. ENTRE RETOUR A LA PAIX ET INTEGRATION DES MOUVEMENTS ARMES DANS LES INSTITUTIONS PUBLIQUES.....71

1. La dégradation du climat politique et retour au pouvoir de Pierre BUYOYA 71

2. L'intégration des mouvements armés dans les institutions publiques.....73

3. Appréhension de la population à l'égard du processus de négociation.....74

B. RETABLISSEMENT PROGRESSIF DE LA DEMOCRATIE ET LE SCRUTIN DE 2005 EN COMMUNE BISORO 77

1. Les partis politiques oeuvrant à Bisoro.....78

2. L'Organisation des élections de 2005.....80

a. Le référendum constitutionnel.....80

b. L'organisation des élections locales.....81

1° Les élections communales.....82

2° Les élections collinaires 87
c. Les élections législatives 91
d. Les élections sénatoriales 92
e. Les élections présidentielles.....93
Conclusion Générale.....95
Bibliographie.....98
Annexes.....101

INTRODUCTION GENERALE

L'histoire de l'humanité est faite de changements. Avant la révolution française de 1789, personne n'avait prédit la chute de l'Ancien Régime. De même, après les années d'esclavages et de colonisation, l'Afrique prétendait que l'ère de stabilité avait sonné. Or, le règne de nouveaux maîtres après les indépendances des pays africains constitua une sorte de mystification à l'égard des peuples longtemps meurtris et donc assoiffés de liberté. Nombreux événements historiques montrent que le monde est en mouvement permanent.

Notre objet de recherche s'intitule « Changements politiques et socio-économiques en commune Bisoro 1982-2005 ». Malgré sa petite superficie, soit 27.834km^2, le Burundi, a l'instar des autres pays du monde, connaît des transformations.

Dans son histoire, le Burundi était composé de plusieurs principautés. Il est ensuite devenu un royaume unifié, puis a perdu sa souveraineté pendant la colonisation, sous le règne de MWEZI Gisabo avant de sa libération en 1962.

Avant l'indépendance, des mutations n'ont pas cessé. Le multipartisme au stade embryonnaire disparut et laissa la place au régime militaire. Des coups d'Etats se succédaient, entraînant différentes réorganisations politico administratives et des répercussions sur le plan socio-économique du pays. C'est dans ce cadre que nous allons analyser les changements politiques et socio-économiques qui s'opérèrent dans le milieu rural « en commune Bisoro » à partir de la réorganisation de 1982, sous le régime du président BAGAZA Jean Batiste, mais aussi d'autres changements qu'a connus le pays jusqu'aujourd'hui.

CHOIX ET INTERET DU SUJET

Il y eût, en 1982, transfert du chef-lieu de la commune Bisoro se trouvant sur la colline Nyamiyaga en commune actuelle de Gisozi vers la colline Gitaramuka en commune Bisoro comme c'était le cas avant 1966.

La partie nord forma dès 1982 la nouvelle commune Gisozi. Cette modification n'ignorait pas la loi de l'époque comme il est bien précisé dans la Constitution de l'époque :

> *« La République du Burundi est divisée en Provinces et Communes, la loi détermine leur organisation et leur fonctionnement, ainsi que d'autres circonscriptions administratives. Elle peut en modifier le nombre et les limites »*[1]

Dans cette optique, il paraît nécessaire d'analyser les nouveaux apports liés à la réorganisation politico-administrative de 1982 en commune Bisoro.

L'autre caractéristique de la commune Bisoro est qu'elle figure parmi les rares communes qui ont peu souffert de la guerre civile qui a secoué le pays depuis 1993. Il est de ce fait intéressant d'évaluer le pas franchi au niveau socio-économique depuis 1982 étant donné l'unité et la stabilité qui régnèrent dans la commune en question.

Dans cette période où la population doit s'impliquer dans le développement du pays, il est d'une importance capitale de jeter un coup d'œil sur les actions locales permettant de maintenir la paix et la sérénité, d'instruire la jeunesse et de conduire le pays au développement durable.

---

[1] Constitution de la République du Burundi 1981, imprimerie du parti UPRONA, 1981, p8

PROBLEMATIQUE

La fin des combats pour l'indépendance en Afrique correspondait à la suppression du multipartisme. Les pouvoirs militaires fonctionnèrent dans les années 1970-1980 avant de céder au nouveau multipartisme dans les années 1990, avec le retour de la démocratie en Afrique.

Le « centralisme démocratique »[2] comme principe de gouvernement de la première République du Burundi a-t-il réellement participé aux transformations du Burundi malgré les différentes autorités et les différents régimes politiques qu'a connus le pays jusqu'aujourd'hui ? Une question pendante est de savoir le territoire du politique dans les milieux ruraux et particulièrement en commune Bisoro étant donné des disparités remarquables lors des élections qui se sont déroulées dès 1982. Les premières concernaient les législatives, les suivantes étaient les présidentielles et les législatives et les dernières élections allaient jusqu'au niveau de la colline. Est-il pour le milieu rural un signe de démocratisation et la prise du pouvoir par le peuple ?

La commune Bisoro renferme des réalités qui nécessitent des précisions. Pourquoi a-t-elle touchée par la réorganisation administrative de 1982 et quelles en étaient les conséquences ? De surcroît, les changements politiques qui ont créé une situation conflictuelle dans le pays a en partie épargné cette commune. Pourquoi les clivages interethniques n'y ont provoqué des violences en octobre 1993.

Les éclaircissements à ces questions aideront à mieux connaître et de faire connaître cette zone d'étude mais aussi de comprendre en quoi cette étude pourrait servir dans le développement et la bonne gouvernance en particulier en milieu rural.

---

[2] NKUNZIMANA (J), Monographie historique de la Commune BISORO

DELIMITATON DU SUJET

En matière historique, l'espace et le temps demeurent des notions incontournables. L'année 1982 fut celle annonça la délimitation territoriale et la mise en place des structures politico-administrative stable dans le pays, comparativement aux années antérieures caractérisées soit par le passage des chefferies aux territoires ; de ces derniers aux arrondissements et enfin jusqu'à la création des provinces et communes d'une façon définitive presque, dans cette année en question. La réorganisation administrative de 1982 réduisit l'étendue de la commune ce qui facilita la population habitant sur les collines les extrêmes atteindre facilement, en cas de besoin, le chef-lieu communal.

Par ailleurs, cette période qui s'étend sur près d'un quart de siècles a connu différents moments de crise qui méritent une analyse approfondi. La borne supérieure s'étend jusqu'en 2005. C'est une période d'instabilité marqué par des pourparlers entre le gouvernement et les mouvements rebelles ; elle fut aussi caractérisée par l'organisation des élections dans le pays.

METHODOLOGIE

L'introduction tardive de l'écriture au Burundi ne signifie pas la carence des documents écrits pouvant guider la recherche en histoire du Burundi. Plusieurs chercheurs tant nationaux qu'étrangers ont vite emprunté le chemin du géographe allemand Hans Meyer, lui qui, le premier, a effectué des recherches et publié des écrits sur le Burundi[3].

Dans cette étude, nous ferons appel aux ouvrages généraux, aux thèses et mémoires d'histoire, de science politique, de sociologie et ceux d'autres

[3] MWOROHA (E), Histoire du Burundi. Des origines à l afin du XIX è siècle. Paris, Hatier, , 1987, p 23

domaines surtout de sciences sociales qui permettront une bonne réalisation de ce travail. A cela s'ajoutent des rapports administratifs et autres publications qui sont en rapport avec le sujet en question.

La seconde vague de démocratie en Afrique après les années de dictature qui ont suivi la période d'après les indépendances, consécutive au sommet de la Baule en 1990 a suscité la prolifération de la presse. C'est dans cette logique qu'on ne peut pas se passer des journaux et articles qui se sont intéressés à la vie quotidienne de telle circonscription rurale surtout en commune Bisoro.

Malgré leurs lacunes, les sources orales restent complémentaires aux sources écrites. Dans le milieu rural, nul n'ignore que la majorité des informateurs sont des illettrés. C'est pour cette raison que les enquêtes sur terrain nécessitent une bonne utilisation des règles de la critique historique. C'est cette technique qui donne le caractère scientifique à ce travail.

LES GRANDES ARTICULATIONS

Ce travail s'articule sur quatre principaux chapitres. Dans un premier temps, nous nous limiterons aux généralités. C'est dans ce chapitre qu'il s'agit de faire une description de la zone d'étude mais aussi une élucidation de certains concepts clés. Ce chapitre guidera le lecteur à saisir l'orientation avant d'entrer en profondeur du sujet.

Dans un deuxième temps, il est question des politiques publiques menés dans cette commune depuis 1982 jusqu'à la fin du régime militaire. C'est dans ce chapitre que nous avons essayé d'analyser l'évolution de cette commune pendant la période susmentionnée.

Après le régime de parti unique, la démocratie s'installa avec de nouveaux acteurs politiques aussi. C'est pour cette raison que nous parlerons en troisième lieu de la commune Bisoro face aux changements politico-sociaux intervenus dans le pays depuis 1993.

Le dernier chapitre de ce travail va se focaliser sur la période marquée par des négociations entre les protagonistes du conflit burundais en vue d'arrêter la guerre et de restaurer la paix et la démocratie dans le pays. C'est ce chapitre aussi qui traitera de l'organisation et du déroulement des élections de 2005 en particulier en commune de Bisoro.

CHAP I : GENERALITES

A. ELUCIDATION DE QUELQUES CONCEPTS

1. La notion de changement

Le terme changement est couramment utilisé ; il est employé à tort ou à raison et son sens est souvent à rapprocher à celui des mots innovation, transformation, mouvement, réforme, etc.

Plusieurs auteurs ont essayé d'expliquer cette notion de changement W.E MOORE dit que : *« Le changement est le concept qui embrasse toutes les notions. Il désigne toute altération des phénomènes sociaux à travers le temps »*[4]

Quant à SCHAF (AS), il précise que : *« Le changement signale qu'un différent s'est produit. La situation x1 au moment A1 est devenue la situation x2 au moment A2 »*[5].

Dans le même contexte des deux auteurs, ce n'est pas le changement climatique et/ou le changement d'état physique d'un corps qui nous intéresse. Cette notion de changement est pris dans son contexte politique et ses incidences socio-économiques. C'est dans ce même sens que Rudolf REZSOHAZY scinde en deux cette notion de changement. Il distingue d'abord le changement structurel qui touche le fondement même du système social, bouleverse une rupture et produit une métamorphose.

Au second degré, il parle d'un changement événementiel dans ce sens qu'il n'affecte pas le fond des choses[6]. C'est l'exemple d'une modification dans le gouvernement, d'une réorientation ou d'une ligne politique suite aux élections.

D'autres auteurs, comme par exemple GURVITCH, a essayé d'expliquer la notion de changement en utilisant les termes paliers ou rythmes[7]
Il distingue alors cinq paliers :
Le palier des événements quotidiens ou changement de surface, rapide dont l'unité de mesure est le court terme (jours ou semaines). Les faits qui se manifestent mensuellement ou saisonnièrement (session parlementaire). Un mandat d'une année ; un mouvement lent, le long terme, plusieurs décennies, faits avec portée (exemple des guerres, des grandes crises politiques). Les

---

[4] MOORE (W.E), cité par RESZOHAZY.R, *Pour comprendre l'action et le changement Politique*, Paris, Duclot, 1996, p1
[5] SCHAF.(A), cité par REZSOHAZY (R), *op. cit.* p1
[6] REZSOHAZY (R), *Pour comprendre l'action et le changement politique*, paris, Duclot, 1996, p2.
[7] GURVITCH, cité par REZSOHAZY, (R), op. cit. *.p2*

changements structurels et tendances lourdes (exemples du passage d'un régime à un autre).

Dans ces cinq paliers, on peut tirer des exemples concrets qu'illustreraient le mieux le cas du Burundi, que ce soit pour le changement structurel ou le changement événementiel selon la terminologie de Redolf.

Pour le premier qui pourrait être qualifié de changement structurel, on peut prendre l'exemple du changement qui a abouti à l'élimination des principautés après la victoire de NTARE Rushatsi sur les *« roitelets »* qui contrôlaient les différentes régions du Burundi avant que le royaume ne soit réunifié. Rentre aussi dans la catégorie de changement structurel, la perte de la souveraineté du Burundi, quand le colonisateur a envahi le pays avec un nouveau système de gouvernement, une nouvelle religion et de nouvelles exigences aux indigènes.

De même, l'avènement de la République pourrait-être taxé de changement structurel en ce sens que la société entière a progressivement adopté un nouveau système de pouvoir politique et a connu une nouvelle orientation sur le plan culturel. La chute du régime militaire au Burundi qui marqua l'avènement du régime démocratique peut également répondre au sens de changement structurel tel que préconisé par Rudolf étant donné que de nouveaux acteurs investissent les grandes institutions restructurées, issues du processus démocratique. C'est un changement avec une faible ampleur et qui ne dure pas. Ce type de changement est très fréquent dans les sociétés. Au Burundi par exemple, la fin d'un règne pour un roi provoquait le remplacement du « *personnel de la cour* » mais le mode de choix ainsi que les clans préférés restaient inchangés. Ce changement n'affectait pas la vie quotidienne des sujets en général. Ces types de changements s'observent souvent dans la vie politique du pays ou des partis politiques, où on assistent au remplacement à la tête des organes de l'Etat sans modification aucune de ces dernières ou sans aucune incidence immédiate remarquable sur la vie quotidienne des citoyens.

Qu'il soit structurel ou événementiel, tout changement renferme ses causes et ses conséquences ; il existe généralement des meneurs ou des acteurs responsables de ces évolutions contrairement aux Révolutions qui revêtent un caractère brutal, violent et accéléré. Certains changements prennent une allure de simples réformes réalisées au prix des négociations ou ententes. C'est le cas des changements qui s'opèrent au sein des entreprises, par exemple une modification du règlement d'ordre intérieur, la privatisation d'une entreprise publique dans le souci d'améliorer la productivité, etc.

Qu'il soit de grande ampleur ou localisé dans une institution quelconque, tout changement a ses origines pouvant être le fruit d'une modification des modes de

vie de la société ou le résultat d'une évolution due à une frustration quelconque. C'est l'exemple de la suppression du servage pastoral « *ubugererwa* » dans le passé, le combat actuel des associations féminines en faveur de l'héritage de la fille, etc. Cette vision est soutenue par David GLEHER en ces termes :

> *« Il faut qu'il y ait suffisamment d'insatisfaction vis-à-vis de l'etat actuel des choses pour que quelqu'un sente le besoin d'en finir.... »*[8].

Il faut que la pression vienne naturellement et que le changement ne soit pas imposé. Il n'est pas toujours facile à un dirigeant ou à un leader meneur du changement, de faire comprendre la nécessité ou le pourquoi du changement, il faut donc chercher à répondre à la question du comment conduire et faire réussir le changement. Un changement peut trouver ses racines à l'intérieur du pays ou d'une organisation, ses causes peuvent aussi provenir de l'extérieur. Lorsqu' il y a une nouvelle conception des priorités au sein d'une institution ou d'une organisation, on relève souvent un bras de fer ou une certaine divergence d'opinions entre les partisans du statuquo et ceux gagnés au changement. Les premiers sont souvent des dirigeants qui profitent encore de l'état des lieux et donc qui jugent incertaine toute éventuelle modification. Ce n'est pas toujours ainsi, les changements peuvent-être opérés par les chefs ou dirigeants conscients de leur popularité et surtout des avantages prochains après l'aboutissement. Souvent, les changements sont initiés par des leaders venus des groupes de pression ou des opposants politiques. Ce sont, dans de nombreux cas, des leaders syndicaux qui sont initiateurs et meneurs des changements surtout au sein des entreprises.

Dans le cas où le changement se présente comme un produit d'importation, son aboutissement demande une certaine prudence et ingéniosité de la part des dirigeants, il peut conduire le cas échéant à un désastre, comme l'avènement de la démocratie au Burundi qui aboutit à la crise d'Octobre 1993. Cela concerne aussi des changements internes aux institutions ou sociétés dont les membres ou le personnel ne sont pas impliqués dans la conduite du changement en question. C'est l'exemple de la privatisation des sociétés et entreprises qui crée souvent des polémiques entre employés et employeurs. Cela signifie souvent que la politique de privatisation en question n'est pas encore encrée dans les pratiques des organisations, collectivités et institutions publiques. C'est généralement une politique d'inspiration européenne, spécialement les institutions de Bretton Wood qui mènent depuis les années 1970 des réformes de « *politique d'ajustement structurel* » visant à faire rattraper le retard économique que connaissent les pays du tiers monde et plus particulièrement les pays Africains[9].

---

[8] GLECHER (D), cité par REZSOHAZY (R) *op. cit.* page 71

[9] E. SENTAMBA, Syllabus du cours de politiques publiques, Département d'Histoire, science Politique, 2ème Licence.

Cette politique entend limiter l'interventionnisme étatique dans la gestion et l'organisation du secteur économique notamment.

Ayant un statut propre, une autonomie de gestion, un statut juridique, bref, ayant un privilège d'être une collectivité locale décentralisée et autonome, la commune burundaise a les prérogatives d'initier et de réussir des changements en vue d'améliorer le niveau de vie de sa population. La politique « *d'ajustement structurel* » n'a pas pu produire les effets escomptés, que ce soit dans les institutions publiques ou au niveau des collectivités locales, car, comme le souligne GRIGORI Lazalev et MOULARD Arcob :

> *« Parmi les idées nouvelles sur le développement, la décentralisation et la notion de désengagement de l'Etat en font partie. Ces notions sont lentes suite à la résistance des pouvoirs publics et administratifs qui ont longtemps tiré de cette situation l'essentiel de leurs privilèges »*[10]

Pour éliminer cet obstacle et réussir un changement au niveau local, il faut faire en sorte que l'autorité administrative locale se rende compte des avantages à tirer dans le nouvel ordre.

La politisation des collectivités locales répondrait à cet objectif, étant donné l'émergence d'une élite locale, à diverses tendances, à savoir les conseillers communaux. Ceux-ci devraient être de véritables initiateurs des changements reflétant les aspirations de la population, étant par ailleurs mandataires de celle-ci. Au niveau des collectivités locales, le Gouverneur comme l'Administrateur ou même un Directeur d'une école ou d'une Entreprise sont d'importants acteurs du changement. Et lorsque les bénéficiaires connaissent mieux les dirigeants ils acceptent d'autant plus les nouveautés et les risques inhérents au changement.

En fait, l'initiative venue d'une opposition politique, d'une rébellion ou d'un mouvement populaire n'aboutisse pas toujours ou réussisse aux prix d'énormes sacrifices, puisque confrontée à une résistance farouche d'une administration ou d'autorité qui lutte pour le maintien de l'ordre existant. Lorsque l'initiative du changement émane d'une autorité connue, elle a beaucoup plus de chance car celle-ci se trouve à même d'expliquer les avantages et les inconvénients du changement. Il peut même avoir des facilités pour faire accepter les efforts matériels et financiers que demande l'innovation. La question restera de savoir si ses disciples sont favorables au changement, s'ils ont des capacités ou s'ils

---

[10] GREGORI (L) et MOULARD (A), *Développement local et communautés rurales, Approche et instrument pour une dynamique de concertation*,Paris,Karthala,2002,p15

sont compétents en vue de mener le processus au bon port. Quoi qu'il en soit, une bonne préparation du terrain s'impose.

Mais, finalement, peu importe l'initiative, il faut surtout que le bénéficiaire en sente le besoin et en saisisse le sens, si non, le travail peut en pâtir. La question épineuse est du comment pouvoir favoriser les chances de réussite d'un Changement. Pour mieux répondre à cette interrogation, il faut tout d'abord que les concernés en soient conscients ainsi que Rudolf en attire l'attention sur ce point :

> « *Enoncer une situation comme irréversiblement acquise est un jugement délicat. On peut concevoir que la stabilité soit ébranlée un jour par une tournure imprévisible du destin* »[11]

Dans cette logique, il serait donc prudent d'établir des stratégies pour qu'un changement ne génère pas un malentendu ou pire des révoltes ou une guerre. Un leader du changement commencerait par la préparation de son champ d'application. Il devrait vérifier si le comportement ou les habitudes des bénéficiaires ne constitueraient pas un embarras pour ce changement. Dans cette optique, le recours aux experts et aux spécialistes dans les domaines visés serait un préalable.

L'autre tâche du leader serait la définition des objectifs et des priorités. Il doit faire comprendre les mobiles ou les causes, établir les conditions de réussite puis passer à l'action après l'accord des concernés. Le choix des acteurs conditionnerait la réussite, puisque il faut l'assurer d'abord de leurs volontés et de leurs aptitudes à mener le changement ; tenir aussi compte de leurs connaissances et informations des questions en débat. Apres le choix des acteurs, on déterminera ensuite la méthodologie d'application (les tables rondes, assemblée générale des concernés, séances d'explication en de petits groupes, etc.).

[11] REZSOHAZY (R), *op. .cit. p379*

2. Le concept du politique

Le mot politique est couramment employé dans les débats ou dans les propos en rapport avec la gestion ou la conduite des affaires publiques. La langue française donne deux sens différents au mot politique, selon qu'il est au masculin ou au féminin ; alors que la langue anglaise reconnaît deux mots écrits différemment.

En français, selon DEBBASCH Charles[12]ce mot désigne au féminin, *« Un lieu de combat, de conflits, de division pour la conquête du pouvoir »*
Au masculin, ce même mot désigne *« Un lieu d'un discours rationnel dégagé des contingences sur le sens de l'organisation et de l'évolution du groupe social »*

En anglais on relève deux termes différent :
Il y a le terme policy qui signifie, selon l'auteur ci haut cité, *« la gestion exercée dans un domaine déterminé »* et un autre terme politics qui désigne *« la lutte pour la conquête du pouvoir dans le cadre de l'Etat »* le mot en question est généralement utilisé dans le sens féminin, sens proche du terme *« politics »*en anglais.

Dans les sociétés politiquement instables à l'instar du Burundi, l'usage du mot politique prend un tour banal, se référant à des discussion, des querelles ou bavardages entre des personnes engagées dans la conquête du pouvoir, ce qui renvoie à une signification dégradée, opposée à celle d'Aristote pour qui *« la politique est l'art de faire du bien, de pacifier la société en lui évitant les guerres et les divisions »*[13]

Cette ambiguïté dans l'emploi de ce terme amena nombreux auteurs à préciser leurs définitions. Pour Julien FREUND :

> *« La politique est l'activité sociale, qui se propose d'assurer par la force généralement fondée sur le droit, la sécurité extérieure, la concorde intérieure d'une unité politique particulière, en garantissant l'ordre au milieu de luttes qui naissent de la diversité et de la divergence des opinions et des intérêts »*[14]

---

[12] DEBBASCH et alii, *Introduction à la politique 3éd*, paris Dalloz, 1991 p2

13. ARISTOTE, cité par NIMUBONA (J.), Cours de Théories et Systèmes Politiques, 1ère Licence, Science Politique.

14. FREUND (J.), *L'Essence du Politique*, Paris, Sirey, 1990, p751

Cette définition de FREUND est modératrice dans ce sens que c'est avant tout une activité à caractère social qui cherche à garantir l'ordre. Dans cette définition, l'accent principal est mis sur *« la mission de l'ordre »*. En épousant ce raisonnement, le premier des acteurs du jeu politique serait le Gouvernement ou ses représentants dont la mission principale revient à assurer l'ordre et la stabilité publique. Dans ce contexte, FREUND néglige les aspects conflictuels déjà évoqués dans le concept du politique.

D'autres dimensions à part l'Etat, ayant comme projet ou mission de contribuer au maintien de l'ordre et de la cohésion sociale sont concernées par ce jeu.
C'est le cas des partis politiques dont les manifestations font apparaître beaucoup plus le sens du mot politique pris au féminin. A propos de ce même terme, politique, David EASTON évoque « *l'allocation autoritaire des valeurs dans une société donnée* »[15]. Et, Robert DAHL va dans le même sens en écrivant que :

> *« le système politique est une trame significative du pouvoir, de domination ou d'autorité »*[16]

Ces deux auteurs convergent sur la dimension autoritaire du politique. C'est l'aspect coercitif du pouvoir qui est développé.
Ces définitions conviendraient peut être mieux aux régimes monarchiques et militaires où les administrés sont perçus comme des *« sujets »* et non comme des *« citoyens »*.

Georges BURDEAU donne une définition au sens large et englobant du mot politique. Selon lui :

> *« Le caractère politique est celui qui s'attache à tout fait, acte ou situation en tant qu'ils traduisent l'existence d'un groupe humain,de relation d'autorité et d'obéissance établies en vue d'une fin commune »*[17] .

Cette conception de BURDEAU fait état de tout un comportement ou toute une culture d'un groupe humain dont les membres ont une certaine et même destination, une vision commune, sous la seule différence qu'il y ait des décideurs et des exécutants. C'est dans cette logique que J.LAGROYE affirme :

> *«Il y a société politique là où on trouve un mode de coordination des activités et des comportements qui résultent de l'intervention des gouvernants et du*

---

15. EASTON (D.), cité par NDIKUMANA (L.), *Le pouvoir Local dans un milieu Rural, cas de la commune Rumonge (1987-2002),* Mémoire,Bujumbura, U.B,FLSH ,2003,p28
16. DAHL (R.), Cité par DEBBASCH et alii, *Introduction à la politique*, Paris, Dalloz, 1991, p4
17. BURDEAU (G.), cité par NDIKUMANA (L.), *op.cit*, p28

pouvoir qui leur est ainsi reconnu »[18]

C'est avec ces définitions qu'apparaît une certaine différenciation des acteurs dans le jeu politique. D'un coté, nous avons ceux qui sont chargés du travail politique proprement dit, donc les hommes et les femmes qui sont au commande de l'Etat ou y aspirent. Dans les systèmes dites démocratiques, le pouvoir politique est obligatoirement l'émanation du peuple et son exercice se fait par le truchement de ses représentants. La politique conquiert un plus grand espace et le peuple participe directement à l'activité politique. C'est progressivement une réalité même au Burundi en ce sens que des collectivités locales disposent des représentants et organes élus contrairement à la situation antérieure où les populations obéissent aux ordres émanant des chefs « Gouverneurs ,Administrateur,Chef de Zone ,... »nommés par le pouvoir central.

3. La notion de pouvoir

Le terme pouvoir est employé fréquemment et particulièrement dans le domaine politique. C'est pourquoi on entend souvent les expressions telles que pouvoir politique, pouvoir du Chef de l'Etat, pouvoir exécutif, pouvoir législatif, etc. Dans son sens général, quand il est employé comme verbe à l'infinitif ou conjugué, il signifie selon le dictionnaire petit Larousse « *avoir la faculté de faire* » ou « *être capable de* ».

Le terme pouvoir employé comme nom signifie en général « *la faculté de faire* » mais est aussi spécialement comprise comme synonyme d'autorité ou peut signifier « *Gouvernement d'un peuple* ». Dans ce sens où pouvoir est synonyme d'autorité, on sous-entend l'existence d'une capacité, une force de la part de celui qui agit. J.Pierre COT et J.P MOUNNIER définissent le pouvoir comme :

« la capacité qu'a l'individu A d'amener l'individu B à se comporter comme le veut A sachant que B ne le veut pas si A ne lui avait pas demandé »[19]

Et Julien NIMUBONA de spécifier que la notion de pouvoir suppose la contrainte et l'autorité[20]. Dans sa conception donc, le détenteur du pouvoir doit avoir une autorité et une certaine force afin de faire faire. Est détenteur du vrai pouvoir celui qui a cette faculté. Peut-on alors dire qu'un groupe de bandits, une rébellion ou un individu quelconque ayant une force et une intention de nuire à autrui use du pouvoir ? C'est dans le but de lever cette ambiguïté qu'il faut distinguer « *pouvoir* » de « *pouvoir politique* ».

---

18. LAGROYE (J.),. cité par NIMUBONA (J.), Cours de Théories et Systèmes Politiques, 1ère Licence, Science Politique.
19. COT (J.P) et MOUNNIER (J.P), cité par NIMUBONA (J.), idem
20. idem

Le pouvoir est dit politique lorsque les décisions concernent les actions collectives et la régulation sociale de la société collective. Il suppose l'existence d'une population vivant sur un territoire déterminé. Le pouvoir politique est donc celui exercé dans le cadre de l'Etat tel que conçu par Max WEBER. Ce dernier affirme que l'Etat est cette entreprise puissante qui revendique avec succès par l'intermédiaire de l'Administration, le monopole de la violence physique légitime sur un territoire et une population .C'est un pouvoir politique souverain selon lui, qui ne rencontre aucune résistance dans l'exécution de ses décisions ou de ses volontés[21]. L'Etat existe donc et dicte ses décisions ou manifeste ses volontés à travers ses agents administratifs.
Il a prévu pour ce fait des mécanismes spécifiques permettant le bon fonctionnement des administrations.

Dans cette perspective, il met en place des textes légaux, des instances de contraintes pour les récalcitrants dont la police de sécurité, les établissements pénitentiaires, etc. Ces instances existent aussi bien au sommet de l'Etat qu'au niveau des collectivités locales ; ce qu'on qualifie parfois de politique de décentralisation qui consiste à déléguer certaines tâches et décisions dans différents domaines politiques, économiques, sociaux et culturels aux collectivités locales.

4. La notion d'administration

Le mot administration revêt deux sens différents. Il est utilisé pour signifier un ensemble d'organes chargés de la gestion ou du fonctionnement des institutions, des départements, des collectivités, etc. Ce mot peut signifier le fait de gérer une affaire, de conduire, de coordonner ou d'organiser. Fayol définit l'administration comme:

« Un faisceau d'activités qui engage la responsabilité et l'autorité de l'administrateur. Administrer c'est donc prévoir, organiser, commander, coordonner et contrôler »[22]

On parle souvent d'administration publique pour établir une nuance entre cette activité ou cette fonction exercée dans un cadre impersonnel, donc dans la satisfaction du besoin général et non de soi ou d'un seul individu, et celle relevant de la volonté individuelle ou d'un petit groupe dans le but de satisfaire son intérêt propre, c'est-à-dire un intérêt privé.

---

21. WEBER (M.), Cité par NIMUBONA (J.), *idem*
22. FAYOL (H), *Administration industrielle et générale*, Paris, Bordas, 1981, p.4

Il revient de ce fait aux instances étatiques de sauvegarder et de satisfaire respectivement les intérêts et les besoins collectifs de la société. C'est cette tâche que s'assignent les administrations publiques, comme l'écrit Léonidas SABIMANA :

> *« L'administration apparaît comme une activité par laquelle les autorités publiques pourvoient en recourant, le cas échéant, aux prérogatives de la puissance publique, à la satisfaction des besoins de l'intérêt public. »*[23]

Etant coordinatrice et organisatrice de tout le monde, l'administration profite en même temps de cet intérêt général dont elle est censée assurer le respect. L'administration suppose la cohabitation de deux partenaires à savoir les autorités administratives et les administrés. Les premiers assurent des services aux seconds moyennant rémunération provenant des redevances diverses. Généralement, l'administration se veut neutre et se trouve au service de tout le monde quelque soit la tendance politique, religieuse etc. de chacun.

Une question intéressante est celle de l'accès aux postes administratifs. Le fonctionnement des services administratifs et surtout leur organisation dépend souvent de la nature du régime politique en place. Dans les systèmes monopartistes, les instances du parti jouent encore un rôle important pour des questions relevant de l'administration. On observe une intervention des dirigeants du parti, de la base au sommet, dans la définition des activités ou dans l'organisation de l'administration. Comme tout le monde est présumé membre du parti, les militants les plus actifs se verront octroyés les meilleurs postes, dans l'administration. Dans les régimes dit démocratique et multipartiste, le même scénario peut se produire dans ce sens que *(le grand parti)* vainqueur des élections peut se tailler la part du lion dans les nominations aux fonctions de direction au niveau de l'administration. On verra même des postes très techniques octroyés à des militants politiques sans tenir comptes des compétences nécessaires.

Les services administratifs sont donc les plus visés et les plus affectés lors des changements de régime politique. Les militants participant à l'équipe gouvernante auront de la peine à s'adapter aux nouvelles tâches administratives parfois par manque de compétences requises et de l'expérience nécessaire que demande la gestion d'une grande administration.

---

[23] SABIMANA (L), *Structures administratives du Burundi, Bujumbura,* CPF, 1983, p.56

Au niveau administratif, la décentralisation territoriale devient de plus en plus une réalité. Ceci a été conforté par le système électoral qui implique désormais l'élection des conseillers communaux et des conseillers au niveau des collines. Conséquemment, les partis politiques vainqueurs tentent de s'immiscer dans la gestion administrative des affaires locales. Le parti politique qui a gagné les élections détient désormais un pouvoir important au niveau local. A ce sujet, GOURNAY souligne :

> *« Un Maire aux attaches politiques avouées peut, s'il gère bien les affaires communales et fait aboutir les projets populaires, gagner la sympathie de la plupart des habitants. Ceux qui ne sont pas du même bord politique pourront, lors des élections législatives, voter pour lui en raison de sa seule personne et contribuer ainsi à élargir l'assise du parti. »*[24]

Cette analyse de GOURNAY explicite le rôle et la stratégie des partis politiques dans la conquête du pouvoir. On cherchera ainsi le parrainage ou l'aide des chefs des partis dans l'acquisition des postes administratifs. Cette question témoigne de l'impact du politique sur l'administratif. Malgré le devoir de neutralité et de réserve demandé aux services administratifs, finalement, le corps administratif se présente comme une émanation du politique.

Dans le Burundi monarchique par exemple, ce qu'on appellerait « *service administratif* » était assuré par des proches de la famille royale, c'était un système patrimonial. C'est le cas du roi NTARE RUGAMBA qui, en réorganisant l'administration territoriale, avait confié à ses fils les plus actifs et conquérants des régions jugées on ne peut plus stratégiques comme le Buyogoma et le Bweru. Cette stratégie de NTARE RUGAMBA pouvait revêtir deux caractéristiques. Il y a d'une part, le patrimonialisme dans ce sens qu'il préférait d'abord ses fils ; il essayait de camoufler ce patrimonialisme d'autre part par la compétence, dans ce fait qu'il choisissait ceux qui manifestaient une réelle bravoure et des attitudes de chef militaire.

L'idéal du Burundi contemporain diffère de cet héritage monarchique et entend favoriser une administration neutre au service de tous. Bernard GOURNAY attribue aux régimes démocratiques et libéraux des caractères de neutralité, de décentralisation territoriale, d'administration sous contrôle du Parlement jugé indépendant ; des reconnaissances des droits et garanties aux fonctionnaires[25]. Le Burundi se cherche donc un chemin sur la voie démocratique. Il importe

---

[24] GOURNAY (B.), *L'administration, 3ème édition.*, Revue, Paris, PUF, 1967, p.103

25. GOURNAY (B.), *op. cit.* p.94

d'œuvrer pour l'enracinement véritable au niveau administratif de cette idéale démocratique.

5. La notion de politiques publiques

Le fonctionnement d'une organisation ou la vie d'une entité administrative exige une direction et des actions. Ces derniers doivent être réfléchies, conçues et mises en oeuvre. Dans un premier temps, la planification des actions publiques incombait uniquement à l'Etat et son administration dans son but de garantir et de sauvegarder l'intérêt général.

Les politiques publiques (ou stratégie publique) se définissent comme un ensemble d'actions coordonnées, mises en œuvre avec pour objectif d'obtenir une modification ou une évolution d'une situation donnée. Les politiques publiques sont mises en œuvre par les institutions publiques et les administrations publiques. Cette définition est proche de celle de Jean Pierre Gaudin qui insiste sur le rôle du pouvoir public. Cet auteur précise que, ce qu'on a nommé politique publique désignait au dix neuvième siècle, « des actions et des programmes qui concernent des destinataires, des assujettis, des bénéficiaires, des usagers , bref des « publics » et qui sont pilotés par des gouvernements et leurs administrations »[26].

Les politiques publiques sont conçues pour la promotion de l'intérêt général, donc du public. Comme les collectivités locales ont des entités territoriales, des habitants et une administration ; cette dernière obéissait aux ordres de l'Etat pour faire exécuter les politiques élaborées dans le cadre général pour l'intérêt du public concerné. Les cas illustratifs ne manque pas en ce qui concerne le Burundi, que ce soit dans le secteur de l'agriculture, de l'éducation et de la santé. Ainsi, les gouvernements ont toujours élaborées des plans quinquennaux de développement pour qu'ils soient appliqués dans différents coins du pays dans l'objectif d'améliorer et faire évoluer la société. L'obligation de cultiver des cultures industrielles selon des spécificités régionales en tenant compte des aspects climatiques et pédologiques; l'installation des infrastructures sanitaires et scolaires dans différentes localités du pays sont des actions louables mais qui sont par contre resté inefficaces pour répondre aux attentes et promouvoir le développement des destinataires. Les décideurs politiques ne voyant pas encore d'autres alternatives pour rentabiliser les résultats, croyaient peut-être que leurs actions suivent le rythme normal et les bénéficiaires en général le conçoivent comme normal.

---

[26] GAUDIN (J.P), L'action publique. Sociologie et politique, Paris, presses de sciences Pô/DALLOZ, 2004, p1

Dans ce ouvrage, *L'action publique. Sociologie et politique*, GAUDIN montre que les politiques publiques apparaissent, aujourd'hui, comme le produit d'initiatives multiples. Il faut donc un partenariat, donc des formes d'actions menées conjointement par les acteurs de la puissance publique et des opérateurs économiques ou associatifs, bref partenariat public-privé[27]. Le fruit d'un tel partenariat serait, pour le du Burundi, des évolutions remarquables en matière du développement socio-économique dans les années 1990 au Burundi ou on a observé la participation des acteurs non étatique dans des débats à propos des stratégies de développement communautaire. C'est ainsi qu'ils ont, dans certains cas, contribué dans l'implantation des infrastructures socio-économiques au niveau des collectivités locales surtout.

Après que de nouvelles idées et orientations de définir et d'analyser les stratégies de rentabiliser plus les actions publiques apparaissent; les acteurs politiques et le public convaincus des procédés existants, adhèrent aux nouvelles idées et conceptions de la vérité. Des acteurs privés s'intéressent de plus en plus aux activités génératrices de revenus mais aussi bénéfiques au public visé. Citons la construction des maisons de location tout près des écoles, centres de santé, etc. ce trouvant dans certains chef-lieux des provinces et communes rurales, mise en place des agences de transport pour pallier au problème d'enclavement dans certains coins du pays. Ces exemples montrent que le secteur privé prête main forte à l'Etat en contribuant dans l'accomplissement de l'intérêt général qui incombait avant au seul pouvoir public.

Dans les régimes démocratiques, c'est généralement la démonstration des programmes et des orientations convaincantes que profitent les politiciens candidats aux élections pour remporter une compétition. C'est dans cette logique que GAUDIN avoue que :

> « L'action publique, ne se nourrit que des débats ponctuels et d'ajustement empiriques, elle dépend d'acteurs politiques élus, elle est fonction d'intérêts organisés, elle est rythmée par les élections. Elle est en somme traversée par l'action politique et elle en est fait aussi partie intégrante »[28].

La définition des politiques publiques convenables pour un pays ou une entité administrative donnée, mais encore la capacité des acteurs politiques à pouvoir persuader le public est actuellement une des moyens les meilleurs pour gagner le soutien de ce même public, donc pour accéder au pouvoir.

---

[27] Ibid
[28] GAUDIN (J.J), op cit, p7

B. LA DESCRIPTION DE LA ZONE D'ETUDE

1. Situation géographique

La commune Bisoro est l'une des communes qui composent la province de Mwaro, à savoir Bisoro en question, Kayokwe, Gisozi, Ndava, Nyabihanga, et Rusaka. La commune Bisoro occupe le Sud de la province Mwaro comme le montre la carte en annexe. Cette commune a des frontières communes avec les communes des provinces Gitega et Bururi. Mis à part les communes Gisozi et Kayokwe qui sont au Nord de la commune Bisoro, les communes Mugamba et Matana de la province Bururi se trouvent successivement à l'Ouest et au Sud tandis que les communes Ryansoro et Nyarusange de la province Gitega constituent respectivement la limite de la commune Bisoro à l'Est et au Nord-Est.

2. Le cadre physique

Comme sa localisation l'indique, la commune Bisoro est située dans la zone des plateaux centraux. Quand bien même certains sommets dépassent 2000m d'altitude, Bisoro totalise une moyenne comprise entre 1500 et 2000m.

Elle présente par ailleurs des disparités climatiques réelles, on y dénombre des collines se trouvant dans la région naturelle de Kirimiro, d'autres dans le Bututsi et d'autres encore dans le Mugamba. C'est pour cette raison que la partie Nord vers Gisozi comporte un climat tempéré, c'est –à-dire une température moyenne annuelle de 15°C avec des précipitations comprises entre 1400 et 1600mm. Au sud, les précipitations se situent entre 1200 et 1400mm par an avec une température moyenne de 17°C[29].

La commune en question est traversée par de nombreux cours d'eaux et des rivières. Les plus importantes de ces rivières sont Mushwabure, qui partage la commune en deux à partir du Nord-ouest, la rivières Kayokwe qui passe par la limite nord de la commune Bisoro et la rivières Waga située au sud-est de la commune.

Cette zone d'étude ne semble pas bénéficier d'une grande fertilité. Les habitants sont obligés de fumer leurs champs pour espérer des récoltes suffisantes. Le sol de cette zone est plutôt acide ; on le qualifie de « *ferrasols arthotypes* » très pauvre en élément nutritif.[30]

---

26. NKUNZIMANA (J.), *Monographie historique de la commune Bisoro, 1960-1982*, Mémoire, Bujumbura, U.B, FLSH, 2002, p3
27. Ibid

3. L'aspect humain

Les caractéristiques du sous-développement de la commune sont notamment le manque des ressources monétaires des populations, l'absence d'infrastructures modernes et l'exiguïté des domaines fonciers. Le tableau ci-dessous indique la population de la commune qui occupe en 2003, une superficie de 127,22 km².

Groupe d'âges	Hommes	Femmes
0 - 4	2713	2454
5 -9	2248	2297
10 - 14	1877	1808
15 - 19	1451	1700
20 -24	831	1211
25 -29	738	1218
30 – 34	572	935
35 – 39	532	770
40 – 44	372	567
45 – 49	340	520
50 -54	294	443
55 – 59	245	314
60 – 64	214	300
65 – 69	179	221
70 – 74	164	206
75 – 79	100	127
80 et +	172	183
Total	13042	15275
Total H+F	28.317	
Densité	223 ha / km²	
Superficie	127.22 km²	

Source : Ministère de la planification, du développement et de la Reconstruction, Fonds des Nations Unis pour la population, *Appui à la prise en compte des questions de la population dans les programmes de développement. population burundaise 2003,* Bujumbura, Septembre 2004, p43

Ce tableau nous renseigne d'une part sur l'accroissement de la population suivant l'âge et le sexe. Cette population est essentiellement paysanne avec une grande proportion de la jeunesse entre 0 et 15ans. Le nombre de la population productrice est de loin inférieur au nombre de la population non productrice, ce qui n'est pas sans impact négatif sur le développement économique de la commune.

Il montre d'autre part un certain déséquilibre selon le sexe, la population féminine étant de loin supérieure à celle masculine. Quant à la répartition de cette population sur toute l'étendue de la commune, on observe une certaine disparité. Le tableau suivant montre en détail, en l'an 2004, la répartition de la population colline par colline :

Secteurs	**Collines**	**Population**
BUBURU - KIGANDA	BUBURU KIGANDA	1759 2762
MABAYA	MABAYA	1331
GITARAMUKA - MUSUMBA	GITARAMUKA MUSUMBA	2412 2017
KARIBA - KANKA	KARIBA KANKA	1800 1948
BAHABWA - RUBAMVYE	BUHABWA RUBAMVYE	1725 2047
MASANGO - NYABISIGA	MASANGO NYABISIGA	2063 1014
KIRIKA - KIVOGA	KIRIKA KIVOGA	2654 2517
MUNANIRA - MASHUNZI	MUNANIRA MASHUNZI	2528 2136
TOTAL		**30708**

Source : Rapport administratif de la province de Mwaro, exercice 2004, Annexe II.

Ce tableau indique une répartition inégale de la population sur l'étendue de la commune, du point de vue du niveau de vie. On relève des collines à forte densité avec une exiguïté des terres cultivables et des pâturages. Les conflits sociaux sont surtout d'origine foncière comme nous le constaterons dans le chapitre qui va suivre. De même, les chiffres de 2003 et 2004, fournis dans ces

deux tableaux concis différemment, font tous état d'une grande croissance continue de la population.

La commune de Bisoro fait face à quelques défis importants en matière de développement. Le constat est que cette commune connaît une démographie galopante à l'instar des autres communes du pays. La pauvreté de son sol ainsi qu'un nombre réduit de la population active contrarient le développement du secteur primaire, un secteur qui fait vivre la majorité des Burundais.

4. Bref aperçu historique

Pendant la colonisation, la structure administrative du pays a été mainte fois chambardée. Le secteur de Mwaro dont fait partie aujourd'hui la commune Bisoro, était lors de la création des territoires en 1926, rattaché au territoire de Gitega. Selon les écrits contenus dans le répertoire du Fonds d'Archives Mwaro a été transféré au territoire de Muramvya en 1937. Les territoires étant subdivisés en chefferies, Muramvya comprenait en 1956, 4 chefferies dont Muramvya, Bukeye, Mugamba-Nord ainsi que la chefferie de Gitara. La commune Bisoro est située dans cette dernière ancienne chefferie.

a. Création de la commune

A l'approche de l'indépendance, la structuration du pays en territoire va être modifiée. Rappelons qu'après la seconde guerre mondiale, d'importantes transformations politiques interviennent au niveau africain. Les valeurs de liberté et d'égalité gagnèrent progressivement le monde, ce courant d'idées de progrès et de démocratisation gagna le terrain.

La première manifestation de changement s'exprima à travers le décret du 14 juillet 1952 portant réorganisation administrative du Rwanda-urundi. C'est dans ce cadre qu'on érigeait des conseillers au niveau des chefferies, des sous-chefferies et un conseil supérieur du pays. Il faut en définitive attendre le décret du 25 décembre 1959 portant organisation politique du Rwanda-Urundi pour que la Belgique confirme la naissance des communes provisoires afin de permettre la gestion du pays par le peuple comme le prônaient les grandes puissances. L'article n° 1 de ce décret disant :

> *«Les sous chefferies, les circonscriptions urbaines et les centres extra- coutumiers, sont constitués chacun, dans leurs limites actuelles des communes provisoires .... »*[31]

---

28. Décret intérimaire du 25 décembre 1959 sur l'orgznisation politique du Rwanda – Urundi, cité par NKUNZIMANA (J), *op.* , P8.

En application de cet article, la commune Bisoro naquit, regroupant quatre sous chefferies à savoir Rwuya, Kanka, Munanira et Bisoro, tous de la chefferie de Gitara. La commune provisoire de Bisoro se composait de quinze collines de recensement à savoir Buhabwa, Buburu,Gitaramuka, Kanka, Kariba, Kiganda, Kirika, Kivoga , Mabaya Masango, Mashunzi, Musumba, Munanira, Musumba, Nyabisiga et Rubamvye sur environ 124,5 km[32]. L'ordonnance du 26 Septembre 1960 érigea le Burundi en 18 provinces et 181 communs provisoires qui remplaçaient les 525 sous- chefferies.[33] La commune provisoire de Bisoro relevait de la province de Mwaro.

b. L'organisation communale

Le pouvoir colonial belge, tout en engageant la restructuration du pays, ne fera pas preuve de sérénité quant à l'établissement des outils légaux devant légitimer les nouvelles institutions et leurs actes. C'est une réalité dans ce sens que le décret portant création des communes provisoires demeurait muet sur la gestion et l'administration de ces entités. Il faut donc attendre les ordonnances n°221/253 du 26 septembre 1960 et celle n°221/304 du 31 octobre 1960 pour avoir respectivement les provinces où relèvent ces communes ainsi que leurs délimitations, et l'organisation des élections communales ainsi que les organes de fonctionnement de ces collectivités.

En commune Bisoro, ces élections étaient gagnées par le PDR, Parti Démocrate Rural, qui faisait partie du Front Commun, favorable à l'administration coloniale. La loi attribue les prérogatives de nommer le chef de commune provisoire au seul Mwami, mais parmi les conseillers communaux élus et membres du parti vainqueur. Le chef de la commune provisoire de Bisoro était NTARUMBANA Vénérand, un des onze conseillers du PDR et ancien sous-chef de Kanka.

Seul deux organes avaient accompagné l'organisation administrative du pays au niveau communal : Il s'agit du chef de commune provisoire et du conseil communal élu. L'ensemble des activités communales relevait de ces deux organes. Mais, le nouveau courant nationaliste va supplanter les institutions pro-métropoles.
C'est ainsi que le déroulement des élections sous la haute surveillance de l'ONU déboucha sur une écrasante victoire de l'UPRONA le 18 septembre 1961. Ce fut une grande révolution dans l'histoire du Burundi monarchique.

---

[32] NKUNZIMAMA (J) op. cit. p8.
[33] SABIMANA (L) , *Structure administrative du burundi*, Bujumbura C P F , 1983 P 47

En ce qui concerne l'administration communale, outre le conseil communal et le bourgmestre, d'autres services existent, à savoir le secrétariat communal, la recette communale et la police communale.
La commune provisoire était dirigée par un bourgmestre. A la victoire de l'UPRONA, RWASAMA Wilson remplaça NTARUMBANA Vénérand à la tête de la commune Bisoro[34]
Cela confirme en quelque sorte l'affirmation de Bernard GOURNAY qui dit :

> *« Le nombre et la nature des partis politiques, éléments essentiels d'un régime politique, ont une influence considérable sur la structure et la vie de l'administration »*[35]

On devrait dire que le courant vainqueur devrait en fait modifier l'ordre existant et engager des innovations.

c. Le renouvellement des institutions.

Malgré l'écrasante victoire de l'UPRONA dans les élections de 1961, rien ne prévoyait le maintien de ce score après un mandat de cinq ans. D'autres élections furent organisées en 1965 conformément à l'Arrêté-loi n°001/767 du 1/9/1965.

Par rapport aux élections de 1960, celles de 1965 apportaient quelques innovations :
Au niveau communal, pour avoir un seul conseiller, il fallait cent cinquante à deux cent voix *pour*. Le système de cooptation était reconnu et accepté moyennant un reste supérieur à mille. D'un notre côté, le nombre de conseiller par commune devrait être compris entre huit et quinze, cette variation dépend du peuplement de chaque commune. Aussi, les candidats de sexe féminin étaient acceptés contrairement aux élections de 1960. Malgré tout, quelques lacunes étaient observables. Dans ce cadre de la vie communale, le Gouverneur de province et le commissaire d'Arrondissement peuvent prendre part aux réunions et autres activités du conseil communal. Le principe électoral comporte aussi une ambiguïté car malgré le suffrage universel, le Bourgmestre devrait, avant d'entrer en fonction, être proposé par le Gouverneur de province au Ministre de l'intérieur, puis nommé par le Roi. Comment peut-on donc concilier le principe électoral et l'acte de nomination ?

Toutes ces lacunes témoignent d'un véritable retour en arrière dans le fonctionnement de la commune de 1965. L'autonomie communale n'existait

---

[34] NKUNZIMANA (J), op. cit, P12
[35] GOURNAY (B), op.*cit*, P94

presque plus. Ces élections peuvent être conçues comme non conforme à l'idéale démocratique dans la mesure où un Administrateur communal pouvait être muté et affecté à une autre commune.

D'une manière générale, l'organisation politico administrative du pays en 1965 demeurait chancelante avec une forte instabilité au niveau des autorités. C'est dans ce contexte que l'Arrêté-loi n°001/767 du 1/9/1965 réduisit le nombre de communes du Burundi, passant de 181 à 78. La commune Bisoro fut agrandie en y incorporant la partie Nord qui formait la commune Gitara. Cette dernière devenait cette fois là une zone de la commune Bisoro, commune qui passant de 124.5km à 239 km[36]. L'appellation de *« Bourgmestre »* fut abandonnée pour adopter celle d' *« Administrateur »* communal comme le précise l'Arrêté-loi n°001/767 du 30/10/1965. Cette modification est consécutive à la crise politico ethnique qui a secoué le pays et principalement le parlement composé dans sa majorité par les upronistes.

Au niveau communal, l'administration provisoire était assurée par un administrateur communal nommé par le Gouverneur sur proposition du Commissaire d'Arrondissement, et ce, parmi les secrétaires communaux ; ainsi qu'une assemblée communale consultative. En plus de ces changements, la particularité pour la commune Bisoro fut le déménagement de toutes les activités administratives et financières. Après la fusion de deux communes, Gitara et Bisoro pour former la seule commune Bisoro, les nouvelles autorités communales avaient choisi de transférer le Chef-lieu de la commune vers Nyamiyaga, colline natale de l'administrateur d'alors, Monsieur NTARWARARA Antoine.

Il faut attendre la réorganisation politico administrative de 1982 pour que la commune Bisoro soit divisée en deux commune à savoir Gisozi et Bisoro, et qu'il y ait transfert du chef-lieu communal de Bisoro sur la colline Gitaramuka, donc son siège d'avant[37]. En résumé, ainsi qu'on peut le constater, des changements importants sont intervenus dans plusieurs communes du pays, depuis leur création, y compris la commune Bisoro qui fait objet de cette étude. La réorganisation politico administrative de 1982 confirme cette dynamique relative aux réformes qui touchaient les collectivités locales.

33. NKUNZIMANA (J.), *op. ci t*, p16
34. Ibid

CHAP II. LES POLITIQUES PUBLIQUES EN COMMUNE BISORO DE 1982 A LA FIN DES REGIMES MILITAIRES

A. LA REORGANISATION POLITICO-ADMINISTRATIVE DU PAYS

L'année 1965 annonça le début des crises cycliques qui ont endeuillé le pays jusqu'aujourd'hui. Sous prétexte d'un mauvais système de gouvernement c'est-à-dire des gouvernants qualifiés d'incompétents, le Burundi a été confronté dès 1965, à une série de coups d'Etats afin de pallier aux problèmes politiques et ethnico-régionalistes qui hantaient le pays selon les justifications de leurs auteurs.

Le premier coup-d'Etat a été opéré par NDIZEYE Charles, connu sous le nom monarchique de NTARE V, contre le règne de son père. Ce dernier était jugé démissionnaire et accusé d'avoir trahi le pays. Le deuxième était un coup de force militaire contre le régime monarchique et marqua le passage au régime républicain au Burundi. Pourtant, il faut attendre le troisième coup de force, celui de BAGAZA Jean Baptiste, pour assister aux véritables changements économiques accompagnés par plusieurs dispositions légales.

1. Les principales causes de la réorganisation politico-administrative de 1982

Depuis l'indépendance le législateur burundais n'a pas pu réellement engager des innovations. Les dirigeants burundais continuaient à travailler sur base des structures nées de l'époque coloniale. C'est ainsi que, en guise d'exemple, en violation de toute dignité d'un peuple formellement indépendant, les pratiques *d'ubugeregwa* et d'*ubugabire* ne furent abolies que par le décret-loi no1/19 du 30 juin 1977[35]. Quel serait le sens d'une indépendance qui ferait qu'il y ait l'exploitation de l'homme par l'homme si nous nous permettons de comparer les pratiques ci -haut évoquées à cette expression de Karl MARX ?

Les principales causes étaient d'ordre socio-politique. Il y avait de nombreuses insuffisances sur le plan institutionnel qui hypothéquaient la bonne organisation de la société. C'est dans ce contexte que plusieurs dispositions légales furent engagées. C'est notamment la conception du code des personnes et de la famille sous le décret-loi n° 1/1 du 15/05/1980 afin d'assurer l'ordre, l'égalité et l'entente dans les ménages. L'autre disposition fut celle en rapport avec la modification des dimensions et autres caractéristiques du drapeau national sous

[35] B O B .n o 7à 9, septembre 1982, p132

le décret-loi n°1/31du 27/9/1982. L'idée de faire correspondre les délimitations des provinces et communes du pays aux réalités cartographiques du moment fut un autre objectif de cette réorganisation en question [36].

2. Le déroulement de la réorganisation politico-administrative

Il s'agit donc, en pratique, de la mise en application des textes légaux élaborés à cette fin. Les plus importants de ces textes étaient ceux en rapport avec le découpage administratif du pays et l'organisation ainsi que le déroulement des élections législatives.

a. Le découpage administratif

Après la suppression des territoires, chefferies et sous-chefferies, d'où nouvelle appellation et carte administrative du pays; d'autres modifications aux limites des provinces et communes opérées depuis les années 1960 ne figuraient pas sur la carte administrative du Burundi telle qu'elle devrait être en 1982. Avant que le conseil des Ministres du 2 / 6 / 1982 ne délibère sur ce point, une commission technique avait déjà proposé la création de 7 nouvelles provinces pour avoir 15 provinces au total[37].

Le Ministre de l'intérieur a convaincu le Conseil de la nécessité d'augmenter le nombre de provinces. Ce même Conseil a approuvé la proposition, d'où le décret-loi n°1/29 du 24 / 9 / 1982 portant nouvelle délimitation des provinces et communes du Burundi tout en supprimant les arrondissements. Les nouvelles provinces ainsi créées étaient : Cankuzo, Cibitoke, Kayanza, Kirundo, Karuzi, Makamba, et Rutana [38].
Le nombre total fut porté à 15 et c'était la province de Muramvya qui comprenait beaucoup de communes avec l'amputation d'une partie Nord de la commune Bisoro pour donner naissance à la commune Gisozi.

La commune Bisoro qui comportait 329km, sera ramenée à 122.5km. Elle comprenait cette fois-là deux zones et quinze collines de recensement. Selon le principe de gouvernement de la deuxième République, il faut que le développement soit l'œuvre de la population.

La participation de la population ne serait pas effective sans un suivi régulier et permanent des autorités locales. En présence d'une commune longue et vaste comme l'était Bisoro, l'idée de réduire ses dimensions a permis aux

---

[36] B O B .n o 7 à 9 1983 p 172
[37] Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique, Département des Affaires Juridiques et politique, Décision du Conseil des Ministres du 2 Juin 1982
[38] Ibid

administratifs d'atteindre facilement tous les coins et à la population de contacter, en cas de besoin, les autorités sans trop de peines.

b. L'organisation et le déroulement des élections de 1982

L'Afrique connut, pour la première fois, le courant démocratique pendant la période des indépendances. Calqué sur l'organisation politique de la métropole, mal enseigné et partant mal conçu, le système démocratique qui a envahi le continent dans les années 1960 n'avait pratiquement nulle part réussi en Afrique. La période d'après les indépendances était caractérisée par la loi de la force, seuls les militaires régnaient en maître absolu partout en Afrique.

Au Burundi, la monarchie constitutionnelle instaurée depuis le départ du colonisateur n'a duré que cinq ans. Le règne du jeune capitaine Michel MICOMBERO puisait sa force dans l'armée et dans le parti unique UPRONA, instauré avec l'Arrêtée-loi n° 001/34 du 23/11/1966 signé par le roi NDIZEYE Charles[39]. On ne parle pas de démocratie sans multipartisme, ni d'institutions mises en place librement par les citoyens.

Avec la première République, on peut dire que le parti était l'organe politique qui détenait la destinée du pays et l'armée sa force protectrice. C'est dans cette conception que Léon MANIRAMBONA affirme que :

> « *Le parti devient suprême de toutes les institutions avec l'avènement de la République. Il inspirait et dirigeait tous les mouvements tels la J.R.R, l' U.T.B et l' U.F.B. Aucune activité n'est exécutée sans le suivi ou en dehors de son programme* »[40]

Pour ainsi dire, c'est le parti qui gouvernait et tous les mouvements politiques ou sociaux, comme le syndicat, devraient suivre les idéaux du parti. C'est dans ce même parti qu'étaient organisées et exécutées les activités dites d'intérêt général qu'on a dénommé en kirundi « *Ibikorwa vy'umugambwe* ». Signalons que le parti avait plusieurs champs, surtout des cultures d'exportations comme le thé et le café dans plusieurs coins du pays. Le caractère démocratique n'existait pas dans le parti dans ce sens que tout burundais était sensé être membre, ses travaux étaient exécutés partout dans le pays et par tous. Les récalcitrants s'exposaient aux sanctions sévères jusqu'à l'emprisonnement.

D'autre part, peut-on dire que le fait de revivifier le système électoral au Burundi en 1982 signifiait la résurrection de la démocratie ? Nul n'ignore qu'à l'instar de son prédécesseur, le président BAGAZA a pris le pouvoir par la force

---

[39] MANIRAMBONA (L) *Evolution politico – administrative en territoire et province GITEGA (1960 – 1993),* Mémoire, Bujumbura, U.B, FLSH, p28

[40] Ibid

et il n'a jamais songé ni à l'ouverture du pays au multipartisme, ni à la remise du pouvoir aux civils. Néanmoins, il a eu le courage d'opérer quelques réformes au sein des institutions. Le congrès du parti UPRONA, tenu du 26 au 29 / 12 / 1979, adopta l'idée de doter le pays d'un texte fondamental qui se concrétisa par l'adoption d'une Constitution, adoptée par référendum le 20 /11 / 1981[41]. Le discours du président BAGAZA à Rumonge annonça les élections législatives a été accompagné de la signature de trois décret relatifs à l'organisation des élections. Il s'agissait du décret-loi n°1/25 du 1/9 /1981 portant code électoral, du décret-loi n°100/74 du 3/9 / 1981 portant organisation de ces élections et enfin du décret-loi n°100/77 du 30/9/1981 portant campagne électorale[42] .

1°. Du droit d'élire et d'être élu

Pendant les élections de 1982, la participation à cette opération était obligatoire. Contrairement au déroulement normal d'un scrutin démocratique, tout citoyen en âge de voter n'a pas donc le droit de boycotter les élections. Comme les circonscriptions électorales correspondaient au nombre de provinces, le nombre de sièges à pourvoir différait d'une province à une autre selon la densité de la population[43].

La province de Muramvya dont faisait partie la commune Bisoro n'avait que cinq sièges, donc dix candidats étaient dans la compétition puisque le nombre de candidats devrait-être le double des sièges à pourvoir[44]. Deux candidats étaient particulièrement favorisés. Un haut cadre de l'administration ou/et celui du parti dans ce sens que les élections s'organisaient et se déroulaient au sein d'un seul parti.

Le Gouverneur de province à la tête de la commission électorale provinciale recevait les candidatures et présidait la commission durant la présélection, avant de soumettre les noms des candidats retenus au bureau politique du comité central du parti pour approbation. Comme le déroulement était prévu le 22/10/1982, les recours étaient limités en date du 7/10/1982.

En ce qui concerne la province de Muramvya, les candidats admis à se présenter au scrutin étaient : NDAYISENGA Gérard, gouverneur de Muramvya ; NKUNZIMANA Justin, secrétaire provincial permanent du parti; NZEYIMANA Laurent, Ministre de la Justice ; NGENZI Pierre, Ministre de l'information ; NKENGURUTSE Rémy Ministre des transports ; NTAMASHIMIKIRO Pascal, Ministre de l'Education ; GAHUTU Mélance,

---

[41] MANIRAMBONA (L), *op. Cit, p 131*
[42] Ibid.
[43] BOB, n°6, 1984, p259
[44] Ibid

Administrateur de la commune Kiganda; NAHIMANA Clémence, secrétaire national permanente de l'U.F.B. ; SABUREGEYA Venant, Agronome dans la société théicole de Rwegura. Le dixième candidat du nom de SIMBARE Cassien, non moins populaire a été suspendue en pleine compagne électorale pour avoir incité la population a observé un moment de silence en la mémoire du héros national[45]. Les candidats de cette circonscription qui n'étaient pas admis à faire la compagne électorale pour des raisons qui nous restent inconnues et malgré leur rang politico-administratif étaient BIBWA André,Ministre des Finances ; NDAYE Ladislas, Ancien Ministre de l'Education ; BIZIMANA Fidèle, Ministre de la santé ; NTAVYIBUHA Tharcisse, Ancien Gouverneur de Muramvya.

La liste des candidats retenus et approuvés par le bureau politique du comité central du parti étant inchangeable, seuls les neufs candidats au lieu de dix selon la loi, ont concouru pour occuper les cinq sièges que comptait la circonscription de Muramvya. Le constat est donc la prédominance des hauts cadres natifs oeuvrant à Bujumbura sur la liste électorale au détriment des natifs résidents dans la circonscription au moment du vote.

A analyser les élections, on peut dire que le choix de la population a, hélas, subi l'influence de l'ordre établi. Dans la circonscription de Muramvya, parmi les candidats éligibles, donc les cinq premiers sur la liste, un seul a perdu en faveur du candidat natif de la commune Bisoro et Administrateur de la commune Kiganda, GAHUTU Mélance. NGURUBE Claver affirme que :

> *« Partout où il a passé, il s'est montré grand travailleur et homme de justice d'où sa popularité surtout en commune Bisoro où on lui a octroyé beaucoup de voix. Il était considéré comme un administrateur modèle sur le plan d'initiative de projets et de gestion par le pouvoir en place. »* [46]

N'étant pas sur la liste éligible, dans ce sens qu'il occupait la septième place sur la liste proposé, ce candidat en question n'avait pas assez de chance d'être élu n'eût été sa bonne réputation à l'égard de la population de sa commune natale et de ses administrés de Kiganda et Rutegama.

---

[45] NGURUBE (C),*Espace politico-admincocihipiistative de Mwaro à travers les grands moment politiques du Burundi, de la lutte pour l' indépendance à 1993,mémoire, Bujumbura,U B , F L S H ,2001*, p 98.

[46] Idem, p.103

2°. Le vote proprement dit et le dépouillement

Le vote étant obligatoire, on ne réservait le vote par procuration qu'à un électeur ayant reçu une procuration spéciale de quelqu'un réellement empêché. Le vote ne devrait pas dépasser seize heures, à partir de 6 heures du matin du 22/10/1982. Il se déroulait au chef lieu des zones des communes dans le souci de faciliter les électeurs. Les illettrés ont éprouvé énormément de difficulté dans ce sens qu'ils devraient s'accompagner de ceux qui savent lire pour les aider. On peut comprendre par là que seuls les instruits ont réellement accompli le droit de vote. Pour dire que la transparence n'était pas garantie. Quand bien même le vote était sensé être secret, en se référant à l'existence de l'isoloir et de l'urne, rien n'empêchait à celui qui aidait un illettré de mettre la croix devant le nom qui l'intéresse personnellement.

Quant à l'opération de dépouillement des suffrages, elle revenait aux membres du bureau électoral du chef-lieu de la commune appuyés par les présidents des bureaux électoraux des zones de la commune dans l'accomplissement de cette tâche. Après le décompte des suffrages et leur enregistrement, il était recommandé de rédiger un procès verbal d'ouverture, du déroulement et de clôture de cette opération de vote. Ce procès verbal devrait-être signé par tous les membres du bureau électoral et deux témoins parmi les électeurs ; il était ensuite adressé au Gouverneur de province par le président du bureau électoral[47].

La transparence de ces élections ne semble pas totale. La population burundaise à majorité inalphabète et inexpérimentée en la matière ne se préoccupait pas des fraudes étant donné qu'elle ne comprenait pas la nécessité. De même, l'instance mise en place à cette fin, à savoir la commission électorale, semblait être reléguée au second plan, l'autorité centrale représentée par le gouverneur de province, dans chaque circonscription, étant chargée des opérations. Aussi, les mesures de sécuriser les élections n'étaient prévues qu'à l'encontre des simples exécutants chargés du transport des bulletins de vote, des agents de sécurité ou à l'encontre de ceux chargés de compter les suffrages. Les sanctions contre les fraudes perpétrées au haut niveau par les autorités n'étaient pas envisagées. Le droit de recours préconisé par le code électoral auprès de la chambre de la cour suprême ne garantirait pas seul la transparence de ces élections.

Dans la circonscription de Muramvya, les résultats des urnes auraient légèrement bafoué le souhait du pouvoir si on fait référence à la liste et à l'ordre pré-établi.

---

[47] BOB, n° 6, Juin 1984, p259

La décision du peuple, à qui la loi avait réservé le dernier mot, a été la suivante :

NDAYISENGA Gérard : 93.886 voix
NZEYIMANA Laurent : 75.069 voix
NKUNZIMANA Pierre Justin : 56.991 voix
NKENGURUTSE Rémy : 55.903 voix
GAHUTU Mélance : 54.890 voix
NGENZI Pierre : 47.116 voix
NAHIMANA Clémence : 46.676 voix
NTAMASHIMIKIRO Pascal : 37.487 voix
SABUREGEYA Vénant : 33.817 voix

La Constitution ayant réservé cinq sièges pour la circonscription de Muramvya, les cinq premiers élus devenaient des représentants, membres de l'Assemblée Nationale[48].

Lors de l'analyse des candidatures, il est clair que certaines candidatures des autorités ont été rejettées, tels notamment des anciens Ministres et Gouverneurs. Malgré une légère modification, l'autorité administrative a beaucoup influencé le choix de la population. Un autre paradoxe a été la formation d'une Assemblée Nationale composée des représentants élus et des autres nommés par le président de la République sans critère officiel légal, à part l'article cinq du code électoral qui stipule que la population devait élire cinquante deux représentants ; les treize restants pour totaliser le nombre de soixante cinq devaient-être nommés par le président de la République. Pour dire que la population avait droit au quatre cinquième des sièges prévus[49].

D'aucun ne peut se demander si le pouvoir n'avait pas l'intention de fragiliser ce corps afin qu'il travaille sous ses ordres étant donné que la légitimité populaire dont disposent les représentants étaient dans ce contexte diluée par la nomination. De surcroît, l'Institution du chef de l'Etat a été exempté de ce renouvellement institutionnel ; témoignage que l'autorité politique n'avait pas la détermination d'opérer un véritable changement du système politique existant, mais a voulu masquer afin de se doter des forces protectrices pour mieux asseoir son pouvoir.

Il serait donc naïf de qualifier de « démocratique »un régime issu d'un coup de force, où un seul parti politique dicte les orientations politico-administratives du pays, où les élections ne concernent pas le sommet du pouvoir exécutif et les collectivités locales. Un régime démocratique ne serait donc pas caractérisé uniquement par l'existence d'une Constitution et d'une Assemblée Nationale, dans l'ignorance totale d'autres institutions et valeurs démocratiques.

---

[48] NGURUBE (C), *op cit, p.103*
[49] NGURUBE (C), *op cit p.105*

Néanmoins, le fait d'impliquer les citoyens dans le vote des lois importantes dont la Constitution ainsi qu'un organe chargé de concevoir et de voter les lois, à savoir l'Assemblée Nationale, a été un signe de reconnaissance de leur droit et de leur rôle dans la gouvernance du pays.

3. Les répercussions de la réorganisation politico-administrative sur la commune.

Avant que cette réorganisation ne soit opérée, la commune de Bisoro était vaste avec 329 km. Le chef-lieu de la commune Bisoro était installé sur la colline Gisozi, siège aussi des autres projets de développement, dont certains comme l'ISABU datant de l'époque coloniale. Comme la volonté d'instaurer une politique de décentralisation administrative remonte à l'indépendance, les autorités politiques avaient l'ambition de rendre les communes aptes à promouvoir leur développement. C'est dans ce sens que la commune burundaise a été successivement subdivisée en zones en 1966, puis les zones en collines à partir de 1979. C'est donc avec la réforme de 1982 qu'un grand pas fut franchi. Malgré la nomination des autorités à la tête des circonscriptions locales par l'autorité hiérarchique, les communes ont été réconfortées par les nouvelles délimitations mais aussi par la suppression des arrondissements qui étaient des circonscriptions administratives intermédiaires entre la commune et la province, sans attribution dans la contribution apparente précise dans le développement local. Le pays fut divisé en 15 provinces et 114 communes subdivisées en zones et collines[50] .

Comme la réorganisation de 1982 visait la participation de la population dans le développement et la facilitation de ses contacts avec les autorités, la commune Bisoro a vu ses dimensions réduites et reportées sur 122.2km, avec 15 collines de recensement au lieu de 26 collines d'avant. Le chef-lieu de la commune fut transféré du Nord au Sud, donc sur la colline Gitaramuka ; les autorités communales devaient faire une distance de plus qu'avant pour atteindre le chef-lieu de la province Muramvya, étant donné que Bisoro était la commune la plus éloignée de cette province. Cela constituait un réel obstacle pour le bon déroulement des activités administratives dans ce sens que certains préféraient passer par Bujumbura pour atteindre le chef-lieu de la province Muramvya.

Au niveau local, le pouvoir a répondu au besoin de la population de la commune Bisoro. L'idée de SAWADOGO l'illustre en ces termes :

> *« La place de la collectivité locale dans un contexte de décentralisation serait d' atteindre un espace assez*

[50] GAHAMA (J), cours d'administration locale, Ière Licence, sciences politiques

pertinent pour permettre une gestion durable des ressources naturelles et du patrimoine local , afin de mettre en œuvre la protection des ressources naturelles ou la gestion des infrastructures socio – économiques locale » [51]

Il était donc difficile pour l'autorité communale d'assurer le suivi quant au déroulement quotidien des activités de développement et de veiller au respect du patrimoine public dans tous les coins de la commune. Ce problème de l'étendue de l'espace touchait aussi les administrés ; sa réduction a été un facteur positif. La réinstallation du chef-lieu de la commune Bisoro sur une colline située au centre de cette entité a été un acquis pour ceux qui habitent les extrémités de la commune, et partant, le contact avec les autorités communales est devenu facile.

B. LES POLITIQUES PUBLIQUES ET LES ACTEURS DU DEVELOPPEMENT

a. Décentralisation dans le domaine sanitaire.

Avant que le plan de développement fondé sur le keynésianisme ne se bascule, le pouvoir central était le principal animateur du développement même dans les pays développés. L'Etat providence a été, selon la théorie néo-libéral, une entrave ou une force inhibitrice quant à l'émergence des nouveaux acteurs du développement.

Au Burundi, il a fallu attendre l'avènement, timide soit-il, de la démocratie, pour assister à la pénétration des acteurs privés dans la politique de développement socio-économique du pays.

1. Le secteur de la santé

Depuis 1977, le mot d'ordre du régime de la deuxième République fut l'orientation de la politique sanitaire vers *« une forme sociale de la médecine »*[52]. C'est ainsi que le régime en question a procédé à une sorte de décentralisation du secteur de la santé. C'est dans ce contexte qu'en 1987, quinze provinces sanitaires vingt cinq secteurs et cent quinze zones de santé ont été créés[53]. En fait, les entités sanitaires vont correspondre aux subdivisions administratives de l'époque.

---

[51] SAWADOGO (A), *L'Etat Africain face à la décentralisation*, p246

[52] République du Burundi, Plan quinquennal de développement économique et social 1983-1987, annexe VI, P12

[53] Rapport du sommet Mondial sur le développement social, Mars1995, p15

Jusqu'en mars 1995, seuls les provinces sanitaires et les secteurs sanitaires sont fonctionnels. Sans pour autant affirmer que cette politique n'a pas intéressé les successeurs du régime de la deuxième République ; on constate qu'il y a eu régression par rapport à la politique sanitaire suivie depuis 1977[54]. En se qui concerne ce secteur, le plan quinquennal de développement économique et social 1983-1987 était plutôt rassurant. La plus grande couverture sanitaire, en améliorant la qualité de la vie de la population surtout en milieu rural, était la tâche que s'assignait le pouvoir dans ces cinq années. Selon le même plan quinquennal également, l'implantation des infrastructures sanitaires, l'amélioration de celles existantes, l'hygiène du milieu, l'éducation à la santé ainsi que la formation du personnel, étaient les principaux objectifs fixés pour la période 1983 à 1987.

Qu'en est-il alors du résultat ? Les réalisations de la deuxième République en matière de politiques publiques et plus particulièrement dans le secteur de la santé sont indéniables. Nonobstant cette politique soutenue, la commune faisant objet de cette étude n'a pas été servie au cours de la période en question.

b. La situation sanitaire en commune Bisoro depuis 1982 jusqu'au déclenchement de la crise d'Octobre 1993

Pendant cette période, cette commune ne connaît qu'un seul centre de santé construit à l'époque coloniale. C'était un unique petit bâtiment pourtant construit en matériaux durables dont certains murs tiennent debout jusqu'aujourd'hui. Une dizaine d'années qu'a duré la deuxième République, réputée période de grands travaux de développement et surtout d'installation des infrastructures socio-économiques de développement dans le pays, s'est écoulée sans que ne soit installé ou tout au moins réhabilité un seul centre de santé à Bisoro.

Ce n'est qu'en 1991, qu'on a procédé à une extension de ce centre de santé. Plus d'un habitant de la commune Bisoro apprécie le rôle accompli par les chargés d'hygiène mis en place pendant la deuxième République. Un responsable du service d'Etat civil de la commune Bisoro, employé de la commune à cette époque, affirme que la rigueur utilisée était dans l'optique de pallier à l'indifférence de la population vis-à-vis des maladies de mains sales récurrentes dans le pays. Les gens étaient préoccupées plus de la lourdeur des sanctions plutôt que le danger d'attraper les maladies[55].

L'ouverture à d'autres acteurs non étatiques dans la planification et l'exécution des travaux d'intérêt général et d'installation des infrastructures publiques fut

[54] Ibid
[55] BARIBARIRA Déodath, le responsable du service d'Etat – civil en commune Bisoro, enquête du 21 / 1 / 2008

l'une des orientations qui marquant l'avènement de la démocratie au Burundi dans les années 1990. En commune Bisoro, l'association des amis de la commune Bisoro (A.A.CO.BI) s'est investie énergiquement dans la mise en place des infrastructures publiques. C'est dans ce courant que le centre de santé de Bisoro a été réhabilité. Il a été doté d'autres locaux en matériaux durables, devenant ainsi fonctionnel depuis 1991. Les habitants de cette commune ne comptaient que sur ce seul centre de santé mais bien équipé plus qu'avant. Avec son extension, le centre de santé Bisoro comprend cinq services avec des locaux spécifiques, ce qui est une avancée par comparaison à la situation antérieure. Signalons le service curatif englobant le service de consultation pré-natal, le service de vaccination et le planning familial. Le service de laboratoire est à part et indépendant avec son propre personnel, ce qui n'était pas le cas avant, où un seul infirmier s'occupait même des opérations de laboratoire. Il y a aussi les services de maternité, de pharmacie et d'hospitalisation comptabilisant un total de cinq services.

Comme le centre de santé compte six bâtiments seulement y compris ceux servant de logement au personnel ; cette extension n'a pas pu pallier réellement à l'insuffisance des locaux, ce qui explique le fait que certains services soient logés dans les mêmes locaux[56].

L'équipement de ce centre de santé s'est fait progressivement. Le service de laboratoire fonctionnait au ralenti et on ne détectait que les vers intestinaux et le paludisme. Le constat est donc que jusqu'aux années 1992, donc à la fin de la troisième République, le développement du secteur de la santé était à l'état embryonnaire.

2. Le secteur de l'Education

Le domaine éducatif englobe l'éducation formelle et l'éducation informelle. Arrêtons nous d'abord sur le premier volet. Nul n'ignore que l'éducation formelle débute avec la colonisation et se signale avant tout comme une action des hommes d'église. Leur intervention dans ce secteur s'est ralentie avec le fameux conflit Eglise-Etat qui éclata dans les années 1984 sous le règne du Président Jean Baptiste BAGAZA ; pour reprendre timidement à l'arrivée au pouvoir de son tombeur Pierre BUYOYA en 1987.

Au Burundi, on remarque que l'éducation pour tous désignée sous l'expression de « scolarisation universelle » était déjà la chanson des pouvoirs qui se sont succédés depuis les années 1980. Le plan quinquénal de développement socio-économique1983-1987 contient des données on ne peut plus irréfutables.

[56] NAHIMANA (S), infirmière au centre de santé Bisoro, Enquête, Février 2008

L'inscription de tous les enfants en âge de scolarisation serait atteinte au cours de la rentrée scolaire 1986-1987. Dans l'optique d'atteindre cet idéal, un système de double vacation au niveau du primaire fut instauré à partir de la rentrée scolaire 1982-1983. C'était une véritable révision de la politique éducative pendant cette période. De même, le taux de promotion était fixé à 80%, le taux d'abandon à 10% et celui de redoublement à 10% également[57]. Ce sont donc des mesures d'accompagnement pour que l'objectif principal d'atteindre la scolarisation universelle ne se limite pas dans les écrits et dans les discours des dirigeants.

Cette politique éducative du régime n'a pas épargné la commune Bisoro. Tout en faisant fi à l'enseignement secondaire où il n'existait qu'une seule école Technique, implantée sur la colline Kirika de la commune Bisoro, sous l'appellation abusive de l'ETA Gisozi tout en ignorant que cette école est revenue dans les limites de la commune Bisoro après sa séparation avec Gisozi dès 1982. Au cours de l'année scolaire 1982-1983, le niveau primaire enregistrait déjà onze écoles[58].
De ces écoles, il y avait celles qui étaient sous convention surtout protestante jusqu'en 1984, avant l'éclatement du conflit Eglise-Etat submentionné. Il s'agissait des écoles primaire de Rwahare, Rohero, et Kiganda tenue par les Anglicans, ainsi que les écoles primaires de Wimpfizi et Kanka dans les mains des pentecôtistes. Les écoles purement publiques pendant cette période étaient au nombre de cinq seulement, à savoir les écoles primaires de Rushanga, Bisoro, Katazimiza, Mutumba et Masango.

L'éducation informelle était assurée par les confessions religieuses et se limitait à l'apprentissage de la lecture afin de savoir lire les saintes écritures. C'est ce qu'on appelle les écoles Yaga-Mukama. L'intervention de l'Etat dans l'alphabétisation des adultes n'existait pas.

C'est à partir de 1987 que les changements remarquables se font en matière socio-économique en commune Bisoro. La raison n'est pas forcement l'arrivée des nouvelles autorités au pouvoir. Le principal acteur dans ce changement fut l'administrateur d'alors GAHUTU Mélance. C'est ce dernier qui a pu éveiller et inculquer l'esprit de travail aux natifs de Bisoro jusqu'à la création de l'Association des Amis de la commune Bisoro (A.A.CO.BI) en 1991[59].

Dans le secteur de l'enseignement, les écoles existantes étaient en mauvais état. Avant de se lancer dans la construction des nouvelles, ces nouvelles autorités

---

[57] République du Burundi , *Plan quinquennal de développement économique et social 1983 – 1987, op. cit.*
[58] BWANA Bernard, Conseiller pédagogique au Canton scolaire de Bisoro et excès administrateur de la commune Bisoro, enquête du 21 / 2 /2008
[59] BARIBARA Déodath, op. Cit.

locales se sont lancées dans les grands travaux de réhabilitation, d'extension et surtout d'équipement en pipitres des écoles fonctionnelles. Les premières à être réhabilitées furent les écoles primaires de Rohero, Bisoro, et Katazimiza. D'autres acteurs du développement ont prêté mains fortes aux initiatives des autorités communales. C'est le cas du projet Twitezimbere, du B.P.E et de la congrégation des frères « Bene-Yozefu » qui ont tant contribué dans le secteur de l'éducation[60]. Le nombre total des écoles primaires étaient onze, cinq écoles YAGA MUKAMA, un collège communal et une école secondaire Technique (E.T.A). Il n'y avait ni un centre d'enseignement des métiers ni celui d'alphabétisation des adultes.

Dans les années 1987, l'Etat adopta un nouveau système afin de parvenir à la politique de scolarisation universelle. Le système éducatif fut libéralisé d'où le désengagement progressif de l'Etat en la matière consécutif à la création des écoles privées surtout la création des écoles publiques à caractère d'externat à travers toutes les communes du pays, sous l'appellation de « *collèges communaux* ». Cette nouvelle politique éducative occasionna la prise de conscience des intellectuels natifs des communes, qui, ayant appris la création des Associations, se consacrèrent corps et âmes dans la construction de ces collèges en question. C'est dans ce contexte que le collège communal de Bisoro fut construit grâce au financement de l'A.A.CO.BI. Cette première initiative se présenta comme un élément déclencheur des travaux ininterrompus de constructions des écoles tant au niveau du primaire que du secondaire, même après le monopartisme, en pleine crise, après la mort du président NDADAYE Melchior.

3. **Le secteur agro-pastoral**

Au Burundi, l'activité agro-pastorale concerne la majeure partie de la population active. La rentabilité de ce secteur conditionne le processus de développement économique du pays. Dans le passé, des tentatives de modernisation de ce secteur ont été menées, et ce, depuis la période coloniale. Le colonisateur avait en effet introduit plusieurs variétés de cultures, la sensibilisation et la mise sur place des encadreurs agricoles sans oublier l'implantation des instituts et organismes spécialisés pour cette fin ; le pas franchi dans ce secteur n'est pas satisfaisant jusqu'à l'heure actuelle.

C'est pendant la deuxième République qu'une volonté des dirigeants nationaux pour développer ce secteur en question s'était réellement manifestée. Le régime de Jean Baptiste BAGAZA avait en effet initié une politique de décentralisation de ce secteur en créant, à travers tout le pays, des sociétés régionales de

[60] BWANA (B), op. cit.

développement (S.R.D). Dans l'implantation de celles-ci, on tient compte des potentialités climatiques et écologiques propres à chaque région, afin d'assurer une certaine complémentarité dans le combat contre la famine tout en favorisant des échanges inter-régionaux. Le mot d'ordre du régime étant « *La sécurité alimentaire, base de la stabilité politique* »[61]. Des initiatives ont été donc menées pour que cet objectif soit un acquis. La promulgation du décret n°1/19 du 30 Juin 1977 portant abolition du clientélisme foncier (Ubugererwa) et du clientélisme pastoral (ubugabire) connut un grand succès[62]. Par cette mesure, non seulement le président BAGAZA s'était rendu populaire surtout au sein du petit peuple en milieu rural, il venait également d'opérer une sorte de libération des plus démunis de la société. Tout citoyen a droit à une propriété petite soit-elle.

Par ailleurs, le régime a instauré une politique de stimulation afin d'inculquer un esprit compétitif qui favoriserait l'éradication de la famine et partant, de la pauvreté. C'est ainsi que le mécanisme d'émulation portait sur l'attribution des prix annuels aux différents agriculteurs et éleveurs modèles à l'échelle national, provincial et même communal[63]. Convaincu que l'amélioration du rendement agricole dépendra de la qualité du travail des encadreurs et vulgarisateurs agricoles, le plan quinquénal de développement économique et social 1978-1982 s'était fixé comme objectif minimal d'établir une pédagogie de modernisation et d'accroissement du rendement agricole. Dans le même ordre, le régime de la deuxième République s'est engagé d'avoir un encadreur pour 250 familles et ayant comme tâche le suivi des travaux sur le terrain de son ressort. La supervision devrait être assurée par un assistant, un seul pour 750 familles. On trouvait aussi des techniciens qui avaient des tâches de conceptions des programmes et des activités à faire[64]. Cet encadrement concernait les cultures vivrières et même et surtout industrielles comme le thé et le café, les seules à être exportées pendant cette période.

En commune Bisoro, le rendement agricole n'est pas satisfaisant ; on y pratique des cultures de subsistance à côté des cultures du thé et du café qui ont aussi à faible rendement malgré le suivi et l'encadrement des sociétés comme l'OTB et la SOGESTAL Kirimiro. Ces cultures ont été introduites par l'ISABU dans les années 1966. Cet institut avait la mission de chercher des variétés de cultures adaptées à chaque milieu mais aussi procéder à la distribution gratuite de des engrais minéraux dans les années 1976-1977[65].

---

[61] NIJEMBAZI Bernard, *La gestion politique du Burundi au regard des valeurs fondamentales 1962 – 1997.* Mémoire, U.B, FLSH, p.69.
[62] Ibid
[63] Ibid
[64] Plan quinquennal de développement économique et social 1983 – 1987, Annexe VI, p 14
[65] NKUNZIMANA (J), o*p.cit*, p76

Quant aux cultures vivrières, l'encadrement dans cette zone était assuré par le C.V.H.A depuis 1986. Avant ce projet, il y avait eu la naissance du projet services des semences sélectionnés (SSS) créé en juillet 1977 ; dont deux centres étaient installés à Bisoro (Nyakararo et Gisozi) à cette époque. Ces deux projets aidaient la population de Bisoro et ses alentours dans la sélection et la multiplication des semences mais aussi dans la protection des sols[66].

Malgré l'installation de la ferme de Ruyange sur la colline Kivoga depuis 1981, les produits d'élevage ne sont pas rentables. Les éleveurs de Bisoro se cramponnent toujours à l'élevage traditionnel de la race Ankolé, improductive, sous prétexte de sa *résistance aux maladies* et partant, exigeant moins de moyens financiers. Cette ferme a été installée par le projet Mugamba-Nord avec le financement de la coopération française. Ce projet avait pour mission l'amélioration de l'élevage bovin en milieu rural, la multiplication des plantes fourragères et l'installation des dipping-tanks sur les collines[67].

La politique d'ajustement structurel(P.A.S)consécutive à la conquête du terrain économique, en occident, par la théorie néo-libérale au détriment de celle keynésienne dans les années 1980[68], a été plaquée sur un terrain moins préparé. La population burundaise avait du mal à s'adapter à la politique de moins d'Etat plus de marché ce qui provoqua un recul dans les premières années de règne de la troisième république. Les dipping-tanks cessèrent de fonctionner suite au manque d'approvisionnements en produits vétérinaires par l'Etat ;les cultivateurs des cultures industrielles furent eux aussi contraints de payer une certaine somme d'argent au guichet de paiements, comme frais des engrais chimiques, au départ distribués d' une façon gratuite.

Cette politique a été généralisée dans tous les secteurs de la vie nationale, marqua un arrêt dans l'implantation des infrastructures publiques comme les hôpitaux, les routes et même les écoles publiques secondaires et supérieures à système d'internat. Cette nouvelle politique prônait donc l'implication du citoyen dans son développement et de celui de son pays, puisque l'expérience du passé ayant montré que le seul interventionnisme étatique dans la planification et l'exécution des projets de développements n'a pas abouti à des résultats escomptés.

Cette politique n'a pas tardé à manifester ses effets ; la population, quand bien même non préparée à cette fameuse politique, a vite appris à voler de ses propres ailes. Dans le secteur de la santé par exemple, les acteurs privés ont emboîté le pas aux hôpitaux publics pour une bonne prise en charge médicale

---

[66] *Ibid.*
[67] NKUNZIMANA (J), *op.cit, p77*
[68] SENTAMBA (E), Syllabus du Cours de politique publique, IIème Licence Science politique

surtout dans la capitale. Les natifs des provinces et communes œuvrant à Bujumbura, avec le soutien des O.N.G, des congrégations religieuses et autres acteurs privés ont vite compris que le développement du pays et spécialement le développement de leurs lieux de naissance n'est pas seulement l'affaire de l'Etat et de son administration.

C'est dans cette optique que la création de l'A.A.CO.BI en commune Bisoro a été le colloraire aux grands travaux visant le développement de cette commune enclavée et donc peu connue. Le rôle de l'administration s'est limité dans la mobilisation et la responsabilisation de la population afin de participer dans les rencontres et les travaux d'intérêt communautaire. Conscients du retard dans le développement, les administratifs, les natifs et toute la population de Bisoro ont fait feu de tout bois pour doter la commune des principales infrastructures de développement, comme les centres de santé, les écoles, et les routes. Thérence NDIKUMASABO abonde dans cette logique:

> « *Le développement d'une région est une affaire des Hommes et des femmes conscients de leur situation. Et les hommes nous les avons. Allons-y donc* »[69]

Cette participation consciente et donc conséquente des hommes et femmes de la commune de Bisoro a impressionné pas mal de bailleurs, permettant aussi un Jumelage entre cette commune en question et celle d'Albhstat en Allemagne. Plusieurs travaux ont été exécutés dans le cadre de ce jumelage, intensifiant par la suite la vivacité des intellectuels natifs de Bisoro et la population en général.

Les théoriciens de la décentralisation lèvent des équivoques en ces propres :

> *« La décentralisation est un préalable pour instituer et institutionnaliser la participation des citoyens dans la planification et la gestion du développement* »[70]

Dans cette logique l'administration communale a sensibilisé la population pour se procurer de l'eau potable, et les bailleurs comme l'O.D.A.G a remarquablement aidé financièrement et techniquement dans la réalisation de ces activités. Plusieurs autres activités louables ont été initiées, comme la réhabilitation et l'extension des bâtiments administratifs de la commune datant de 1960, l'adduction de l'eau jusqu'au centre de la commune, etc. Avant cette responsabilisation de la population, les défaillants aux activités connus sous le nom d' *« ibikorwa vy'umugambwe »* étaient soit emprisonnés soit frappés par

---

[69] NDIKUMASABO (T), Discours d'accueil et présentation des initiatives de l'A A C O B I au président BUYOYA en 1991.

[70] SAWADOGO (A), *op cit p.*202

des amandes ; même ceux qui y participaient travaillaient nonchalamment, puisqu'il s'agissait d'une contrainte.

Ce stade fut donc dépassé, et la population se disputait à propos des collines prioritaires en ce qui est de l'entretien des voies publiques et surtout de l'implantation des infrastructures comme les écoles. C'est dans cet esprit dynamique que plusieurs écoles primaires furent réhabilitées et équipées avant d'entreprendre la construction des nouvelles et surtout des collèges communaux. Cela rencontrait les objectifs du régime d'alors. Selon BARIBARIRA Déodath, cet esprit de travail légué par l'ancien administrateur de Bisoro, assassiné pendant la crise à Rutegama, Mélance GAHUTU, n'a pas été bouleversé même pendant la crise d'octobre 1993[71].

[71] BARIBARIRA, (D), op. cit.

CHAP III. LES CHANGEMENTS POLITOCO-SOCIAUX INTERVENUS EN COMMUNE BISORO DEPUIS 1993

A. LES ELECTIONS DE 1993

L'Histoire politique du Burundi montre que le régime démocratique apparaît plutôt comme un slogan né sous la colonisation, brandi par les puissances coloniales dans le but de se pérenniser sur le sol africain en général. Elles se drapent dans l'habit démocratique pour apaiser les deux super-puissances à savoir les Etats-Unis d'Amériques et l'URSS qui ont opté pour la décolonisation.

Le processus de démocratisation dans beaucoup de pays africains, y compris le Burundi, renaquit depuis les années 1990. L'objectif de ce changement de régime politique était de couper court au régime militaire qui a succédé à celui du colonisateur. La dislocation de l'empire Soviétique et l'effondrement du Mur de Berlin témoignait de la primauté des idées libérales à l'échelle mondiale. Dans ce contexte, les institutions de Bretton Woods commencèrent à être réticentes envers les Pays du Sud qui n'adhèrent pas aux idées démocratiques.

1. De la crise de Ntega et Marangara à l'engagement dans le processus démocratique.

Au Burundi, le pas décisif fut franchi lors du Sommet Franco-africain de Juin 1990 à La baule, au cours du quel le président français, François Mitterrand, a précisé que l'assistance sera aux seuls pays qui acceptent de s'engager vers le système démocratique[72]. D'autre part, des pressions purement internes ont accéléré ce processus. C'est notamment l'attitude contestataire comme la désobéissance civile qui s'est produite dans les provinces du Nord du pays et à Cibitoke où des jeunes manifestaient, les têtes rasées. Mais la crise de Ntega et Marangara d'Août 1988, à moins d'une année après le coup d'Etat du 3 Septembre 1987constitua une forte pression en faveur des changements politiques. D'aucun s'interrogeait sur la chance de survie du régime militaire mis en place au lendemain de l'indépendance jusqu'en 1993.

Peut-on affirmer que les Coup-d'Etat opérés à cette période seraient interprétés comme des changements au niveau politique ? La réalité est que les autorités de la troisième République s'engagèrent véritablement à accompagner le processus démocratique. De ce point de vue, l'adoption de ce nouveau système de gouvernement a distingué le Président Pierre BUYOYA de ses prédécesseurs. Soulignons à cet égard la mise en place de certaines institutions pour mieux préparer

[72] Discours de François Mitterrand au Sommet de Labaule, cité par NIMUBONA (J), *Elections présidentielles de Juin 1993 au Burundi. Problématique de légitimation en situation de dynamique socio-politique,* p67

cet avènement, notamment *« un gouvernement d'union nationale »* qui respecte l'équilibre ethnique, la commission chargée d'étudier la question de l'unité nationale dont la charte fut adoptée par référendum à 89.21%[73]. Cette stratégie a été interprétée par le professeur Julien NIMUBONA comme *« la volonté de BUYOYA de faire une assimilation réciproque des élites »*[74] selon l'expression de J.F.BAYART ; dans ce sens qu'il forma un gouvernement sous la houlette d'un premier ministre d'ethnie hutu, Monsieur Adrien SIBOMANA. Une autre série d'initiatives concrètes a été observée, comme la mise en place de la commission constitutionnelle le 21/3/1991 pour la préparation de la constitution du Burundi démocratique, laquelle a été validée par référendum à 85% le 9/3/1992. Dans cette même logique, le 15/4/1992 une loi sur les partis politiques fut promulguée par décret loi n°1/10[75].

On peut constater une véritable course à la montre dans la préparation des élections de 1993. Plus d'un se demandait le pourquoi d'une telle allure puisque une autre commission, celle chargée de préparer la loi électorale fut confiée à Monsieur SINUNGURUZA Thérence. Les activités de cette commission furent paralysées après la démission de certains membres engagés dans des partis politiques obligeant le Président à nommer un nouveau groupe composés principalement de juristes, par conséquent plus technique. Sa mission était d'élaborer un projet de code électoral, un projet de loi communale révisée dans l'esprit de la Constitution, et un projet de loi portant organisation générale des élections. Le rapport de cette commission a été publié le 23/2/1993.

L'engagement du pays dans le multipartisme devenait vite une réalité et une série de partis politiques étaient agréés suivant cet ordre[76] :
L'UPRONA, par l'ordonnance no530/223 le 14/5/1992 ;le PRP,ordonnance n°205/295 le 30/6/1992 ;le PP, ordonnance n°205/296 le30/6/1992 ;le RADDES, ordonnance n°205/331 le20/7/1992 ; le FRODEBU,ordonnance n°205/358 le12/8/1992 ;l'ANADDE, ordonnance n°205/365 le18/8/1992 ;le PL, ordonnance n°205/489 le 23/8/1992 ; le PSD, ordonnance n°205/365 le 20/2/01993 ; le PIT, ordonnance n°205/141 le 13/4/1993 ;l'INKINZO, ordonnance n°205/360 le 8/5/1993. On peut affirmer que la société civile a été une pépinière pour le multipartisme au Burundi selon Julien NIMUBONA :

> *« Ce sont les ligues des droits de l'homme et des autres associations qui sont sorties du silence et qui ont revendiqué ouvertement le multipartisme. C'est le cas des ligues ITEKA, SONERA et l'ACPB »*[77].

D'après cet auteur, ce sont les membres de cette société civile qui furent des militants fervents des partis comme le FRODEBU, l'UPRONA et l'INKINZO. L'irruption

---

[73] SINUNGURUZA (T), *Les élections au Burundi. Tout savoir et tirer des leçons de Juin 1993.*, p30
[74] NIMUBONA (J), *op .cit.*, p.67
[75] SINUNGURUZA (T), *op. cit.*, p. 31
[76] MBAZUMUTIMA (J.A), *Le multipartisme et ses incidences socio-politiques (1992-1996)*, Mémoire, UB, FLSH, p34
[77] NIMUBONA (J), *Ibid*

rapide de partis politiques témoigne de l'aspiration au changement démocratique qui traverse la société burundaise.

Après la réalisation de tous ces travaux le moment était venu pour s'engager dans la compétition démocratique.

2. Le déroulement des élections en commune Bisoro

L'organisation des élections s'est effectuée en trois étapes. Dans un premier temps, le peuple burundais a été appelé pour approuver ou désapprouver la charte de l'Unité Nationale ; et ensuite la Constitution qui régira les institutions issues des élections. Pendant ces deux scrutins préliminaires, les habitants de la commune Bisoro étaient sensibilisés pour voter oui. Selon Déodath BARIBARIRA :

> *« La population de Bisoro à cette époque aimait et obéissait les autorités et particulièrement l'administrateur communal d'alors qui aimait beaucoup l'UPRONA, mais surtout plus patriote que partisan puisqu'il s'adonnait corps et âme pour le bien- être et le développement de la commune. Il était donc difficile de convaincre la masse populaire d'épouser de nouvelles idées. »*[78]

La commune Bisoro à majorité uproniste était favorable à l'approbation du projet de la Charte de l'Unité Nationale. Dans les coins les plus reculés comme Bisoro, il a fallu attendre l'agrément des autres partis politiques et même l'autorisation de la campagne pour les élections présidentielles pour que la population soit confrontée aux diverses idées politiques et changer d'avis pour adhérer aux autres partis autre que le parti unique.

a. Les élections présidentielles

Les élections de juin 1993 concernaient l'institution du chef de l'Etat et le choix des membres de l'Assemblée Nationale.
Quand bien même ces deux grandes institutions furent votées au suffrage universel direct, la constitution de 1992 a négligé la représentativité des citoyens au niveau local, ce qui montre que c'était aux hautes autorités qu'incombait la désignation des administratifs depuis la base ; donc une certaine confiscation des droits politiques des citoyens. D'autres indices montrent que les élections de 1993 comportaient beaucoup de lacunes. Ainsi, pour les élections présidentielles, on mettait davantage l'accent sur les hommes et non sur les programmes. Cela était illustré par les chants, les écrits que les propagandistes diffusaient ainsi que les dépliants de chaque parti. A l'UPRONA, on marquait « Tora Buyoya, tora ubumwe n'amahoro » signifiant « votez BUYOYA, votez l'unité et la paix »au lieu de promouvoir de nouveaux programmes.

[78] BARIBARIRA (D), Responsable du service d'état civil de la commune Bisoro, Enquête, Bisoro, Février 2008

Le FRODEBU brandissait le Burundi nouveau « tora isake, tora Uburundi bushasha» signifiant : « votez le coq, votez le Burundi nouveau ».

On notait en fait l'aspiration au changement sans prendre les stratégies nécessaires. La campagne électorale a débuté avec dix formations politiques déjà agréés. En commune Bisoro, il n'y avait que le RPB et le PRP à coté du FRODEBU et de l'UPRONA. En réalité, quatre partis politiques étaient seulement connus de la population de cette commune. La campagne électorale a été caractérisée par des accusations d'ethnisme que proféraient l'UPRONA et le FRODEBU.
La participation au scrutin présidentiel a été massive dans tous les coins du pays. Le taux de participation fut de 97,30% des inscrits. Le parti FRODEBU sorti vainqueur au niveau national avec 64,75% des voix contre 32,39% pour son adversaire UPRONA ; le troisième compétiteur, à savoir le PRP se contenta de 1,44% des voix seulement. Paradoxalement le FRODEBU fut vaincu en commune Bisoro où il obtint 45,06% des voix contre 53,12% de son adversaire UPRONA[79]. A la question de savoir les raisons de cette particularité à Bisoro, le responsable d'état civil en même temps membre du bureau électoral au niveau communal à cette époque, commente :

> *« N'ari mubagenywe ngo bayahagarikire .Ndazi ibitari bike kiretse nka bamwe bamwe bihisha.*
> *Ahanini abenshi bagira ubwoba bwivyohinduka kuko hari abavuga isegenya n'uburundi bushasha.Eka nkabahumure bo hambere ntibaheba iragi rya RWAGASORE . »*[80]Ce qui signifie : « j'étais parmi les superviseurs des élections, je connais certaines réalités sauf qu'il y a ceux qui se camouflaient. La majorité craignait les conséquences du changement prôné par le FRODEBU. Mais les plus vieux en particulier demeuraient attacher à l'héritage de RWAGASORE ».

La défaite du FRODEBU s'expliquerait plutôt par l'absence de sensibilisation suffisante auprès de l'électorat de cette localité. Une autre raison plus importante est que les élections ont succédé une campagne de développement socio économique de la commune initiée par les natifs de Bisoro et les autorités communales. La majorité des plus influents dans ces activités, à commencer par l'administrateur communal, étaient des militants fervents de l'UPRONA. D'une part, les habitants n'osaient pas se désolidariser des administratifs à la base qui conduisaient les travaux de développement. D'autre part, la majorité a procédé au vote par imitation en votant comme son voisin ou son chef, étant convaincu que beaucoup ne sachant pas lire et écrire, douteraient aussi du caractère secret du vote. Il y a toujours le réflexe de voter comme le chef.

Cependant, les propos de NYAWAKIRA trahissent un certain ethnisme qui a inspiré le vote même dans les partis qui n'ont pas donné de candidats:

---

[79] SINUNGURUZA(T), *op. cit, p.125*
[80] BARIBARIRA(D),op.cit

> *« Sauf le PRP qui est resté seul pour la compétition aux élections présidentielles ; pour les autres partis, il suffisait qu'il y ait un président tutsi pour s'aligner derrière l'UPRONA ou un président Hutu pour s'aligner derrière le FRODEBU »*[81]

Peut-on donc écarter la piste ethnique alors qu'elle était remarquable dans les autres communes de la même province que Bisoro ? A analyser les résultats, on répond par l'affirmatif. Les raisons principales sont d'abord l'occupations de la population et surtout de la jeunesse par les autorités en collaboration avec les natifs toutes ethnies confondus, et avec les bailleurs surtout les allemands dans la construction des écoles. Il est donc possible que les habitants se sont peu préoccupés des changements politiques dans ce sens qu'ils étaient fiers des changements socio-économiques plutôt en cours dans cette commune depuis 1989,comme signalé dans les chapitres précédents.

On ne peut non plus passer sous silence le caractère autoritaire du régime monopartiste comme le souligne HARINDOGO :
«Benshi ntibatoye NDADAYE ubwambere, kuko bibaza ko bomenyekana »[82]ce qui veut dire : « Beaucoup n'ont pas voté pour NDADAYE dans un premier temps de peur d'être identifiés ».

Cette déclaration indique l'influence de l'administration locale sur la population. L'administré essaie toujours d'afficher une bonne image à côté de l'autorité en place, de peur d'être maltraité ou privé des services administratifs ; cela témoigne que la liberté d'expression n'est pas encore réellement une réalité auprès de la paysannerie.

---

[81] NYAWAKIRA (G), *La radicalisation de l'ethnie au Burundi à travers les partis politiques*, Mémoire, UB, FLSH p65
[82] HARINDOGO, chef de colline MASHUNZI, Enquête, Bisoro, Février 2008

b. **Les élections législatives**

Contrairement aux présidentielles, les élections législatives du 29 Juin 1993 connurent l'implication de trois autres partis politiques dans la course pour la conquête des sièges au sein de l'Assemblée Nationale. Il s'agissait des partis PP, RPB et RADDES.
En commune Bisoro, au lendemain des élections présidentielles, la surprise était générale comme le précise monsieur NCAMATWI :

> *« Ahandi bari barigishijwe baramenya ntitwari twiteze ko FRODEBU yotsinda UPRONA.*
> *Ko twabona uruhurira rw' imiduga yaza yuzuye abahutu n'abatutsi babategetsi.twagira n'ahandi barabumvishije twatangaye bavuze ko NDADAYE yatsinze.»*[83]Signifiant : « la population a été très sensibilisée ailleurs, nous, nous ne nous attendions pas à une victoire du FRODEBU sur l'UPRONA. Nous avons été surpris par la victoire de NDADAYE ».

La stratégie des propagandistes induisait en erreur certaines gens en leur faisant croire qu'ils disposaient de beaucoup d'adhérents alors qu'ils parcouraient le pays étant accompagnés par les mêmes personnes. De plus, dans plusieurs coins du pays y compris en commune Bisoro, la population n'avait pas l'occasion de voir les meetings qui se déroulaient ailleurs car la télévision était accessible à un nombre très restreint de personnes ; les habitants de Bisoro continuaient toujours à croire que seul le parti du héros national est le seul capable de gouverner. Ils n'avaient pas compris que le but ultime du multipartisme n'est autre que le choix libre et parmi plusieurs partis, des programmes et, par conséquent, de candidats capables.

En commune Bisoro, l'appartenance politique de beaucoup de personnes a été dévoilée par les résultats des élections législatives, donc après la campagne électorale. Ceux qui soufflaient le chaud et le froid au cours des propagandes et pendant les élections présidentielles ont confirmé leur succès politique pendant les élections législatives. C'est aussi le constat de monsieur BARIBARIRA qui disait *« Abari bahiye coba bagapfa gutora UPRONA bamenyekanye mumatora agira kabiri »*[84].Qui veut dire : « ceux qui ont voté l'UPRONA par peur se sont dévoilés lors des secondes élections, c'est-à-dire les législatives »

On pourrait dire que la victoire de NDADAYE est venue sortir les gens de leur torpeur pour choisir librement. Et, contrairement aux élections présidentielles, en commune Bisoro, ce fut le parti FRODEBU qui sortit vainqueur des législatives. On assista à un virage subit des individus vers le parti FRODEBU.

---

[83]NCAMATWI (J), Secrétaire communal, enquête, Bisoro, Fév2008
[84] BARIBARIRA (D), op. cit.

On peut interpréter ce changement brusque de comportement, de deux manières : d'abord, une forte majorité de la population de Bisoro a voulu suivre la voix de la majorité en votant le parti qui venait de gagner tout en se basant sur l'adage selon lequel « *uko zivugijwe niko zitambwa* » signifiant : il faut danser en suivant le rythme des tambours. D'autres personnes demeuraient attachées au régime de parti unique. Les élections présidentielles ont donc départagé les protagonistes et par conséquent orienté la population sur une suite à donner aux élections qui allaient suivre. Une dernière possibilité de ce changement serait une faible participation des membres de l'UPRONA après la défaite aux présidentielles, étant donné leur découragement et une certaine désorientation qui suivit le scrutin présidentiel. Certains étaient même tentés de rejeter les résultats des présidentielles et préconisaient le boycottage des législatives comme le souligne monsieur MACUMI :

> *« Les auteurs de ce boycottage étaient proches de l'UPRONA, et pensaient que le boycottage pourrait influencer la cour constitutionnelle à ne pas valider les résultats des présidentielles.»*[85]

Les contestataires n'auraient pas pu rassembler les preuves juridiquement recevables pour pouvoir statuer sur l'irrégularité ou non des élections présidentielles ; et le parti FRODEBU gagna les élections législatives avec un grand score. A l'échelle nationale, le taux de participation fut de 91,39% des inscrits, soit un recul de 5,92%. L'ampleur du boycottage de ce scrutin est attestée par ce changement de comportement des électeurs ; donc, la participation aux élections législatives accusa une baisse non négligeable. C'est ainsi que l'UPRONA s'enfonça dans la défaite en se contentant de 21,86% des voix en faveur de son rival FRODEBU qui renforça sa victoire aux présidentielles en totalisant 72,55%[86].

La circonscription de Muramvya dont faisait partie la commune Bisoro au moment des élections de 1993 eût droit à sept sièges conformément au code électoral qui stipule que :

> *« Le nombre de représentants à élire par circonscription est fixé proportionnellement à la population par le décret de convocation des électeurs en raison d'un représentant par 70000 habitants. »*[87]

Dans cette circonscription, malgré la participation de presque tous les partis politiques déjà agréés exceptés l'ANNADE, deux partis politiques à savoir le FRODEBU et l'UPRONA ont pu avoir des députés.

---

[85] MACUMI(E), *Analyse comparative des élections présidentielles sous le régime de par unique (1984) et l'ère du multipartisme(1993) au Burundi, p45*

[86] SINUNGURUZA(T) , *op. cit, p73*

[87] République du Burundi, Loi portant Code électoral du Burundi 1993, art10

Le FRODEBU qui remporta beaucoup de sièges a eu 58.32% des voix avec cinq députés dont :
-SINDAYIGAYA Antoine
-NGOMIRAKIZA Anaclet
-MANIRAMBONA Marc
-NKINAHAMIRA Déo
-NDORICIMPA Logacien

Le parti UPRONA garda la deuxième place au niveau national et aussi à Muramvya en obtenant 34.7% des suffrages avec seulement deux sièges,donc deux députés à savoir SIBOMANA Adrien et KAGIMBI Laurent[88].

Dans l'ensemble, le parti UPRONA n'a ni augmenté ni gardé son électorat au cours des législatives sur toute l'étendue du pays y compris à MURAMVYA. Pour le cas spécifique de la commune BISORO, le parti UPRONA a chuté de 5% des voix par rapport aux présidentielles. Les causes de ce recul de l'UPRONA mais aussi d'un nouveau bon en avant du FRODEBU seraient multiformes ; si l'on croît à l'analyse de MACUMI :

> « ... *Le boycot a été énorme suite aux désespoirs des perdants mais aussi à la désorientation des alliés du FRODEBU qui ne comprenaient pas le choix d'un soit disant « son parti » au lieu de choisir comme avant, c'est-à- dire choisir le FRODEBU*»[89]

Le déroulement des élections législatives a donc dévoilé une certaine hésitation, un manque de maturité politique ou du moins une présence d'acteurs politiques non informés du jeu démocratique. On dirait que l'UPRONA et ses alliés ne savaient pas le rôle des députés dans la gouvernance du pays ; la seule institution du président de la république ne pourrait conduire seule toutes les affaires de l'Etat. Il n'aurait pas fallu que les upronistes cèdent à la colère en négligeant la propagande pour les législatives. Le peu de sièges à l'Assemblé Nationale signifierait la non prise en compte de leurs opinions dans la prise des décisions. Cela ressemblerait à un certain retour au monopartisme.

[88] MACUMI (E), op. *cit. p45*
[89] MACUMI (E), o*p. cit.p 46*

B. LE COMPORTEMENT DE LA POPULATION APRES LES ELECTIONS DE JUIN 1993.

Avant que le verdict des urnes ne tranche, une ambiguïté régnait des deux côtés des principaux partis. Le FRODEBU s'attendait à une tricherie et croyait que les élections seraient truquées d'une manière ou d'une autre. Quand aux upronistes, ils ne s'attendaient pas à la défaite des partisans de la paix et de l'unité étant donné des moyens importants engagés dans la propagande.

Il y avait, en effet, le manque de confiance du FRODEBU envers son rival mais aussi une sous-estimation de la force de l'adversaire de la part de l'UPRONA. Aussitôt les résultats tombés, deux scénarios s'opposaient. Les vainqueurs étaient heureux tandis que les perdants s'affichaient mécontents ; les premiers chantaient, dansaient, et buvaient, et les seconds étaient presque « en deuil ». Néanmoins, ceux qui étaient en colère comme ceux qui étaient dans l'allégresse, tous avaient manifesté un comportement responsable, comme le témoigne monsieur Déothath BARIBARIRA :

> *« Namba, n'abatsinze nabone ntibigeze bahohotera abandi,bari bahimbawe n'insinzi yabo gusa.*
> *Ariko abandi bo babona ko FRODEBU itwaye ica igira isekeza ryo kubica no kubanyaga .Nkabatware n'abakozi ba reta bagira n'ubwoba ko akazi kabaheranye nk'uko vyahawa mu myiyamamazo. »*[90]qui se traduit : « Il n'y a pas eu une agression quelconque de la part des vainqueurs, ils étaient contents de leur victoire seulement. Mais, les vaincus s'attendaient à leur extermination pour s'approprier de leurs richesses. Et quant aux administratifs à la base et aux fonctionnaires, ils avaient peur d'une destitution immédiate ainsi que cela était annoncé lors des meetings. »

Un proverbe français dit que la promesse est une dette. Dans le but d'honorer son engagement, le régime issu des élections procéda au changement des autorités communales, tous les chefs de zones, les chefs de collines, et même les *Nyumba kumi* (responsable d'une dizaine de maisons) étaient remplacés. Le cas le plus frappant fut le changement opéré dans les écoles ; que ce soit au primaire ou au secondaire, tous les directeurs des écoles, non militants du parti FRODEBU, furent remplacés. C'est dans ce contexte que des frustrations gagnèrent tous les secteurs et surtout les services publics.

Dans leur course au pouvoir, les politiciens empruntent des manœuvres diverses. Ils essaient de réunir tous les ingrédients possibles. C'est notamment des promesses et projets qu'ils brandissent lors des meetings où, les grands chanteurs inventent des chansons séduisantes et quelques fois agressives à l'encontre des adversaires. Au cours de ces élections de 1993, les militants ont usé même des exagérations en se

[90].BARIBARIRA (D).op. cit.

livrant verbalement au partage des biens privés des voisins, comme le témoigne monsieur NKENGURUTSE en réponse à la question de savoir comment ils ont apprécié l'avènement du multipartisme:

> « *Ntako imana yadukingiye ubwo butindi ;igwano twayibonye kare. Ko bagabura ivyo dutunze riva, eka ngo nivo ni ugutwi , n'ibindi. Ivyo erega vyabura intambara ; ntiwovuga imigambwe yaraduteye akoba.*»[91]

Ce qui se traduit : « Quand bien même le bon Dieu nous a épargné ces malheurs (guerre), nous avons pressenti la guerre bien avant. Le partage de nos biens se faisait au grand jour, les slogans violents etc. étaient des signes de la guerre, bref le multipartisme nous faisait peur ».

La population a tellement confondu le langage propagandiste de la vérité, c'est-à-dire des paroles séduisantes pour s'attirer l'adhésion d'une grande masse et celles qui vont réellement être traduites en actes après la victoire. Dans ce même ordre d'idée, si nous nous permettons de faire un parallélisme entre les élections de 1993 et les élections communales de 1961 au Burundi, on décèle quelques ressemblances des stratégies employées.

A titre illustratif, les propagandistes de l'UPRONA en 1961 déclaraient :

> « *Votez pour notre parti ; vous gagnerez autant que votre patron, vous ne paierez plus d'impôts, vous habiterez la maison du blanc, vous aurez sa voiture, etc.*» [92]

On relève ici la référence au pouvoir économique du candidat mais aussi le désir de se libérer tout en voulant s'approprier de la richesse du prétendu vaincu.

Peut-on dire alors que le FRODEBU de 1993 aurait copié la méthodologie de l'UPRONA vainqueur des élections de 1961 ? Nicolas Machiavel affirme qu'en politique la fin justifie les moyens. Aux différentes échéances, chacun de ces partis a eu sa part de la victoire. De surcroît, le comportement post électoral aboutit, pour les deux cas, à des tragédies dont l'assassinant du Héros National pour le premier cas, et celui du président vainqueur des élections ainsi qu'une guerre civile pour le second. Le comportement post électoral vient valider les explications de Julien NIMUBONA quand il affirme que :

> « *... pour les leaders du changement et leurs clients, c'est l'occasion ou jamais de jouir des biens qu'offre le pouvoir. Il y a là une sorte de course au gâteau, où le meilleur distribue à ses supporters* »[93]

Donc rien d'étonnant, tous les protagonistes avaient concouru, en poursuivant presque les mêmes objectifs, puisque rien ne prouve que si c'était l'UPRONA qui aurait gagné les élections, il aurait partagé le pouvoir avec son rival, étant donné que tout fervent militant de n'importe quel parti travaille dans l'espoir d'être un jour

---

[91] NKENGURUTSE, Enquête, Bisoro, Février 2008

[92] HARROY (J.P), *Burundi (1955-1962). Souvenir d'un combattant d'une guerre perdue, p451*

[93] NIMUBONA (J), *Les élections présidentielles de Juin 1993 au Burundi. Problématique de la légitimation en situation de dynamique socio-politique,* p135

récompensé, du moins si on rejoint l'idée de Mancur OLSON selon laquelle *«un individu ne s'engage spontanément dans l'action collective qu'à condition d'y trouver un avantage propre* » [94]. Un parti politique est avant tout une entreprise au sein de laquelle les associés font tout leur possible pour rentabiliser, donc pour gagner plus, étant donné que les membres des partis politiques versent régulièrement des cotisations comme le font les actionnaires d'une entreprise commerciale ou d'une banque. Ils thésaurisent leur argent dans l'unique espoir d'y trouver bénéfice quand le moment des dividendes arrivera. Le comportement des vainqueurs peut donc s'expliquer par des avantages éventuels qui attendent tout en chacun. Et les burundais disent : «*Atagapfuye ntagakira* » ; qui peut se traduire : A quelque chose malheur est bon. L'attitude des militants de l'UPRONA devrait être opposée à celle des vainqueurs ; dans ce sens que ces derniers allaient s'accaparer des postes politico administratifs et tout ce qu'ils entraînent comme prestige et richesse, détenus avant par leurs adversaires.

1. La crise d'Octobre 1993

La société burundaise de la période post électorale était caractérisée par une peur due au manque de tranquillité des citoyens, donc à un lendemain incertain. La situation que vivaient les habitants dans certains coins du pays, sans oublier certains employés de l'Etat, n'est qu'un reflet de ce que proféraient les propagandistes. Quelle serait la cause de la guerre de 1993 ? N'est ce pas que la période qui séparait la tenue des élections et le déclenchement de la guerre était chargée des signes prémonitoires ? Tout en ne niant pas que les guerres prennent naissance dans l'esprit des hommes, Jean LAURAIN ajoute que :

> *« Les guerres prennent aussi naissances dans les situations objectives d'injustices et d'inégalités que connaît la société humaine, soit à l'intérieur des Etats (où naît cette forme de guerre qu'est la révolution), soit entre les Etats (c'est la guerre proprement dite)* »[95]

Pour le cas d'espèce , l'assassinat du Président élu, Melchior NDADAYE est venu maître le feu au poudre avec les tueries sporadiques ou isolées ou encore des massacres organisés partout dans le pays. D'aucuns se demandent pourquoi un paysan du coin le plus reculé du pays serait victime de la mort du président, assassiné par certains membres d'une grande institution publique identifiable, qu'est l'Armée. Ne serait-il pas un prétexte étant donné que la campagne semblait disposer les uns contre les autres en démontrant que toute la période du pouvoir de l'UPRONA a été caractérisée par une sorte d'injustice et d'inégalité dans le partage des richesses du pays ? D'où peut être l'origine du slogan du FRODEBU : « *dusabikanye ; nta wandya wa ngura* » qui veut dire donc : « partageons ; nul n'a envie de tromper ou trahir l'autre ».

---

[94] OLSON (M), cité par NIMUBONA (J), *op. cit.*

[95] LAURAIN (J), *De l'ennui à la joie*, Paris, CERF, 1993, p34

La campagne électorale de 1993 constitua un énorme bouleversement au sein des masses populaires et de la jeunesse. Le climat socio-politique qui a caractérisé la période post-électorale a fortement déstabilisé les militants de l'opposition. La victoire du FRODEBU a été consécutive à la destitution de pas mal de responsables administratifs de l'Etat et ceux d'entreprises et institutions publiques et para-publiques ou même dans certains cas, des simples employés ; Comme il est écrit dans le journal l'Indépendant :

« A la présidence de la république, 14 chauffeurs ; 12 plantons ; 8 secrétaires ont été mis à la porte »[96]

C'est cette situation qui poussa le collectif des partis de l'opposition à condamner le comportement exclusif parqué par l'ethnisme, perpétré par les nouveaux dirigeants. Ce collectif parle de 16 gouverneurs de provinces tous membres du FRODEBU, dont 2 Tutsi ; 110 administrateurs Hutu du FRODEBU sur le total de 114. Pire, encore, tous les chefs de zones et chefs de secteurs sont Hutu du FRODEBU ou des partis qui lui sont alliés[97].

Ce fut un énorme choc pour les fonctionnaires et employés militants de l'UPRONA pendant qu'une chasse aux personnes qualifiées de « sorciers »s'organisait dans le nord du pays et dans la région de Rumonge où le retour des réfugiés opposés ceux-ci aux personnes qui s'étaient installées dans leurs anciennes propriétés. L'armée était qualifiée de monoethnique et redoutait un démantèlement.

En réalité, à analyser le comportement des nouveaux maîtres du pays, on constate qu'ils ne suivent guère les idéaux et valeurs prônés officiellement au sein de leur parti. Ils retombent dans les travers dont ils accusaient leurs prédécesseurs.

2. La commune Bisoro épargnée par les tueries interethniques

A l'instar des autres communes du Burundi, toutes les collines de la commune Bisoro abritent toutes les composantes ethniques que comporte le Burundi. De même, malgré son enclavement, tous les partis politiques déjà agréés avant les élections de juin 1993 étaient présents dans cette commune. Cette dernière a cependant la particularité d'avoir préservé la solidarité et la sécurité au moment de pires exactions dans les autres communes, y compris celles frontalières à Bisoro. Pendant cette période, la seule force de sécurité sur laquelle compta la population de Bisoro n'était que la police communale, sans aucun équipement militaire excepté les bâtons communément appelés *Inembo*. D'où provenait alors la force qui a protégé les habitants contre le fléau de guerre qui a ravagé les autres communes du pays?

---

[96] Journal Indépendant n°69
[97] Ibid.

a. Le rôle des administratifs à la base

Après la victoire du FRODEBU aux élections de 1993 ; à l'instar des 110 communes du Burundi, selon le collectif des partis de l'opposition déjà cité, la commune Bisoro était dirigée par un administrateur membre du FRODEBU, sa particularité était d'être une femme. Rappelons que le même collectif affirmait que tous les chefs de zones et chefs de secteurs étaient Hutu membres du FRODEBU ; donc Bisoro ne faisait pas exception. Heureusement, ces administratifs se sont comportés d'une manière responsable en invitant leurs administrés à garder la solidarité. Selon NTUKIBITABO Bernard ; un des responsables à la base, d'alors, déclare :

> « *Twaciye dushinga amakomiti y'umutekano.eka abantu bagakuranwa ku mazamu y'ijoro mu moko yose mbere abisumbuye murwaruka twabashiramwo.* »[98]

Qui peut se traduire : « Nous avons implanté des comités de sécurité, nous organisions aussi des rondes nocturnes en faisant le mixage des gens selon l'ethnie mais aussi l'âge. »

En analysant ces propos de NTUKIBITABO Bernard, on comprend que le danger se trouvait à la porte de la commune. Mises à part les informations relatives à la mort du Président, et des assassinats dans d'autres coins du pays diffusés par les média, les déplacés venus des communes frontalières de Bisoro, telles Nyarusange, Kayokwe et Nyabihanga s'étaient installés au chef lieu de la commune Bisoro. Il y en avait qui étaient éparpillés dans les ménages ; sans doute qu'ils racontaient les scénarios d'horreur auxquels ils venaient d'échapper. Dans ces conditions, les activités de développement initiés par les autorités communales d'avant les élections, en franche collaboration avec l'association des Amis de la commune Bisoro, ont été le bouclier pour la commune toute entière comme l'apprécie BARIBARIRA :

> « *Abari barongoye komine hamwe n'imvukira bagerageje guhimiririza abantu ku bikorwa vy'iterambere nko mukubaka ibiraro ,mugusanura amashuri yari ashaje tutibagiye kubaka amavuriro naho ahandi hariko hakorwa ibihushanye nivyo twarimwo.* »[99]

Qui peut se traduire : « Les autorités communales et l'AACOBI ont pratiqué une politique consistant à occuper les paysans dans les activités de développement surtout en construisant des ponts, en réhabilitant des écoles et en construisant des centres de santé alors qu'ailleurs, tout près de nous on faisait le contraire ».

Les habitants de la commune Bisoro était déjà à l'œuvre depuis 1988 au moment où les autorités communales d'alors se lançaient à la construction et à la réhabilitation des infrastructures socio-économiques. Les travaux qui ont mobilisé beaucoup de monde furent la construction du collège communal Bisoro et le centre de santé Bisoro. L'esprit travailleur de cette population a donc du mal à cohabiter avec

---

[98]NTUKIBITABO (B), Enquête, Bisoro, Février2008
[99].BARIBARIRA (D), op. cit.

l'esprit destructeur et les infrastructures construites durant la période de crise servent de preuves irréfutables. Peut-on alors conclure que l'absence de guerre en commune Bisoro durant la période de guerre explique que tous les responsables et la population en général étaient prêcheurs de l'unité et de la paix ? A la question de savoir ce qui expliquerait le bon comportement de la population de BISORO durant la crise, le président d'AACOBI, Thérence NDIKUMASABO s'exprime en ces termes :

> *« Nous avons senti le danger lors des propagandes. C'est ainsi que les membres de l'ACCOBI ont fait des tournées pour sensibiliser la population à temps. Comme nous étions familiers avec la population, nous avons montré le bon exemple surtout aux jeunes. Aussi, il n'y avait pas mauvais œil entre ethnies et les autorités communales et religieuses ont aussi contribué »*[100]

A travers ces propos, il met en évidence le rôle joué par presque tous les acteurs. Il montre que cette paix est à la fois le fruit de l'AACOBI, de la population, des administratifs à la base mais aussi des confessions religieuses. D'autres personnes interrogées sur la même question font apparaître le rôle qu'aurait joué la peur de probables représailles des militaires une fois que l'incident se produirait. Antoine SIMBIZI essaie de convaincre en disant :

> *« Les hauts cadres natifs n'ont pas voulu inciter la jeunesse aux tueries, Nous étions protégés par nous même et parmi les membres de l'AACOBI, il y a les hauts cadres de l'armée. L'esprit de guerre se trouve inhibé par la peur d'une probable intervention de ces militaires »*[101]

Or, l'intervention militaire n'avait point inquiété ceux qui ont commis des crimes ailleurs. En revanche, de tous ces témoignages et explications diverses, le rôle des administratifs à la base, et des institutions privées a été on ne peut plus bénéfique et incontournable.

b. Le rôle de la population et des notables locaux (bashingantahe)

Dans beaucoup de communes du Burundi ; c'est surtout la jeunesse qui a été instrumentalisée dans les massacres interethniques. En commune Bisoro, la population a pu surmonter les divisions et les rumeurs qui ont envahi et gagné pas mal de communes du Burundi. Nul doute que la part des habitants de cette commune est indéniable, comme le précise NKUNDABANYANKA :

> « *Icadutunze kikaturinda sikindi;nuko habaye abagabo. Ingo nyinshi harimwo abashingantahe kandi mu bahutu n'abatutsi.Ninaco gituma muntambara ntashoboye guhanura mbere tugasubiza hasi abari bafise amaraso ashushe cane cane mu rwaruka* »[102]Ce qui peut se traduire :

---

[100].NDIKUMASABO (T), op. cit.
[101].SIMBIZI (A), Enquête, Bisoro, Février2008
[102] NKUNDABANYANKA (F), Enquête, Bisoro, Février2008

« Ce qui nous a mis à l'abri n'a été autre chose que le rôle des personnes qui étaient déjà investies dans le système Bashingantahe .Beaucoup de chef de ménages, et ce dans les deux ethnies figurent des hommes de vérité, donc, des bashingantahe, ce qui a fait que pendant la crise, la solidarité des bashingantahe a contrecarré le sang chaud de certains surtout parmi la Jeunesse ». Dans cet ordre d'idées KAMUDOGO fait l'éloges de ces Bashingantahe en ces termes :

> « *Turetse impanuro zo mu mashengero twaronswa muyamungu,amahoro n'umutekano mumihana iwacu twabikesheje n'uruhara rwatwebwe abagabo* »[103].

Qui veut dire : « A côté de la bonne nouvelle de paix que prêchaient les hommes d'Eglises tous les dimanches, dans les ménages, dans la vie de tous les jours, c'est au Bashingantahe que nous devons le maintien de la paix et de la sécurité ». Sur chaque colline de recensement, ils se sont organisés en groupe de dix personnes en intégrant les femmes et les jeunes jugés responsables et honnêtes.

De ces affirmations, on se demande où était les Bashingantahe dans d'autres coins du pays qui ont connu les atrocités de la guerre. Un autre atout de la population de Bisoro durant cette période était les activités champêtres. Mme Euphrasie NIHORIMBERE précise que :

> « *Abana bagumye bigira ku mashure,kandi iruhande yivyo hari igihe c'itera ry'ibigori kuko kari nk'agasema imvura nibuka ko tabonye imvura mukwezi kwa cumi.twese twasiganwa n'uko itera ryohera muri uko kwezi ,nta mwanya wibindi twagira.*»[104].Qui se traduit :

« A côté des activités scolaires qui ont occupé nos enfants, beaucoup se pressaient dans le semis du maïs, étant donné que cette période a été celle de malheurs, puisque nous avions vu les premières pluies trop tard, à la fin du mois d'octobre. Tout le monde court alors pour essayer de terminer le semis avec le même mois, il n'y avait pas une minute pour d'autres préoccupations ». L'idée de cette femme est appuyée par celle de l'ancien Administrateur de Bisoro, Monsieur Venant KIDONDOGORI. Tous les deux attribuent une grande importance à l'occupation des gens durant la période de crise plus que le rôle qu'auraient joué les bonnes paroles de sensibilisation à la paix. Ce dernier déclare :

> « *Notre commune compte moins de désoeuvrés. La majorité de nos jeunes étaient, pendant la crise, à l'école. Ceux qui n'ont pas eu la chance étaient éparpillés sur les chantiers soit dans la réhabilitation des vieux bâtiments des écoles, soit dans les travaux d'adduction d'eau potable, de plus c'était pendant le semis du maïs* »[105]

La part de la population de Bisoro a été on ne peut plus importante dans la sauvegarde de la solidarité et de la sécurité ; la stratégie utilisée n'a été autre que leur

---

[103] KAMUDOGO, Enquête, Bisoro, Février2008
[104] NIHORIMBERE (E), Enquête, Bisoro, Février2008
[105] KIDONDOGORI (V), Enquête, Bisoro, Février 2008

préoccupation au développement commun, dont l'intérêt général. Au moment où les habitants des autres communes s'entretuaient et détruisaient les infrastructures publiques, ceux de Bisoro reconstruisaient les plus vieilles, en plus de leurs occupations familiales quotidiennes.

c. L'impact de la situation des communes frontalières

Rappelons que la commune de Bisoro se situe au sud de la province Mwaro. Elle est voisine des communes de la province Gitega et celle de Bururi. Comme le montre la carte du Burundi. Ce sont essentiellement ces communes voisines qui faisaient peur aux habitants de Bisoro.

En effet, à côté des communes Nyabihanga et Kayokwe de la province Mwaro qui ont connu des massacres interethniques, les communes de Nyarusange, Gishubi et Ryansoro de la province Gitega, frontaliers à Bisoro faisaient aussi peur aux autorités et à la population de Bisoro. Les rescapés en provenance de ces communes se sont déplacés vers Bisoro et certains se trouvaient dans les ménages des amis et parentés vivant à Bisoro. Cette situation pouvait présenter deux scénarios possibles :
D'une part, les déplacés pourraient convaincre ceux qui leurs donnaient refuge soit pour retourner et se venger chez eux, soit pour se rabattre sur les personnes de l'autre ethnie se trouvant sur place. D'autre part, ceux qui ont tué dans ces communes pourraient poursuivre les rescapés mais aussi contaminer les habitants de Bisoro dans ces actes tragiques. C'est cette seconde possibilité qui hantait la population comme il est écrit dans le Renouveau quotidien du Burundi :

> *« Concernant la sécurité ; les Hutu et les Tutsi vivent ensemble et dans l'entente. Cependant, ils craignent une sorte de contamination du virus de la division qui se propagerait à partir des communes voisines comme Kayokwe et Gishubi qui se sont mal comportées pendant cette crise »*[106]

Néanmoins, au lieu de copier bêtement le mal qui endeuillait les communes voisines, la population de Bisoro a honorablement tiré leçon de ce comportement indigne. Les massacres qui se sont produits dans ces communes ont permis à la population de Bisoro d'être témoin des malheurs de la guerre. Elle a eu l'opportunité de découvrir à temps la précarité des conditions de vies des déplacés. Ces derniers étaient en deuil, ils étaient en état de détresse. A la question de savoir si ces même déplacés n'ont pas tenté d'influencer ceux qui les ont accueilli pour leur prêter main forte en allant se venger sur leurs collines natales ou de semer la division dans le milieu d'accueil, Antoine SIMBIZI fait remarquer que les déplacés en provenance des communes voisines étaient en état de faiblesse et ne voulaient que la protection. Ils

[106] RQB, 3ème trimestre n°4430 ,1994

étaient bien identifiés, connus et suivis par les autorités locales, à tel enseigne qu'ils ne peuvent en rien perturber la sécurité[107].

Concernant le nombre de déplacés, le Renouveau quotidien du Burundi mentionne un nombre de 5000 venant de Kayokwe. En plus d'une assistance alimentaire qui pèse sur les autorités et les habitants de Bisoro pour essayer de venir en aide à leurs voisins. Des salles de classes étaient devenues exigues pour contenir une masse d'enfants venant des écoles des communes en insécurité et qui devront bénéficier d'une éducation et d'un encadrement comme le veut les principes directeurs relatifs aux personnes déplacées à l'intérieur de leurs pays :

> « .... *Les autorités concernées veilleront à ce que les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, en particulier les enfants déplacés, reçoivent gratuitement un enseignement qui revêtira un caractère obligatoire au niveau primaire* .... »[108]

De ce fait, les autorités administratives doivent à la fois garantir la sécurité des déplacés et veiller à assurer des enseignements à un nombre prétorique d'écoliers. Même avec l'amélioration de l'état sécuritaire dans leurs communes d'origines, les enfants avaient du mal à regagner leurs écoles étant donné que la crise n'avait pas épargné les infrastructures socio-économiques, dont les écoles.

Ces déplacés souffraient de faim, du froid, et des maladies. Les natifs de Bisoro oeuvrant à Bujumbura, ensemble avec les autorités communales essaieront d'aider ce monde en détresse notamment par des messages de paix mais aussi par le soutien matériel.

3. L'instabilité de l'autorité à la tête de la commune Bisoro

Depuis 1982, après la réorganisation politico-administrative du pays, la commune Bisoro fut amputée de sa partie Nord devenue une commune indépendante, Gisozi.
KANA Cyprien administrateur communal de Bisoro d'avant la restructuration étant maintenu pendant quelques mois, a été par après destitué en septembre de l'année suivante. Les mobiles de sa destitution seraient liés aux tortures qu'il avait infligées à certains paysans éleveurs de la colline MUNANIRA, sous prétexte d'un incendie qui a ravagé cette colline l'été de 1983. BARIBARIRA précise que les fils de ces paysans oeuvrant à Bujumbura auraient approché les hautes autorités du pays pour démettre cet administrateur de ses fonctions.[109]A partir de cette date, la commune Bisoro connut une instabilité permanente sur le plan administratif. On constate en effet que

---

[107] SIMBIZI (A), op. cit.
[108] Bureau de la coordination des Affaires Humanitaires, Principes relatifs aux déplacements de la population à l'intérieur de leur propre pays, New York, 1999.p13
[109] BARIBARIRA (D), op. cit.

personne, parmi les administrateurs qui ont dirigé cette commune depuis cette époque, n'a achevé au moins cinq ans, sauf Mélance GAHUTU.

Ainsi, en septembre 1983, NTACONAYIGIZE Bonaventure prit la relève et exerça la fonction d'administrateur de 1983 à 1987. Constatant que la commune reste en arrière au point de vue du développement socio -économique, les natifs de Bisoro auraient approché les hautes autorités du pays pour qu'elles puissent doter la commune d'un administrateur actif, capable de s'atterrer à son développement.
C'est dans ce contexte qu'il sera remplacé par Mélance GAHUTU, comme l'explique Thérence NDIKUMASABO, président de l'AACOBI :

> *« C'est moi qui est allé solliciter GAHUTU chez le Gouverneur de Muramvya, Adrien SIBOMANA. Je le croyais bien dynamique, travailleur et expérimenté »* [110]

Le nouvel administrateur transforma le comportement de la population et réussit à inculquer un esprit d'équipe aux habitants de Bisoro. Il a montré un bon exemple aux responsables à la base surtout pendant les travaux d'intérêt public, appelé avant le multipartisme, « *Ibikorwa vy'umugambwe* »
Pendant les travaux il essayait de se montrer humble et simple envers les paysans tel que monsieur Antoine SIMBIZI rapporte l'ambiance sur le terrain :

> *« Haba kubanga ingata yo kwikorera amabuye, ntawe yakundira ko ayimubangira , haba mu mazi kuyatora yarakura ibirato ; icibagiwe ni ugusibura ibarabara. Eka yaradutangaje , ubwambere twaramutinya kuko yakarira abatitaba, mu nyuma turamukunda kuko atategeka ahubwo yasumvya abandi gukora. »*[111]

Signifiant qu'il fabriquait lui-même les coussinets pour le transport, sans parler de l'entretien des routes, il nous a vraiment impressionné. Avant, il était craint dans ce sens qu'il était vigilant envers les absents et les paresseux mais après nous avons trouvé qu'il était plus travailleur que ceux qu'il était sensé venir sensibiliser et commander. Selon les mêmes témoignages, cet administrateur était non seulement populaire mais aussi utile pour le développement de la commune. Mélance GAHUTU n'a jamais été contesté par les administrés comme il en était pour ses prédécesseurs. Depuis 1987, il a initié pas mal de travaux d'intérêt général et il a quitté ses fonctions suite au changement du système politique, donc avec l'avènement de la démocratie au Burundi.

En 1993, la victoire du parti FRODEBU porta à la tête de la commune Bisoro, Madame Libérate NDIKUMWAMI. La population burundaise en général était peu habituée aux autorités de sexe féminin surtout dans l'administration locale. Après la

[110] NDIKUMASABO (T), op. cit.
[111] SIMBIZI (A), op.cit

mort du président et le déclenchement de la crise, l'administrateur en question a progressivement perdu la popularité de ses administrés jusqu'au point d'être contestée et destituée en Juin 1994, après des marches manifestations de la population au chef lieu de la commune. A la question de savoir comment la population a été unanime pour demander ouvertement sa destitution pendant cette période caractérisée par un climat de suspicion et surtout de division politico-ethnique à travers tout le pays ; Déodath BARIBARIRA répond qu'il le fallait ; ayant constaté que tous les responsables des partis politiques étaient unanimes pour réclamer son départ.

Elle fut remplacée par NIJEBARIKO Benoît qui venait du ministère des finances. Mais, celui-ci s'avéra également inefficace particulièrement en matière de développement. On fit appel à une nouvelle personnalité pour diriger la commune à savoir NTIRANDEKURA Pierre, enseignant au collège communal Bisoro. Il continue l'effort de pacification mais était en conflit avec l'AACOBI ce qui serait à la base de sa destitution selon NIMUBONA Claver :

> « *Burya AACOBI niyo itwara commune kuva kuri GAHUTU. Umusitanteri atumvikana n'imvukira ntamara kabiri. Kukaba nkako iyo batava hasi tuba turi inyuma cane mwiterambere. Urya mwigisha pierre nawe yigize incabwenge yanka kugendera kuvyo bamutegeka ariko ntiyaharaye.* »[112]

Qui se traduit : « En vérité c'est l'AACOBI qui gouverne la commune depuis le temps où GAHUTU était l'administrateur. Un administrateur qui ne collabore pas avec l'association des natifs n'a jamais duré ». Par ailleurs, la commune resterait en arrière n'eût été leur investissement dans son développement. L'enseignant Pierre se croyait intelligent et n'acceptait pas de se faire dicter ce qu'il fallait faire et fut par conséquent démis rapidement de ses fonctions. Deodath BARIBARIRA quant à lui croit que la relance effective des travaux de développement a été l'œuvre de monsieur Bernard BWANA, en 1996 :

> « *Il a essayé d'imiter Mélance GAHUTU, étant donné que la commune a été doté de deux centre de santé (Rororo et Kanka), d'autres collèges (Katazimiza et Rorero) et l'école primaire de Munanira. Les mobiles de son remplacement étaient d'ordre politique puisque il venait de rejoindre le parti MRC RURENZANGEMERO.* »[113]

Il fut remplacé en 2002 par Venant KIDONDOGORI. Selon le même informateur, ce dernier était apprécié par sa population puisqu'il était humble. Il sera remplacé après les élections de 2005, par monsieur Emile BUHIRI, membre du parti CNDD-FDD, élu par le conseil communal.

Depuis la réorganisation politico administrative du pays en 1983, la commune a donc connu une sorte d'instabilité de l'autorité communale. En plus de l'administration

[112] NIMUBONA (C), Enquête, Bisoro, Février 2008
[113] BARIBARIRA (D), op.cit

déconcentrée qui avait en charge le contrôle du bon fonctionnement de l'administration communale ; la part de la population était non négligeable. C'est ainsi que l'AACOBI a suivi de près le développement économique mais aussi la gouvernance politique de la commune. Cette instabilité, a-t-elle était une nécessité pour faire avancer le pas du développement déjà enclenché ? Quelle serait sa source principale ? Le président de l'AACOBI explique qu'il valait la peine dans certains cas ; surtout pour les cas de GAHUTU Mélance et BWANA Bernard ; et que pour les autres, des mobiles politiques ont freiné le développement de la commune en investissant des administrateurs moins dynamiques. Il est évident que cette instabilité a constitué un frein à voir le nombre des administrateurs que la commune a connu pendant une période de 23 ans, mais surtout durant la période de crise. Peut être que beaucoup de projets de développement n'ont pas pu se réaliser ou ont été abandonnés à cause de cette instabilité. En tout cas le rythme du développement en a été affecté.

C. LES MUTATIONS SOCIO-ECONOMIQUES DEPUIS 1993

Ainsi qu'il a déjà été rappelé, la période des années 1990, a été caractérisée, en Afrique, par des changements démocratiques et leurs corollaires. La crise socio-politique qui a secoué le Burundi engagé dans la démocratisation a emporté beaucoup de personnes sans épargner les infrastructures publiques. Le climat d'insécurité depuis 1993 a provoqué la peur partout dans le pays et fit partir nombre de bailleurs étrangers.

En commune Bisoro, malgré un certain calme observable, cette crise a fortement ralenti le développement socio-économique.

1. Le secteur agro-pastoral

Ce secteur n'a pas évolué positivement en commune Bisoro bien que les paysans connaissent l'importance du fumier et des engrais dans la rentabilisation du secteur agro-pastoral. Selon Alphonse KAGISYE, agronome communal, les terres cultivables sont estimées à 15 ares, y compris les pâturages, pour chaque ménage, ce qui explique pourquoi au tribunal de résidence de Bisoro les litiges fonciers sont les plus nombreux[114]. Les anciens projets de développement comme la SRD Kirimiro, la C.V.H.A, ISABU et la SOGESTAL KIRIMIRO, qui ont contribué au développement de la commune Bisoro, subirent aussi les effets de la crise.

Mais, d'autres projets vont naître. Ce sont notamment des projets comme le PROTEM, ODAG, PRASAB, SOGESTAL Kirimiro, DPAE et le projet Mugamba-Nord qui se sont implantés en commune Bisoro. Dans la partie Kirimiro, le PROTEM installa des pépinières permettant ainsi l'étendue de la théiculture sur l'ensemble de

[114] KAGISYE (A), Enquête, Bisoro, Février 2008

la commune Bisoro. L'ODAG contribua dans l'adduction d'eau potable mais aussi dans la construction des écoles primaires notamment celle de Musumba. L'élevage s'est amélioré avec la politique d'insémination artificielle initiée par le projet Mugamba-Nord. Le PRASAB est très apprécié grâce à son action positive consistant à sponsoriser les associations agro-pastorales. Ce projet distribue des semences sélectionnées mais aussi des têtes de bétail avec comme condition d'avoir des plantations d'herbes permettant de nourrir en suffisance le troupeau.
Dans ce contexte la commune compte plus de cent soixante dix associations enregistrées dans les livres du secrétariat communal dont la majorité sont de nature agro-pastorale[115]. Le même informateur précise que la mise en œuvre de ces projets aurait beaucoup influé sur le développement agro-pastoral si du moins les fonctions de moniteurs agricoles n'avaient pas été supprimées. Il a précisé que les cultivateurs ont besoin d'un encadrement permanent afin de pouvoir changer les anciennes méthodes agro-pastorales. Le projet PRASAB avait déjà distribué 200 vaches dans différentes associations, en raison d'une vache pour deux personnes.[116]

Le développement de ces associations locales a permis à la population de se constituer des caisses d'épargne afin de subvenir aux besoins collectifs des associés mais aussi de renforcer la solidarité entre voisins comme l'explique Madame Charlotte NIYONZIMA :

> *« amashirahamwe yagabanije induru za misiyose zabapfa indimo kuko ikibiri ubu twijukiye gituma twese tuguma tunama rimwe nkuko tuba turiko dukorera hamwe ntawiyadukiza ngo arime aho ataganza canke ngo arengerere uwo babangikanije kuko ubu kenshi baba bariko barimira hamwe »*[117] signifiant: « les associations ont apaisé les conflits récurrents surtout ceux liés à la terres ,grâce au système de travail en commun communément appelé Ikibiri. Ce système favorise l'entente puisque les paysans, étant sur le même chantier, personne ne s'improvise dans un terrain du voisin ou n'excède sa limite étant donné que beaucoup font le labour en commun ».

Dans cette commune, les associations ont contribué au maintien de la solidarité et de la sécurité, les gens ne voulant pas importer les violences sévissant dans les autres régions du pays. Ce travail en commun permet donc la transparence, empêche la suspicion et partant, neutralise des conflits latents qui peuvent survenir entre voisins. Ces associations ont vite joué le rôle préconisé par Jean LORAIN :

> *« Elle offre à l'individu un moyen d'expression original, un lien de participation pour une vie collective fondée sur les affinités.»*[118]

---

[115] NCAMATWI (J), op.cit
[116] KAGISYE (A), op.cit
[117] NIYONZIMA (C), Enquête, Bisoro, Février 2008
[118] LORAIN (J), op.cit

Dans ces associations, en plus de relations de parenté et de voisinage liant les membres, s'ajoutent de nouvelles relations nées de la possession des biens en commun comme la production agricole,le bétail,l'argent,etc. Avec ces regroupements, il est possible pour cette population de passer d'une agriculture de subsistance au véritable développement rural.

2. Le secteur de la santé

Une bonne santé des hommes est un atout du développement. Une lueur d'espoir, faisant apparaître l'implication des acteurs non étatiques dans le développement du secteur de la santé en commune de Bisoro, fut contrecarrée par la crise de 1993.
L'insécurité qui hantait la majeur partie du territoire nationale provoqua le désengagement de certains projets et des bailleurs étrangers oeuvrant dans les domaines sociaux. C'est ainsi que le plan de construction des infrastructures sociales y compris celles sanitaires fut perturbé. Comme il était déjà signalé dans le deuxième chapitre, Bisoro ne comptait qu'un seul centre de santé comportant un seul bâtiment, pauvre en matériel et en personnel soignant, ce qui témoigne que le secteur en question était presque oublié. Après la réhabilitation du centre de santé Bisoro au lendemain des élections de 1993, il faut attendre l'année 2001 pour que d'autres initiatives de construction des infrastructures du genre renaissent. Pendant cette période, le projet TWITEZIMBERE promut la construction du centre de santé Kanka à côté du collège communale. Ce projet exigeait la contribution de la population à la hauteur de 30% du coût total des activités. Selon Venant KIDONDOGORI, cette contribution incombe à deux parties dont la population et l'AACOBI. La population qui a longtemps attendu ces bâtiments n'a pas tardé à fournir les matériaux existants sur place notamment le sable, le moellon, le gravier et les pierres. Les travaux de construction proprement dits furent commencés en Août 2001[119]. Ce centre de santé comprenait le service de consultation avant d'être achevé en 2002, d'où son extension en le dotant des bâtiments pour l'hospitalisation, la maternité et le laboratoire. Le bâtiment servant d'hospitalisation compte dix chambres. Quand bien même l'ODAG ait appuyé dans l'adduction d'eau jusqu'à ce centre de santé, l'électrification de cette localité inhibe la rentabilité des services surtout dans ce domaine de la santé. Au même moment, les bailleurs français de la région de chambery construisirent le centre de santé Rorero tout près de l'école primaire et du nouveau collège communal Rorero, construite grâce à l'appui des allemands de la commune d'Albhstat. Ce centre de santé construite grâce aux bailleurs français fut achevé en 2003 après avoir construit le bâtiment servant d'hospitalisation. A la question de savoir les raisons qui font que ces infrastructures ne soient pas bien équipées ; le président de l'AACOBI y répond en mettant en avant des projets et perspectives d'avenir en matière de « politique de développement de la commune » :

« Nous sommes optimiste, nos amis allemands et français vont nous

[119]KIDONDOGORI (V), Enquête, Bisoro, Février 2008

appuyer dans la construction d'un mini- barrage électrique; nous avons un atout puisque la rivière Waga va faciliter ce projet. Avec l'électrification de certains centres que compte notre commune, nous aurons l'opportunité de penser à l'amélioration de la qualité de nos services surtout les centres de santé pourquoi pas à la construction de beaucoup d'autres infrastructures qui nous manquent jusqu'à maintenant »[120].

Retenons qu'en plus de la construction du Mini-barrage, le secrétaire communal révèle d'autres travaux envisageables dans un avenir proche. C'est notamment la construction des infrastructures qui abriteront les services du canton scolaire de Bisoro, la construction des Centres de Santé de Nyakabingo et de Buburu. Il est également prévu la réalisation d'un pont reliant les collines Gitaramuka et Mashunzu sur la rivière Mushwabure dans le but de facilité surtout l'accès facile des habitants de la colline Mashunzi au chef-lieu de la commune et au Centre de Santé Bisoro; ainsi que l'extension de l'adduction d'eau à partir du chef lieu de la commune jusqu'au marché de Wimpfizi en Zone Kanka[121]. Signalons que chaque zone administrative de cette commune a été dotée d'un Centre de Santé quand bien même dépourvu d'équipements convenables surtout dans les services de laboratoire et d'hospitalisation.

3. Le secteur de l'éducation

Nul n'ignore que la formation des hommes est une condition sine qua none pour qu'un pays puisse se développer. La crise qui a secoué notre pays a ruiné beaucoup d'infrastructures publiques surtout les écoles. Celles qui ne sont pas démolies ou mises à feu lors des combats entre l'Armée Nationale et les rebelles, ont servi d'abris aux déplacés de guerre, ce qui contribua en quelque sorte à leur destruction.

Des déplacés ont ainsi occupé des salles de classes à Kanka et à Bisoro pendant quelques mois seulement. Malgré l'instabilité politico-sécuritaire du pays ; le constat est que beaucoup de nouvelles infrastructures scolaires ont été construites. Des projets oeuvrant dans l'appui des activités de développement rural n'ont pas manqué d'être au rendez-vous pour encourager des endroits qui ont maintenu la paix et la sécurité. C'est ainsi que le Projet TWITEZIMBERE a contribué dans la construction des écoles, à l'exemple de l'école primaire de Munanira, juste après la visite sur toutes les collines de la commune Bisoro par le Directeur dudit projet, Fridolin HATUNGIMANA, au mois de juillet 1994[122]. Le cas de TWITEZIMBERE est un exemple parlant, des profits qu'a tiré la commune, grâce au bon comportement de sa population au moment où la grande partie du territoire national était mise à feu et à

---

[120] Ibid
[121] NCAMATWI (J), op. cit.
[122] RQB, 3ème Trimestre n°4430/1994

sang. Dans ce secteur de l'éducation, les autorités communales se sont fixées pour objectif de doter chaque colline de recensement de sa propre école primaire afin de pouvoir diminuer la fatigue des élèves et écoliers mais aussi des enseignants qui étaient obligés de parcourir une grande distance pour arriver sur lieu du travail .C'est ainsi que cinq écoles primaires furent construites, dont Munanira, Cewe, Musumba, Nyabisiga et Buburu et ce, en période de pleine crise sur une grande étendue du pays[123]. Malgré la persistance des difficultés, on peut dire que ces initiatives ont amélioré la question de la scolarisation des enfants comme le montre le tableau suivant[124] :

Année scolaire	Nombre d'enseignants	Nombre d'écoliers de sexe masculin inscrits	Nombre d'écoliers de sexe féminin inscrits	Nombre d'abandons de sexe masculin	Nombre abandons de sexe féminin	Total d'abandons	Effectif total ayant achevé l'année
1997-1998	109	4061	3518	11	6	27	7552
1998-1999	118	3962	3251	0	15	15	7198
1999-2000	124	2927	2480	0	27	27	5380
2000-2001	138	2850	2385	261	200	461	4774
2001-2002	138	2852	2482	234	151	385	5334
2002-2003	147	3347	2819	320	245	565	5601
2003-2004	154	3285	2953	90	52	142	6096
2004-2005	185	3416	3121	246	219	465	6072
2005-2006	214	3570	3448	292	132	424	6594
2006-2007	223	4060	4012	368	265	633	7439

En essayant d'analyser les données contenues dans ce tableau, on constate que l'effectif des enseignants en canton scolaire Bisoro n'a cessé de croître depuis 1997. Ce tableau montre que l'effectif des écoliers déjà atteint en 1997 a sensiblement chuté de telle manière que le canton scolaire n'a point retrouvé cet effectif jusqu'à l'année scolaire 2005-2006.

Malgré une certaine remontée à partir de l'année scolaire 2001-2002, il est hélas remarquable que le nombre d'abandons scolaires a sensiblement augmenté surtout chez les garçons. Quelle en serait alors la justification ? Selon le conseiller pédagogique au canton scolaire de Bisoro, BWANA Bernard, ces abandons sont dues à une faible sensibilisation à l'endroit des parents qui avancent le prétexte de pauvreté en rapport avec les frais scolaires[125]. Mais, la période décrite dans ce tableau coïncide, en commune, Bisoro à celle de la mobilisation dans la construction des infrastructures sociales, surtout les écoles.

[123] BWANA (B), conseiller pédagogique au Canton Scolaire de Bisoro, Enquête, Bisoro, Février, 2008
[124] Tableau réalisé à partir des rapports annuels du canton scolaire de Bisoro
[125] BWANA (B), op.cit

Le dynamisme dont a fait preuve la population témoigne que celle-ci comprenne la nécessité d'envoyer les enfants à l'école contrairement aux explications de Bernard BWANA. Le secrétaire cantonal quant à lui lie cette situation aux conséquences de la guerre. MUJOJO Pierre pense que :

> *« Malgré la sécurité qui a toujours caractérisé notre commune depuis le déclenchement de la crise, il y avait un désespoir de la part de la population en ce qui est de l'avenir de notre pays, étant donné que la guerre continuait même en pleine négociation. Pourquoi pas ne pas penser que nos enfants étaient en ce temps là sollicités par les mouvements armées »*[126].

L'insécurité qui a secoué le pays pendant la période des premières négociations et même au lendemain de la signature de cessez-le- feu avec le mouvement C.N.D.D-F.D.D branche de Pierre NKURUNZIZA ne rassurait personne. C'est l'avis aussi de Jérôme SINDUHIJE dans ses critiques envers les hommes politiques burundais de l'époque:

> *«Ne sont-ils pas les mêmes politiciens burundais, qui ont signé les fameux accords de paix sans la paix, puisque qu'ils ont accepté de négocier en l'absence de ceux qui se battaient sur le terrain ? Ils ont signé pour un cessez-le-feu suspendu à une date à venir, dont personne n'en avait la moindre maîtrise. »*[127].

Cette déclaration de SINDUHIJE montre un réel scepticisme quant à l'aboutissement des négociations de paix.

Il était en quelque sorte normale qu'un désespoir gagne la population en général. Et dans ce contexte, pour beaucoup de parents et d'enfants, il ne servait à rien d'entreprendre des études qui demandent beaucoup d'années. En nous appuyant sur les idées de cet informateur, et de celles avancées par Pierre MUJOJO, il y a lieu de penser que la période que décrit le tableau ci-haut a été celle caractérisée par des combats entre l'armée et les mouvements armés et qui poussait la population au désespoir. C'est donc cela qui expliquerait pour la majorité des élèves et écoliers l'abandon de leurs études pour s'engager dans l'Armée et dans les Mouvements armés. Cela est plausible au regard du nombre élevé d'abandons chez les garçons que chez les filles.

De même, la montée des effectifs des enseignants comme le montre ce même tableau n'est qu'en partie des effets pervers de la crise. La précarité de la situation sécuritaire dont les embuscades le long des routes, l'insécurité qui règne dans beaucoup de régions seraient les causes principales de cette montée du nombre d'enseignants au

---

[126] MUJOJO (P), Enquête, Bisoro, Février 2008

[127] SINDUHIJE (J), *Echelles des Responsabilités dans les Guerres et Conflits Africains, Pays du COMESA. Cas du Rwanda et du Burundi,* Bujumbura, Décembre2002, p317

Canton Scolaire Bisoro considéré comme « un havre de paix ». C'est dans cette logique selon laquelle Bisoro est une des rares communes apaisées, d'après Bernard BWANA, que les enseignants ont eu, depuis les années 1998, un léger mieux quant à la charge horaire de tout un chacun, étant donnée que le nombre a tellement augmenté jusqu'à avoir deux enseignants par classe et même des enseignants suppléants.[128] Selon le même informateur, cette situation résulte des affectations volontaires des enseignants venant des régions en insécurité d'une part, mais aussi des nouveaux demandeurs d'emplois qui font tout pour avoir de l'emploi chez eux. Une autre raison non moins importante serait que le salaire de l'enseignant ne lui garantit plus la vie loin de son lopin de terre, étant donné que la crise a provoqué la dévaluation de la monnaie burundaise.

Au niveau des écoles secondaires, la commune Bisoro n'avait qu'un seul collège communal jusqu'au déclenchement de la crise en Octobre 1993. Les objectifs des autorités communales d'avant la crise, appuyées par l'initiative des allemands de la commune d'Albhstat qui a conclu un jumelage avec la commune Bisoro depuis la création de l'AACOBI dans les années 1988[129] ; étaient de doter la commune de beaucoup d'infrastructures socio-économiques dont les écoles et les centres de santé.

Malgré la crise et le remplacement des autorités à la tête de la commune, les habitants de Bisoro se sont donnés corps et âme dans la collecte du matériel de construction notamment le sable, le moellon, le gravier, etc. ; le bailleur n'octroyait que du ciment, des tôles et de la main d'œuvre[130]. C'est dans cette optique qu'à l'exception de l'enseignement supérieur, le secteur de l'éducation a connu un développement réel. Notons que le collège communal de Bisoro a été érigé en lycée communal avec la naissance de cinq autres collèges communaux. Les trois Zones administratives que compte la commune ont chacune, deux écoles secondaires. Il s'agit des collèges, Rorero et Nyakabingo pour la zone Rorero, Kanka et Muyange pour la Zone Kanka, Buburu et Bisoro pour la zone Bisoro. Donc, malgré une longue distance que doivent faire certains élèves provenant des collines se trouvant aux extrémités de la commune, ces infrastructures encore insuffisantes sont équitablement réparties sur l'étendue de la commune.

Au niveau économique, signalons aussi que les ressources propres de la commune ne sont pas suffisantes. De ce fait, la commune Bisoro est loin de devenir autonome financièrement en raison des ressources très limitées. Cette commune compte quatre marchés qui n'apportent que de revenus monétaires modestes à cause de la faiblesse des productions agricoles. La population pratique en majorité une agriculture de subsistance ce qui explique que ces différents marchés soient de petite taille. On les appelle dédaigneusement« *uturemampagaze* » ce qui signifie que ceux qui les

[128] BWANA (B), op.cit
[129] NDIKUMASABO (T), op.cit
[130] Ibid

fréquentent n'ont pas besoin de s'asseoir donc, d'y rester beaucoup de temps. Tous se tiennent dans les heures d'après-midi, une à deux fois la semaine.

D'autres ressources de la commune sont constituées par les recettes judiciaires qui se donnent sous formes d'amendes et celles perçues à l'Etat civil moyennant la livraison de certaines attestations. Signalons aussi des impôts et taxes sur les boutiques, moulins, restaurants, vente des boissons industrielles et locales. Enfin, la commune trouve d'autres revenus dans l'exploitation, par des particuliers, des matières premières (sable, moellons, gravier, etc.), la location des maisons propres à la commune, les taxes sur les charbons et planches, sans oublier les impôts sur le gros bétail et la vente de propriétés[131].

La liste de ces ressources financières de la commune démontre que les seules recettes locales ne suffisent pas pour faire face aux dépenses de cette circonscription. Malgré tout, la population essaie de faire son devoir en payant les impôts et taxes qu'elle doit[132].

[131] NSHIMIRIMANA (J.C), Comptable communal, Enquête, Bisoro, Février 2008
[132] Ibid

CHAP IV. LA NOUVELLE DONNE DEMOCRATIQUE DE 2005 EN COMMUNE DE BISORO.

A. ENTRE RETOUR A LA PAIX ET INTEGRATION DES MOUVEMENTS ARMES DANS LES INSTITUTIONS PUBLIQUES.

1. La dégradation du climat politique et le retour au pouvoir de Pierre BUYOYA.

Les massacres interethniques déclenchés dans le pays dès le 21Octobre 1993 ont abouti à la naissance d'une troisième rébellion dénommée CNDD-FDD apparemment plus active et mieux organisé que le PALIPE Hutu et le FROLINA. Les rangs du CNDD-FDD ont connu un rapide ralliement de nouveaux recrus provenant essentiellement des jeunes Hutu membres influents du parti du Président assassiné Melchior NDADAYE d'une part ; et ceux chassés de forces par leurs collègues Tutsi dans certaines écoles d'autre part. Des tueries et vols dans plusieurs coins du pays et surtout le long des axes routiers qui mènent vers la capitale se sont rapidement organisés après la mort du Président.

Plusieurs tentatives de résolution pacifique de la crise ont été initiées à maintes reprises. C'est le cas des négociations Kigobe-Kajaga dont l'accord fut conclu la nuit du 3 au 4 février 1994. Et comme si un mauvais sort s'acharnait sur le Burundi, le Président Cyprien NTARYAMIRA, successeur de NDADAYE, trouva la mort le 6 Avril 1994 à l'aéroport de Kanombe au Rwanda en compagnie du Président rwandais. Il sera remplacé par Sylvestre NTIBANTUNGANYA. De véritables négociations qui ont eu d'effets politiques ont été initiées après le coup d'Etat qui a porté au pouvoir le major Pierre BUYOYA en 1996. Sous la médiation de Julius NYERERE, ancien président Tanzanien, des négociations, secrètes dans un premier temps, ont été déclarées officiellement en 1998. C'est ainsi que ces négociations aboutirent aux accords dénommés *« accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation en 2000 »*, cette fois sous la médiation de l'ancien président sud-Africain, Nelson MANDELA, le médiateur Tanzanien, Julius Nyerere était décédé.

Au cours de ce processus de véritables campagnes d'explication sur la nécessité d'intégrer les mouvements armés dans les institutions publiques furent organisées. L'Armée, malgré une mauvaise réputation auprès des membres des forces de changement démocratiques, a joué un rôle indéniable, face aux opérations villes mortes organisées par les partis d'opposition contre ces accords et contre l'investiture de Cyprien NTARYAMIRA.
Cela transparaît au cours de la rencontre entre ces mêmes partis de l'opposition et le haut commandement de l'Armée, rencontre qui permit que le Président en question

prête serment le 5/2/1994[133]. La culture du dialogue ayant été progressivement installée, les politiciens burundais aboutiront le 10 septembre 1994 aux accords dénommé *« convention de Gouvernement »* en présence des représentants spéciaux des secrétaires généraux de l'O.N.U et de l'O.U.A. C'est cette convention de gouvernement qui porta au pouvoir Sylvestre NTIBANTUNGANYA comme président et Antoine NDUWAYO son premier Ministre.

Néanmoins, le retour à la paix et à la sécurité, objectif ultime de la Convention, demeura un vain mot comme le démontre Jérôme SINDUHIJE :

> *« ...Si aucune absence ne fut enregistrée au cours de ces interminables débats dont seul Kigobe Kajaga, et Hôtel Novotel pourrait restituer fidèlement l'ambiance et l'atmosphère de sérieux et de gravité, tout y était, malheureusement, la volonté au retour de la paix exceptée »*[134]

De tout cela, on peut se demander à quoi peuvent servir des accords de paix sans paix réelle s'interroge de l'auteur ci-haut cité. L'échec de la convention de gouvernement signifie l'échec de l'objectif de recherche de paix. Il reste à analyser les causes de ces manquements. Dans toute recherche de compromis, il faut avant tout la volonté mais aussi un minimum de confiance. Or, il y avait déjà deux blocs opposés ; les partis de la mouvance à part et la coalition des partis de l'opposition de l'autre. L'Armée quant à elle, ayant été accusée de sanguinaire par ces premiers dans ce sens que ses membres ont tué le président et, partant, source de tous les maux qui ont suivi. Ce manque de confiance empêcherait le compromis, à cause des spéculations d'intérêts, centrés surtout sur le partage des postes. Selon Jérôme SINDUHIJE ; *« le critère déterminant dans l'attribution de ces postes, était la capacité de nuisance face au camp adverse, dans la mesure où il fallait empêcher à l'autre, d'atteindre l'objectif politique qu'il s'était assigné !!! »*[135]. Suivant ce raisonnement, chaque camp cherchait à aligner les plus extrémistes de ses acteurs; stratégie qui s'est plus tard révélée contre productive en cela qu'elle empêchait le bon fonctionnement des institutions.

La reprise du pouvoir par le Président Pierre BUYOYA qui marqua la fin du « Gouvernement de convention » a été dictée principalement par l'extrémisme des acteurs politiques au commande. Le manque de collaboration entre le président et son 1er Ministre dans la prise des décisions importantes, à l'exemple du plan d'envois des forces étrangères dénommées *« Coopération multiforme, militaire , politique et diplomatique »* lors du sommet des chefs d'Etats de la sous région à ARUSHA, le 25/6/1996. Et, pire encore, les massacres des déplacés de Bugendana le 20 Juillet qui provoquèrent la colère des Tutsi dans la capitale et dans certains centres du pays, d'où les manifestations de protestation qui ont vu la participation du premier

---

[133] NDUWAYO (G.), *Crise d'octobre 1993 au Burundi, Essai d'interprétation*, p109
[134] SINDUHIJE (J.), op .cit, p316
[135] SINDUHIJE (J.), op .cit, p221

Ministre[136]. Protester contre des actions de son propre gouvernement, apparaît à la fois paradoxale et risible. Le climat de désordre et d'insécurité doublé d'un malentendu, d'une part, entre les responsables des partis politiques et, d'autre part, les membres d'une même équipe gouvernementale, n'était que des signes avant-coureurs de la chute du gouvernement. C'est apparemment ce manque de solidarité de l'équipe gouvernementale qui justifia le coup d'Etat du 25 Juillet 1996, ramena au pouvoir le Major Pierre BUYOYA. A côté des politiciens qui étaient impliqués dans les discussions, puisqu'il ne s'agit pas des négociations, dans ce sens qu'il manque de consensus, la population burundaise a été cette fois-ci impliquée de force dans le malentendu entre les acteurs en course pour la conquête du pouvoir. L'embargo économique décrété par les pays de la sous région sous prétexte de contraindre le président Buyoya a lâché le pouvoir n'a abouti en réalité qu'à l'aggravation de la pauvreté pour une population très meurtrie par la guerre.

2. L'Intégration des mouvements armés dans les institutions publiques

Avant que la convention de gouvernement ne prenne fin, nul ne s'attendait aux négociations avec les *« génocidaires »*. Toutes les négociations qu'on peut qualifier de superficielles se déroulaient entre les politiciens pour *« le partage du gâteaux national »*.
Qu'est ce qui a manqué pour faire asseoir ensemble les véritables protagonistes afin d'empêcher que la crise ne dégénère? Dans cette situation de guerre où se trouve la population, une mentalité s'est déjà installée dans les partis de l'opposition surtout. C'est celle de ne pas vouloir entendre parler de l'intervention des forces étrangères, de dialogues avec les bandes armées, en brandissant la souveraineté nationale et le refus du génocide.

Or, avec la prise du pouvoir par le président BUYOYA, provenant de cette même opposition, des négociations directes commencèrent, cette fois avec les bandes armées. Quelle a été sa stratégie pour casser la mentalité scandant la souveraineté et convaincre cette opposition hostile aux négociations? Selon J.LORAIN,

> *«Le changement de mentalité ne pourra s'opérer que s'il y a en même temps un changement des structures politiques, économiques et sociales »*[137].

Avec le coup d'Etat du 25 Juillet 1996, la pression des pays limitrophes, le blocus économiques perpétré par les pays de la région et les attaques incessantes de la rébellion, la pression de l'opposition baissa.

---

[136] Ibid. p224
[137] LORAIN (J.), *op .cit, p337*

Les premières négociations entre le gouvernement issu du coup d'Etat opéré par le Président BUYOYA et le CNDD commencèrent à Saint Egidio en Italie et le procès verbal de cette rencontre était signé le 10/3/1997[138]. Pour convaincre les plus hostiles à s'engager dans les pourparlers, le Président Pierre BUYOYA promit d'organiser un débat honnête et sans faux fuyant, avec tous ceux qui ont des revendications politiques, à condition qu'ils aient renoncé à la violence et à l'idéologie de génocide[139]. Ce message s'adressait aux protagonistes politiques et surtout ceux même accusés du génocide.

Malgré les négociations et les accords qui en sortirent surtout ceux du 28/8/2000 à Arusha sans oublier la levée de l'Embargo imposé depuis le 31/7/1997, une question pendante reste « le cessez-le-feu ». Après plusieurs tentatives sans succès de cessation des hostilités, l'Accord global de cessez-le feu entre le gouvernement et le mouvement CNDD-FDD fut signé à Dar Es Salaam le 16 Novembre 2003. Cet Accord constitua une clef d'entrée de ce mouvement dans les institutions publiques d'où l'ouverture des négociations cette fois ancrées sur le partages des postes politico-militaires. L'Accord d'Arusha prévoyait déjà que les corps de défense et de sécurité devront être composés sous le respect de la parité ethnique entre les Hutu et les Tutsi. Qui plus est, la nomination au haut commandement de l'Armée mais aussi l'harmonisation des grades étaient des questions épineuses. C'est ainsi que le CNDD-FDD obtint quinze postes sur les cinquante et un postes à pourvoir, dont deux directions générales sur quatre ainsi que le commandement de deux régions militaires sur le total de cinq régions existantes[140].

Notons ensuite que le CNDD-FDD a décroché des postes ministériels dont le ministère d'Etat et de la bonne gouvernance et le ministère de l'intérieur et de la sécurité publique. Le rang qu'occupait ce mouvement dans les institutions publiques avant l'organisation des élections incite certains acteurs politiques à croire que le CNDD-FDD aura plus de chance de gagné les élections de 2005, d'où le gonflement de ses rangs par des hauts dignitaires en provenance des autres partis politiques dont les députés membres d'autres partis.

3. Appréhension de la population à l'égard du processus de négociation pour la paix au Burundi.

Avant la signature de cessez-le feu, les bandes armées continuaient à recruter et à prospérer dans le pays. Cela montrait que parmi la population civile il y en a qui soutenaient la cause des rebellions. Avant et pendant les négociations pour la paix, la population burundaise en général était prise entre deux feux. D'une part, il y a la rébellion qui demande abri et nourriture dans certains ménages et d'autre part un

---

[138] SINDUHIJE (J.), *op .cit*
[139] *Ibid*
[140] PNUD, *Rapport nationale sur le développement humain 2005. Consolidation de la paix au Burundi*, p69

message officiel du pouvoir et de l'armée demandant à cette même population à dénoncer et à renoncer à la collaboration avec cette rébellion. Tout cela dans le but de contrecarrer l'infiltration et l'installation des rebelles parmi la population. Cette situation mettait la population dans une condition intenable.

En commune Bisoro; les natifs oeuvrant à Bujumbura organisaient des descentes de pacification et d'information à propos de la situation sécuritaire et politique du moment afin d'empêcher la diffusion des rumeurs qui induiraient les habitants dans la peur et la suspicion. A titre indicatif, lors des premières négociations qui portèrent au pouvoir le président Cyprien NTARYAMIRA, le 2 Février 1994, le journal le Renouveau mentionne :

> *« Dans leur discours, chacun sur sa colline d'origine, les membres de l'AACOBI ont d'abord félicité la population de Bisoro pour s'être retenu pendant cette crise qui a provoqué une véritable hécatombe . Ils ont prodigué des conseils pour que cette population ne marche pas dans le sillage des fauteurs de troubles. Plutôt, il faut les dénoncer car ils sont des ennemis de la paix »*[141].

Il s'est avéré difficile de réconcilier deux scénarios contradictoires qui se sont observés pendant toute la période des négociations inter-burundaises. D'un côté, les belligérants mobilisaient tous les moyens matériels et humains pour se battre et d'un autre, les protagonistes politiques y compris ceux qui se trouvaient sur le champ de bataille étaient assis autour d'une même table pour étudier une solution à la crise. La population était désorientée et était dans l'expectative comme il est mentionné dans le journal le Renouveau :

> *« Apparemment, on remarquait que la population de Bisoro avait besoin de lumière sur l'enjeu politique actuel »*[142]

Cela montre que la population comprend parfaitement les incidences de la politique sur la sécurité, raison pour laquelle elle voulait des informations sûres à propos des négociations entre les forces politiques du pays. Cela signifiait que ces négociations sont chères aux politiciens qui se battent pour la conquête du pouvoir. Et pour qu'on espère un consensus dans une négociation, il faut qu'il y ait un effort de tenir un même langage ; ce qui n'était pas le cas comme l'écrit le Renouveau, citant le président du RADDES :

> *« La convention qui devrait être un instrument de paix est devenu un instrument de guerre »*[143]

En analysant le contenu de cette phrase, on comprend que les politiciens ne passent pas à côté pour dénoncer et critiquer les compromis. Que devait faire la population

---

[141] RQB, n°4430 ,3ème trimestre 1994.
[142] Ibid
[143] RQB, n°4732, 4ème trimestre 1995.

devant de telles annonces ? A la question de savoir comment se sentait la population lors des accords d'Arusha, NTUKIBITABO Bernard précise :

> *« Bumvikanye twarahimbawe, nanone ahacu ntaco twinona,uretse abategetsi bo muri reta,burya ni nabo bacanishijemwo abonse rimwe.Twatinya gusa ibitero vyova ahandi ,twe ntitwacanyemwo kuva ingwano igitanngura.Twari twigorewe n'inzara n'ubukene vyunyurwa na vyabihano »* [144]; qui se traduit : « Nous étions soulagé vraiment, chez nous, nous n'avions pas de problème, les malentendus se situent au sommet, chez les hautes autorités ; c'est aussi les mêmes qui sèment la haine entre frères. Ici, nous avions seulement la peur d'une attaque venue d'ailleurs, puisque nous, nous étions unis depuis longtemps, dès le déclenchement de la crise. Nous souffrons seulement de la faim et de la misère suite à la guerre persistante et à l'embargo.

Selon ce témoignage, on peut conclure que le grand problème de la population était la pauvreté. Pour la population, se sont les politiciens qui constituent des obstacles à la sécurité puisqu'ils adoptent un langage moins rassurant ; donc il y a probabilité d'une attaque venue d'ailleurs. Quant à Antoine SIMBIZI, il reste sur sa soif :

> *« Mbega amasezerano yavuga iki ? Ivyo kugabura ibibanza ntivyaraba abanyagihugu batobato. Ntacatuma ubwicanyi hirya no hino.burya abapfa ubutegetsi baraduhenda, si amahoro abaraza ishinga , ahanini harivyo bahawe nintambara. »*[145]; qu'on peut traduire : « Que signifie ces signatures d'accord de paix ? Les paysans ne sont pas concernés par le partage des postes. Pourquoi il y avait alors des tueries ici et là. Les politiciens nous trompent, ils ne veulent pas la paix, ils ont exploité la guerre et ils ont réussi ».

Cette idée épouse celle de Jérôme SINDUHIJE qui s'interrogea sur une série d'accords successifs entre le gouvernement et différentes branches armées :

> *« ...on ne saurait ne pas s'interroger, sur le pourquoi de tant d'énergies qui furent dépensées, pour un résultant nul, c'est-à-dire pour la paix sans la paix »*[146]

Tous les deux font apparaître un certain pessimisme à propos de cette paix négociée, pessimisme fondé sur la poursuite de la guerre pendant que les acteurs négocient.

On peut parler de méfiance de la population à l'égard des leaders politiques. Or, cette situation se trouve en contradiction avec un des fondements de la démocratie qu'est la légitimité populaire dont devrait se réclamer tout dirigeant démocratique.

---

[144] NTUKIBITABO (B.), op.cit
[145] SIMBIZI (A.), op. cit.
[146] SINDUHIJE (J.), *op. cit., p318*

Pourtant, la politique telle que définie par Aristote n'a rien de mauvais dans ce sens qu'elle s'intéresserait au bien-être des citoyens et donc au bon fonctionnement de la société. Cet état de guerre et ces négociations sans consensus réduisaient la popularité des politiciens d'alors jusqu'au point d'être considérés par le peuple qu'ils sont plus ventriotes que patriotes. Nonobstant cette suspicion, on peut remarquer que le processus de paix s'est déroulé de façon graduelle. Tenez, depuis les négociations de Kigobe-Kajaga jusqu'à la signature de la cessation des hostilités entre le gouvernement et le mouvement CNDD-FDD, aucun n'accord ne pourra être taxé de peine perdue dans ce sens que tout accord a contribué au changement, que ce soit en matière institutionnelle et/ou sécuritaire malgré la non adhésion de certains dans ce processus. Cette réticence au processus de négociation s'observait autant chez des groupes d'obédience hutu que chez ceux d'obédience tutsi alors que beaucoup pensent que l'enjeu principal est d'ordre ethnique étant donné que le Président assassiné, pour la première fois au Burundi, était Hutu. D'un côté, il y avait le mouvement PALIPEHUTU-FNL *« qui défendait la cause du peuple Hutu »* et de l'autre le mouvement P.A Amasekanya *« qui luttait en faveur des Tutsi ».*
Toutes les deux tendances n'avaient rien de commun si non l'extrémisme des idées en ce sens que le premier brandit la possibilité d'une victoire militaire qui signifierait la vengeance contre l'ennemi ; et que les seconds scandaient la nécessité d'une poursuite judiciaire à l'encontre des *« génocidaires »*.Malgré ce climat de malentendu entre les protagonistes politiques, l'organisation et le déroulement des négociations ont révélé des divergences et ressemblances d'opinions respectivement chez les formations politiques se réclamant d'une même tendance et celles de tendances différentes.

B. RETABLISSEMENT PROGRESSIF DE LA DEMOCRATIE ET LE SCRUTIN DE 2005 EN COMMUNE BISORO

Depuis le coup d'Etat du 21 Octobre 1993 jusqu'à la victoire du Parti CNDD-FDD aux élections présidentielles du 19 Août 2005, la présidence de la République a connu une instabilité au point de connaître quatre Présidents à sa tête. Le moyen de choix qui a été utilisé à maintes reprises est la négociation entre les principaux protagonistes politiques. Rappelons néanmoins que l'accession au pouvoir du Président BUYOYA pour la deuxième fois le 25juillet 1996, n'a pas été consensuelle. C'est pour cela que l'Assemblée Nationale, dominée par les députés du FRODEBU, les activités des partis politiques et les manifestations publiques qui sont les principales caractéristiques de la démocratie étaient interdites. Il a fallu l'implication de la communauté internationale et surtout les sanctions économiques des pays de la sous-région contre le gouvernement pour que les activités politiques de l'assemblée nationale et des partis politiques redémarrent.

Cette instabilité au sommet de l'Etat serait une des causes de la prolifération des mouvements armés qui n'ont cessé de naître après la mort du Président élu et

précisément après les négociations de Kigobe-Kajaga en Février 1994. A titre illustratif, le CNDD trouve inadmissible et inacceptable pour le parti FRODEBU qui a gagné les élections à 80% que le président de la République soit désigné par le consensus des partis politiques ainsi que le fait de transformer la période de quatre ans qui reste en une période de transition,ou que le Président de la République devienne un simple figurant .

Après le mandat du gouvernement de transition, une nouvelle procédure d'accéder à la gouvernance politico-administrative du pays apparaît. Les partis politiques qui se contentaient, avant, des négociations entre eux et les autres institutions publiques et mouvements armées pour décrocher les postes politiques ou administratives , entrent dans une phase de compétition électorale pour accéder au pouvoir. C'est ainsi que le dynamisme politique renaquit, et de nouvelles formations politiques apparaissent portant l'effectif total à trente cinq.

1. Les partis politiques oeuvrant à Bisoro

Au moment des élections de 2005, le nombre de partis politiques avait sensiblement augmenté comparativement aux élections de 1993. Les partis politiques qui existent en commune Bisoro à partir de 2004 étaient au nombre de dix partis. Il s'agit du FRODEBU, UPRONA, MRC, PARENA, PIT, PP, CNDD-FDD, CNDD, ANADDE et RPB. Ces formations politiques sont représentées respectivement par l'enseignant de l'école primaire de Bisoro Cassien NTAKARUTIMANA ; Charles GATETE, inspecteur cantonal de Bisoro ; Bernard BWANA , conseiller pédagogique au canton scolaire de Bisoro ; Albert HICUBURUNDI, enseignant de l'école primaire de Kiganda; Nestor MWETE directeur du collège communal de Buburu ; Denis MADUWA , enseignant à l'Ecole Primaire de Kiganda ; Emile BUHIRI, enseignant au Lycée communal de Bisoro; Pascal NDINDAKAJE, enseignant à l'Ecole primaire Kiganda ; Louis RUHASHA, enseignant à l'Ecole primaire de Bisoro; Côme YAMUREMYE, travailleur au Centre de Santé de Bisoro[147]. Comparativement au nombre de partis politiques déjà agréés pendant cette période, on peut affirmer que la commune Bisoro n'est pas une zone à forte agitation politique. Sur trente cinq partis politiques reconnus par la loi, Bisoro ne compte que dix ; à peu près 28% seulement exercent leurs activités politiques dans cette localité.

Ce nombre restreint s'expliquerait par l'environnement socio professionnel de la commune et le peu des ressources et moyens économiques dont dispose cette commune. Ce constat est un signe que la politique est aussi en quelque sorte influencée par l'économie. Plus la localité enregistre des potentialités économiques, plus les activités politiques deviennent intenses peut être dans l'objectif de passer par cette voie pour s'enrichir.

[147] République du Burundi, Province Mwaro, Rapport administratif de la Province Mwaro, Exercice 2004, Annexe v

Au regard des fonctions des représentants des partis politiques à Bisoro, on se rend compte que la majorité est du secteur de l'éducation donc des enseignants. Cela montre que le secteur professionnel est moins développé et qu'il y a par conséquent moins de motivations qui inciteraient les habitants à s'intéresser plus à la politique. Il n'y a que deux postes les plus convoités à savoir le poste d'administrateur communal et celui de directeur d'école. Malgré ce manque de diversification économique, on constate que tous les candidats qui se sont présentés à la compétition étaient tous des militants des partis politiques. La participation à titre d'indépendants comme prévu par la constitution n'a pas été observée en commune Bisoro ce qui témoigne que les candidats entendent toujours avoir le parapluie des partis politiques. En général, les partis politiques offrent plus de chance pour être élu.

Pourtant, des candidats indépendants peuvent aussi être appréciés par la population et acquérir leurs votes. Les partis politiques aussi sont parfois critiqués. C'est ce que nous a déclaré un de nos enquêtés en se lamentant à propos du déroulement des élections communales à Bisoro :

> *« Hari imigambwe burya yononewe n'abanywanyi bayo twari twaramaze kumenya ubukuru bwabo ingene bumeze.ko bari badutije ubwo bubasha bwo guhitamwo hari uwohitamwo uwo batase canke yagaye inyifato ?Urumva naho habamwo intungane canke abatugiriye akamaro, eka twarabona usotera kuba musitanteri ;abandi kwari ukumuherekeza. »*[148]

Qu'on peut traduire : « Il y a des partis qui ont été victimes de leurs candidats qui se sont mal comportés dans leur fonction d'autorité, donc qui n'avaient plus de bonne réputation. Comme nous avions le droit de choix, nous avions évité de nous tromper sur ceux qui se sont méconduits et nous remarquons qu'il y a le candidat administrateur et que le reste n'est pas intéressé par ce poste, ils étaient là pour le soutenir » .

Les propos de notre informateur montre que la population est maintenant sensible à la gouvernance de leur pays. Elle essaie d'évaluer le comportement de leur dirigeants ; et la tenue des élections est un moment de sanctionner positivement ou négativement les candidats sortants. Un parti politique qui présente sur sa liste des candidats indignes est susceptible d'échouer la compétition.

[148] SINZINKAYO (J), Enquête, Bisoro, Février 2008

2. L'organisation des élections de 2005

a. Le référendum constitutionnel

La mise en place de la Constitution devrant régir les nouvelles institutions du pays a été le premier acte de démocratisation du Burundi. Quand bien même la tenue de ce référendum fut reportée pour le 26 Décembre 2004 au lieu du 22 Novembre 2004, en raison du manque de moyens tant matériel que financier, il fut organisé et tenu sur base du code électoral de 1993 .

Cette Constitution a suscité discussions et controverses au sein de la classe politique burundaise, raison pour la quelle la CENI a procédé à une véritable campagne de sensibilisation à l'aide des formateurs qui ont par la suite placé des animateurs en raison de vingt personnes dans chaque commune. Les mobiles de tous ces préparatifs étaient aussi dictés par le fait que les élections étaient redoutées étant donné que le passé récent montrait des crises qui ont toujours succédés aux élections, et ce depuis la recherche de l'indépendance. Malgré les inquiétudes relatives à ce scrutin, le taux de participation était de 92,4% des inscrits sur tout le territoire national. Sans surprise, les Burundais ont adopté le 28 Février 2005 par référendum, le projet de Constitution Post-Transition à plus de 90%. Sur 2.894.372 votants, 90,10% ont dit *« Oui »,* 7,82% *« Non »,* et 2,08% ont voté *« Nul »*[149]. Rappelons que le référendum sur la Constitution fut précédé de désaccords entre le président de la deuxième transition Domitien NDAYIZEYE et son Vice-président, Alphonse Marie KADEGE qui sera démis de ses fonctions. Certains pensèrent à l'échec des Accords d'Arusha. Un de nos interlocuteurs interprète cette mésentente au sommet de l'Etat comme suit :

> *« Twabona ko i Arusha bahendanye. Ko hageze ko bashira mungiro ivyo bashitseko ba gacanamwo, kerakera icegera kikabogozwa , wumva twaribaza ko ivyamatora bizoba impore ?Ha narirya batari basangiye ubwoko twagira dusubiye muntambara.»*

Les inquiétudes de la population étaient compréhensibles en ce sens que la constitution qui est une loi fondamentale ne rassurait pas tous les protagonistes politiques. La principale raison de ces divergences fut les quotas de 40% des Tutsi contre 60% des Hutu au gouvernement. Une autre inquiétude résidait dans le fait d'organiser un référendum sur une Constitution déjà promulguée, donc en vigueur.
Aussi la majorité de Burundais toutes ethnies confondues avaient souhaité l'amendement du projet pour leur permettre d'élire le Président de la République au suffrage universel afin de confier aux nouvelles institutions élues les destins de la population étant donné qu'elles devraient rendre compte à cette même population.

---

[149] CENI, Rapport sur le référendum du 28 Février 2005, Bujumbura, Hôtel Source du Nil, le 15 Mars 2005.

D'autres se sont demandés si la future Constitution, objet du Référendum était faite pour les citoyens ou pour les acteurs du jeu politique. Enfin, l'adhésion de tous les partis Hutu et finalement de tous les partis Tutsi au contenu de la Constitution assurait le succès du référendum.

La question pendante fut la modalité de choix des membres du gouvernement en respectant ces quotas et en tenant compte des tendances ethniques des partis. Cette question constitue un fil à retordre au législateur étant donné qu'un parti politique mono-ethnique ne peut avoir l'agrément au Burundi. Il y a de ce fait une contradiction entre les accords d'Arusha et les autres textes comme la Charte de l'unité nationale et même la Constitution. Malgré cette crainte préélectorale, le remplacement de KADEDE par Frédéric NGENZEBUHORO, de même parti politique que ce dernier, permit le déblocage de la situation. Cela montrait que les opposants à la Constitution ne réussiraient pas. En commune Bisoro, on constate que les pourcentages du *pour* et du *contre* sont proches.

b. L'organisation des élections locales

Le choix des représentants locaux a été un véritable changement et constituait un pas en avant dans l'implantation de la démocratie au Burundi. Ce genre de scrutin a déjà été tenté pour la première fois en 1960 sous la colonisation, mais ne concernait que les conseillers communaux. Après l'indépendance, tous les responsables administratifs étaient nommés par le pouvoir en place. Les élections de 1993 se sont limitées aux seules institutions du président de la république et du parlement.

L'innovation du scrutin de 2005 réside dans la décentralisation politico-administrative du pouvoir jusqu'au quartier ou à la colline de recensement. Ce changement était le signe d'une volonté de promouvoir des élites locales et de responsabiliser la population en ce qui est de la gestion de la chose publique et la contribution au développement des collectivités locales sans qu'il y ait préalablement l'intervention de l'Etat ainsi que le prévoyait la loi communale de 2005 :

> *« La commune est chargée de la gestion des intérêts locaux de la population de son ressort .Elle assure les services publics répondant aux besoins de cette population et qui ne relèvent pas, par leur nature, leur importance ou par la détermination de la loi, de la responsabilité directe de l'Etat. L'Etat peut lui déléguer la gestion ou l'exécution, sur le plan local, de certaines des missions qui lui incombent .Dans ce cas il met à sa disposition les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires »*[150]

[150] République du Burundi, Loi communale ,20 Avril 2005, Chap. II, Art 5

Cela implique qu'à travers le choix de la population, les communes seront gérées conformément à la volonté des habitants. On sous entend que se sont ces derniers qui vont juger les meilleurs parmi eux pour mettre en application les programmes et les projets utiles pour le développement de la commune et de ces citoyens ; l'intervention de l'Etat dans l'organisation et l'exécution des projets locaux n'est pas obligatoire étant donné que les collectivités locales jouissent d'une autonomie organique et de gestion. A analyser l'organisation des élections de 2005, on se rend compte que les collectivités locales ont été revalorisées comparativement aux élections précédentes. Mise à part qu'elles ont été ignorées en 1993, c'est le scrutin communal qui a ouvert la compétition politique de 2005 et celui des collinaires l'a clôturé.

1°. Les élections communales.

Après le référendum du 26 Décembre 2004, l'optimisme relatif à la possibilité de l'organisation et la tenue des élections renaquit. Le contenu de la Constitution montre en général que les élections au niveau communal sont bien préparées et ont acquis une certaine considération au niveau de la loi comme le montre l'article.105 de la constitution:

> *«Le candidat membre du Conseil communal doit :*
> *être de nationalité burundaise ;*
> *être natif, légalement domicilié dans la commune, ressortissant, établi ou y résider en permanence depuis cinq ans au moins dans la commune rurale, une année au moins dans la commune urbaine. Toutefois, les non résidents ne doivent pas dépasser 50% des membres du Conseil communal.... »*

Malgré cette place et la considération que la Constitution réserve à la commune, la venue des élus communaux habitant ailleurs pour statuer sur des réalités auxquelles ils ne prennent pas part au quotidien ne semblait pas être souhaité. On croyait qu'un pourcentage de 50 % de non résidents ne permettrait pas de bien statuer ou de répondre aux problèmes réels tels que vécus sur place.

Les partis politiques intensifiaient leurs activités dans presque tout le pays malgré l'insécurité qui persistait encore dans certains coins du pays et surtout dans les provinces de Bujumbura Rurale et de Bubanza. Avant le lancement des propagandes, les partis politiques se rendent officieusement sur terrain pour recruter de nouveaux membres sous prétextes de constituer des organes dirigeant au niveau provincial ou communal.
La campagne pour les élections communales a légalement commencé le 19 Mai 2005 pour terminer le 31 de ce même mois, donc deux jours avant la tenue des élections.
Avant l'ouverture de cette campagne, les militants des partis politiques se contentaient d'approcher la population un à un, suivant les affinités, soit fondés sur, l'amitié, sur le voisinage, la parenté, la profession et moins sur le caractère ethnique

contrairement aux élections de 1993. C'est ce comportement qui a caractérisé les militants des partis politiques en commune Bisoro comme le témoigne Anitha NIFASHA :

> *« Twatanguye kubona abanyabujumbura baza utugwi tugwi cane cane Abanyeshuri bo muri université. Bazana amafoto yimigabwe batwereka ngo ntituzokwihende.Eka baraturyosha ryosha ntaterabwoba ryarimwo mbere hari nabavuga ko nabone bazoja mubitoza. None wumva wokwima ijwi uwo muvukana canke umubanyi ataco mwapfuye ? »*[151]

Ce qui peut se traduire : « Nous avons observé dans un premier temps un mouvement de citadins et surtout des universitaires venus en de petits groupes. Ils avaient des dépliants et signaux distinctifs pour éviter la confusion entre les partis. Ils nous flattaient et les uns affirmaient qu'ils seront eux-mêmes dans la compétition. Est-il alors possible de ne pas élire un frère ou un ami à moins que vous seriez en conflit ? »

Ces propos montre surtout le sentimentalisme qui gagne du terrain sur la cause même de choix des représentants locaux. La population apparaît comme moins vigilante aux programmes politiques que mettent en avant les partis mais aussi la personnalité des candidats quand bien même le système des listes bloquées ne favorise pas la transparence. Le recul de l'ethnisation de la campagne électorale est néanmoins un autre signe de succès du déroulement des élections de 2005. Cette donne serait le fruit de la prolifération des partis comparativement aux élections de 1993 où les deux principaux partis ont rivalisé en créant une sorte de bipolarité ethnique, d'un côté le parti FRODEBU pour les Hutu et de l'autre l'UPRONA pour les Tutsi. De plus, comme il est publié dans Burundi News *:« les radios, regroupées sous forme de synergie, y compris la RTNB, la radio d'Etat, avec une certaine autonomie, ont transmis les résultats des élections juste après les dépouillements dans chaque commune, court-circuitant toute velléité de modifier les procès-verbaux. [...], son résultat met en lumière le nouveau rapport de force politique au Burundi et donne une indication directe sur les autres élections à venir. »*[152]

Cette synergie des média fut un nouveau facteur dans la démocratisation de la société. Nul n'ignore que la fausse information ou le manque d'information provoque la prolifération des rumeurs au sein de la masse populaire et cela peut conduire au dérapage surtout en période de compétition électorale. Depuis la campagne électorale, les média ont accompagné le processus contribuant ainsi à une diffusion rapide du mode de suffrages en tout lieux de vote, à la diffusion des informations

[151]NIFASHA (A), Enquête, Bisoro, Février 2008
[152] Www. Cenap .bi

relatant l'ambiance avec laquelle se déroule le vote dans tous les coins et recoins du pays ; ce qui avait manqué pour les élections précédentes.

Un nouveau pas qui reste à franchir réside dans la régularité et la volonté politique pour pouvoir distinguer les candidats qu'il faut et les programmes qui conviennent pour le développement local. Un enseignant que nous avons interrogé n'a pas mâché ses mots et se montre fâcheux contre ses collègues électeurs :

> *« Comment sortir de la pauvreté alors que nous ne savons pas exploité la chance qui nous est donné .Il est regrettable que le parti comme le MRC qui a déjà fait signe de promouvoir le développement du milieux rural ne soit pas premier dans les Communales dans notre commune. Les pépinières et les premières plantations de thé sont implantées partout dans cette commune par son chef, et le premier sur la liste ici à Bisoro était l'initiateur de presque tous les programmes de développement de la commune, monsieur Thérence NDIKUMASABO. La population conçoit la politique comme un jeu d'enfant au lieu de dépasser le passé. Comme nous l'avons vu, les uns ont choisi les partis comme UPRONA et FRODEBU pour la simple raison des bienfaits de leurs fondateurs. On dirait qu'ils sont toujours vivants pour mettre en exécution leurs idéaux. »*[153]

Ce raisonnement teinté de militantisme et de colère peut-être est fondé sur des actions concrètes du parti MRC observables sur terrain dans cette localité. La partie de la commune qui se situe dans la région naturelle de Kirimiro a été privilégiée dans l'implantation des pépinières à thé alors qu'elle était avant uniquement caféicole. De même, le président de l'AACOBI qui se situe en tête de liste du parti en question est connu de part ses initiatives pour le développement de la commune Bisoro. Qu'est ce qui expliquerait donc le comportement électoral des habitants de cette commune ? Plus d'un parmi nos enquêtés s'accordent sur la prédominance du MRC sur terrain, il reste à décortiquer la cause de sa défaite inattendue. Pour certains, il est encore tôt pour que les burundais dépassent complètement les considérations ethniques dans le choix des représentants, les autres critères ne sont que de second rang comme c'est l'avis de monsieur Antoine SIMBIZI :

> *«Vyogenda gute ngo FRODEBU na CNDD-FDD itsinde UPRONA na MRC mu matora yo mu ma communes narirya bamwe baserukirwa nuwari arongoye komine abandi baserukiwe numukuru wa AACOBI asanzwe azwi cane muvyerekeye ibikorwa vy'iterambere. Ubwo abahutu aribo nabenshi ntibitoreye ababo batarinze kwiyamamura mu bihe vy'imyiyamamazo.ngira ivyamoko bizohera bukebuka ariko atari bisha na bisha. »*[154]

---

[153]NIMBONA(C), Enquête, Bisoro, Février 2008
[154] SIMBIZI (A), op. cit.

Qui peut se traduire : « Comment se fait t-il que les partis comme le FRODEBU et le CNDD-FDD devancent de loin l'UPRONA qui a présenté l'administrateur sortant à la tête des communales et le MRC qui a présenté le président de l'AACOBI qui est acclamé pour ses actions ? N'est ce pas que les Hutu majoritaires ont voulu élire les leurs sans pour autant abuser ou le manifester lors des propagandes ? Peut être que nous nous en sortirons petit à petit mais pas brusquement ».

Nul ne peut négliger le poids de la mentalité des Burundais même dans le domaine politique. On peut constater que les propagandes d'un tel ou tel autre parti se déroulent bien et soient riches en couleur mais que les résultats traduisent le contraire en raison de la discrétion et /ou du jeu des électeurs. La population n'aime facilement pas dévoiler publiquement leur tendance politique et ceux qui sont au pouvoir pensent toujours qu'ils sont populaires jusqu'à la surprise des résultats des élections. C'est le cas des électeurs de 1993 où la défaite de l'UPRONA a surpris plus d'un.
En 2005, le parti FRODEBU au pouvoir a subi le même sort que l'UPRONA de 1993 bien que les contextes politiques diffèrent. Le parti CNDD-FDD a remporté 1781sièges soit 57,3 % des suffrages, suivi du FRODEBU avec 822 sièges soit 20,48% et l'UPRONA 260 sièges soit 6%, lors de ces élections communales au niveau national[155]. Cet écart est si considérable que personne ne l'avait préconisé lors des propagandes sur terrain.

La particularité de la commune Bisoro fut le renversement de la situation dans ce sens que c'est le FRODEBU qui remporta les communales avec 12 conseillers sur le total de 25 ; le CNDD-FDD se contenta de 6 conseillers, suivi du MRC et l'UPRONA qui ont obtenu respectivement 4 et 3 sièges comme le montre le tableau suivant :

Nom et prénom des élus communaux.	Parti d'origine	Pourcentage de voix obtenu par chaque parti
BUHIRI Emile CISHAHAYO Charles SINDIMWO François NDIKURIYO Faustin KAMARIZA Godegride NIBOGORA Anésie	CNDD-FDD	24 %
NTAKARUTIMANA Cassien NDUWAYO Désiré NDIKUMWAMI Libérate SINDIMWO Cyriaque	FRODEBU	

[155] Résultats définitifs publiés le 23 Juin 2005par la CENI, in htt/fr.wikipedia.org /wiki/politique du Burundi, Elections communales du 3 Juin 2005.

KAYOYA Jean Bosco YAMUREMYE Jean Claude NTUKAMAZINA Herménegilde NIBITANGA Anatole MANIRAKIZA Fidèle NTAHOMVUKIYE Damas NIJIMBERE Gloriose NAKUMURYANGO Marc		48 %
NDIKUMASABO Thérence BWANA Bernard NIJIMBERE Pierre Claver NDIKUMANA Mathias	MRC	16%
KIDONDOGORI Venant HORUGAVYE Cyprien NZEYIMANA Spéciose	UPRONA	12%

Source: Rapport administratif de la province de MWARO, Exercice 2005, Annexe 4

Le reste des partis qui ont participé à la compétition pour les communales n'ont pas pu avoir un seul conseiller. Il est à remarquer que le sexe féminin est représenté à 20 % dans ce conseil, ce qui montre le poids des mentalités et la tradition burundaise qui ont toujours éloigné la femme du contact avec l'extérieur. Paradoxalement cette victoire du FRODEBU dans cette commune n'a pourtant pas influencé le choix d'un administrateur issu de ce parti. Nos informateurs divergent quant à l'interprétation de ce comportement des électeurs de Bisoro lors des communales. Pour Joseph NCAMATWI :

> *« La population ne s'attendait pas à la défaite du parti du Héros de la démocratie raison pour laquelle ils ont voté comme en 1993. Notre localité a été aussi éloignée des bandes armées ce qui explique la défaite du parti vainqueur ailleurs. Pour le cas de l'administrateur, le FRODEBU a manqué de candidat valable et certains de ses conseillers ont voté pour le candidat du CNDD-FDD. »*[156]

Les explications de NCAMATWI diffèrent de celles de Déodath qui affirme que :

> *«Honnêtement nous n'avons pas compris. La population a manifesté le même comportement sous NDADAYE en votant en faveur de l'UPRONA. Peut- être qu'ils sont moins sensibles aux changements. Quant à l'administrateur, les conseillers ont été stratégiques en essayant de placer celui qui aura une influence dans les grandes instances de décisions. N'eut été ainsi, notre commune serait mise en quarantaine ; il*

[156] NCAMATWI (J), op.cit

nous faut réellement un membre du parti au pouvoir pour que notre commune ait une bonne réputation envers les dirigeants. »[157]

Dans tous les cas, il est manifeste que les électeurs, en commune Bisoro, ont suivi le mouvement inverse par rapport à la grande majorité des électeurs du reste du pays. La lecture de cet état de fait dépend de la piste privilégiée. Il est normal qu'un parti peut conquérir une localité bien déterminée par rapport à un autre et inversement. Plusieurs paramètres peuvent influencer les électeurs, notamment la capacité des acteurs à pouvoir convaincre lors des propagandes, les programmes des partis, pourquoi pas l'identité des acteurs comme soulevés par certains informateurs. Le choix de l'administrateur dans le cas adverse du parti qui a plus de conseillers peut être dicté par la possibilité des coalitions au sein du conseil même étant donné que ce parti vainqueur n'avait pas la majorité. Il n'est pas non plus exclu qu'il y ait des divisions internes au sein d'un parti surtout dans le cas précis de présenter des candidats dans un poste unique. La prudence qu'aurait manifesté les élus communaux pour faire plaisir aux hautes autorités du pays est possible comme l'explique BARIBARIRA mais moins convainquant dans la mesure où il ne serait pas facile de lâcher son poste au profit de l'adversaire sous l'unique prétexte de préserver la bonne image de la commune vis-à-vis des autorités.

2°. Les élections collinaires

L'organisation de ce type de scrutin est la première dans l'Histoire politique du Burundi. Elle fut la dernière série des élections de 2005.D'aucuns se demandent ce qui aurait motivé l'organisation de ce type de scrutin. La mentalité populaire fait penser toujours que la politique est l'affaire des intellectuels en créant une sorte de confusion entre la gouvernance administrative et la politique. La population se représente surtout les profits que génère l'activité politique tout en négligeant son intérêt propre, c'est-à-dire la fonction de servir pour l'intérêt public. Il est vrai que tous les citoyens ont droit à participer dans des activités politiques mais tous n'y gagnent pas de la même manière. L'élu diffère de l'électeur dans ce sens que le premier profite de l'activité politique juste après le vote alors que le second attend que les promesses de son patron soient respectées. L'idée de procéder en ce type de scrutin a été une nécessité pour essayer d'amener les gens à prendre part à la gestion de la chose publique comme une façon de conduire leur société et non comme une activité réservée à une catégorie de personnes.

Mais, l'autre question est aussi de savoir pourquoi le législateur a exclu dans les élections collinaires la référence aux partis politiques. La majorité de nos informateurs, à l'instar du conseiller collinaire de Munanira, Fabien NKUNDABANYANKA, croit que les politiciens n'interviennent que là où il tirent

[157] BARIBARIRA (D), op. cit.

des profits. Ils se sont en fait limités au niveau du conseil communal où ils vont bénéficier de jetons de présence, raison pour laquelle les collinaires n'ont pas connu de forte mobilisation.

La colline de recensement n'ayant pas le statut d'une institution décentralisée à l'image de la commune, il serait difficile que les élus collinaires soient traités comme les élus communaux. Le premier pas d'avoir des représentants au niveau le plus bas ayant été franchi, il reste à leur assurer une considération appropriée afin que le pouvoir politique s'installe sur des bases solides.

Tableau des élus collinaires et le suffrage obtenu.

Colline	Nom et Prénom	Nombre de suffrages
BUBURU	SABUSHIMIKE Emmanuel GAHUNGU Serges NDIMUBANDI Nestor NGENDAMBIZI Bosco MPFEKURERA Gabriel	174 77 64 61 58
BUHABWA	HICUBURUNDI Pie BARAMPFUMBASE Zacharie NGENZIRABONA Thérence BAREKEBAVUGE Ildégonde BIZINDAVYI Léopord	308 159 155 138 129
GITARAMUKA	KAMWENUBUSA François NGENDANZI Joseph NAHISHAKIYE Zacharie NDUWIMANA Rénate NIYONIZIGIYE Bonaventure	155 116 98 64 58
KANKA	WAKARINDA Joseph NTAHOMVUKIYE Sophonie UWIMANA Jeannine SINDAYIHEBURA Diomède NZOHABONAYO Léocadie	354 98 88 83 80
KARIBA		

	NIMBONA Joseph NIYONZIMA Christine NDIKUMANA Patrice NSANZERUGEZE George BWANUMA Dominique	175 134 115 70 49
KIGANDA	NIYUNGEKO Elie MUHIMBIRI Bernard NYANDWI Frédéric RUMARAMAGABO Déo CISHAHAYO Frédéric	349 164 105 93 91
KIRIKA	NZEYIMANA Etienne NDIKURIYO Samuel NINDITSE Ambroise NIZIGIYIMANA Astère NDORUKOBAGIRA Léocadie	300 265 213 178 155
KIVOGA	GAHURAGIZA Gervais KIRABISHA Barthazar NDARURINZE Joseph NTIRABAMPA Stany MANIRAKIZA Pierre	168 163 153 107 91
MABAYA	BUDUDUYE Evariste NTAKIYICA Claude BUCUMI Antoine NSABIYUMVA Frédéric NTAFATIRO Jérôme	138 82 59 55 55
MASANGO	BIHINYUZA Domitien NGENDAKUMANA Samuel	376 227
	NGURINZIRA Gabriel BAROTORWA Venant RURAKENGEREZA Salvator	148 128 72
MASHUNZI	KAMUDOGO Sylvestre KABERWA Pie	262 172

	BUKURU Juvénal BARANSAKA Pascal NKURUNZIZA Godefroid	155 128 106
MUNANIRA	YAMUREMYE Gilbert SAKUBU Pierre BIGIRINDAVYI Bernard NKUNDABANYANKA Fabien NYANDWI Raphaël	375 333 127 120 115
MUSUMBA	RUKANURA Théophile GAFYISI Athanase KAZUNGU Cassier MANIRAMBONA Berthe MANIRAKIZA Emmanuel	358 114 92 58 53
NYABISIGA	NIMBONA Joseph NIYONZIMA Christine NDIKUMANA Patrice NSANZERUGEZE George BWANUMA Dominique	175 134 115 70 49
RUBAMVYE	NTACOBAKIMVUNA Pierre NTACOMAZE Paul NDUWIMANA Gloriose SINARINZI Gervais BUCUMI Hélène	468 199 134 122 92

Source : Secrétariat communal de Bisoro, liste des élus collinaires de la commune Bisoro.

En observant les suffrages exprimés sur la majorité des collines de recensement, on remarque que la participation a été faible comparativement aux élections des conseillers communaux. La propagande pour cette élection a surtout été l'affaire des média et de la société civile en général. Il y a, de la part du législateur une volonté de ne pas trop politiser la vie quotidienne au niveau des collines et c'est pour cette raison que l'intervention des partis politiques a été exclue.

Malgré la forte sensibilisation de la femme et la place que lui réserve la Constitution de 2005 dans les hautes institutions du pays, ce tableau fait état d'une très faible représentativité du sexe féminin au sein des conseils collinaires en commune Bisoro. Sur quinze collines de recensement, huit collines seulement enregistrent au moins une femme parmi les cinq élus ; et toute la commune ne compte que dix femmes membres des conseils collinaires sur le total de soixante quinze conseillers collinaires soit 13,3%. Ce pourcentage est de loin inférieur à 30% prévu par la Constitution au niveau des hautes instances nationales.

c. Les élections législatives

Un grand nombre de partis politiques participèrent aux élections de 2005. Le parti FRODEBU, alors vainqueur des législatives de 1993 à 80% déclina sensiblement jusqu'à 22% des voix seulement. Sur le plan national, le déroulement de ces élections a été appréciable malgré quelques cas isolés d'assassinats des proches des partis comme le FRODEBU et le CNDD dans les provinces de Kayanza et Muyinga. Plus d'un salue l'efficacité des forces de l'ordre, de la CENI et de la synergie des média pendant cette période. C'est ainsi que sur les 100 sièges à pourvoir, le parti CNDD-FDD, vainqueur des communales obtient 59 sièges, suivi du FRODEBU 25sièges; et les trois autres partis à savoir l'UPRONA, le CNDD et le MRC qui ont pu avoir 2% des voix exigées pour avoir droit à un siège à l'Assemblée se contentent respectivement de 10, 4 et 2 sièges. Après la cooptation, le CNDD-FDD totalise 64députés sur les 118 que comptent l'Assemblée Nationale[158].

La circonscription de Mwaro dont relève la commune Bisoro avait droit à quatre députés conformément au code électoral en son article **128** qui stipule que :

> *« Le nombre de Députés à élire par circonscription est fixé proportionnellement à la population par le décret de convocation des électeurs. Pour déterminer le nombre total d'habitants dans chaque circonscription, il est fait référence aux données démographiques du recensement le plus récent, éventuellement actualisé par le service compétent, notamment à la faveur du taux moyen annuel de croissance en tenant compte des années échues depuis ce recensement »*[159]

Signalons que les députés élus dans cette circonscription proviennent de quatre partis qui ont pu avoir des conseillers communaux à Bisoro. Il s'agit des partis CNDD-FDD, FRODEBU, UPRONA et MRC en raison d'un seul député pour chacun des quatre. Il s'agit respectivement de BARANTANDIKIYE Joseph, GAHIGI Frédérique, SINUNGURUZA Thérence, BAYAGANAKANDI Epitace.

---

[158] Briefing Afrique de Crisis Group n°31 du 25 Août 2005,in www crisisgroup.org

[159] Présidence de la République du Burundi, Cabinet du Président, Loi n°1/015du 20 Avril 2005 portant Code Electoral, Art 128

Un membre d'ethnie twa, parmi les trois députés twa cooptés au sein de l'Assemblée Nationale, est originaire de la circonscription de MWARO, portant l'effectif des députés de la circonscription en question à cinq.

d. Les élections sénatoriales.

L'institution d'un Sénat est une autre innovation née de l'Accord d'Arusha. Contrairement aux députés, les sénateurs furent élus par les conseillers communaux et se présentent sur une liste d'un parti politique ou à titre indépendant en raison de deux candidats d'ethnies différentes, de trois personnes d'ethnie Twa cooptées et quatre anciens chefs d'Etat comme le stipule l'article 161 du Code Electoral de 2005. Cette procédure renforce la considération des conseillers communaux qui se voient de ce fait octroyer le statut de grands électeurs. Ces derniers, majoritairement élus sur les listes du parti CNDD-FDD font que ce parti dispose d'une majorité à la chambre Haute du parlement en raison de 30 sièges sur les 34 à pourvoir. Par conséquent, le Sénat burundais compta, après la cooptation, 49 membres dont 32 en provenance du CNDD-FDD.[160]

Dans la circonscription de Mwaro, les élections se déroulèrent de façon correcte ; et 147 conseillers sur le total de 150 participèrent au vote. Néanmoins, avant que les propagandes pour les sénatoriales ne débutent; il a été constaté au chef lieu de la province, des va et vient des haut dignitaires y compris des hauts gradés dans la gendarmerie qui faisaient des consultations avec certains conseillers communaux depuis le 26 Juillet 2005. Au moment du vote aussi, il a fallu faire usage à une sonnerie spéciale pour faire entrer les électeurs, qui se consultaient encore en de petits groupes, dans la salle. Deux candidats d'une même formation politique CNDD-FDD, un Hutu et un Tutsi en raison de 103 et 102 voix seront élus. Il s'agit de KEKENWA Jérémie et NDIKURIYO Faustin[161]. Ce dernier fait partie des élus communaux de Bisoro. Les résultats des législatives en province Mwaro fait remarquer l'existence de l'équilibre des forces politiques sur terrain. Qu'est ce qui explique ce changement brusque et inattendu ?

En fait, la procédure utilisée pour le scrutin sénatorial diffère de celle employée pour les législatifs. L'équilibre des forces politiques peut être rompu par le fait qu'un nombre réduit d'électeurs, comme c'est le cas pour ce scrutin en question, est facilement corruptible alors qu'il n'était pas facile de corrompre toute la population en âge de voter pour les scrutins précédents. De même le nombre de sièges à pourvoir était si réduit qu'il était facile que les candidats se désistent comme cela s'est présenté avec le candidat Didace NZOHABONAYO qui déclarait à l'occasion:

« J'avais accepté l'offre de mon parti pour présenter ma candidature aux

[160] Briefing Afrique de International Crisis Group n°31 du 25 Août 2005, in www.crisisgroup.org
[161] ONUB Info, n°45,29Juillet 2005 ; Le déroulement des Elections Sénatoriales.

Présentes élections sénatoriales, mais j'ai réalisé que j'ai beaucoup de responsabilités ailleurs. Je suis venu ici en ma qualité de conseiller communal pour élire et non comme candidat. »[162]

Cette déclaration montre que certains partis ou certains conseillers peuvent changer de camp ou accepter facilement des coalitions et même être rachetés par des spéculations politiciennes. Le scrutin sénatorial ayant eu lieu en troisième position, tout le monde connaissait le parti favori de la compétition politique de 2005. Rien n'empêche la possibilité des alliances politiques entre partis afin de remporter sur les adversaires lors des consultations électorales.

e. Les élections présidentielles

Contrairement aux élections de 1993, le scrutin présidentiel a suivi une autre procédure. Ce sont les représentants du peuple qui choisirent le Président de la république. Qu'est ce qui explique cette particularité du scrutin pour cette institution par rapport aux autres ? La réponse se trouve dans la Constitution de 2005 privant ainsi les citoyens de se choisir directement leur Président. Seuls les initiateurs peuvent expliquer les vraies raisons étant donné que le peuple burundais était déjà habitué à ce type de scrutin.

En effet, le déroulement des élections communales et législatives a en quelque sorte présumée le vainqueur du siège présidentiel. La Constitution de 2005 accorda les prérogatives d'élire le président de la République aux parlementaires, les deux chambre réunies ; nul ne pourrait dans ce contexte empêcher le candidat unique du parti qui venait de rafler la majorité des sièges au parlement de gagner ce scrutin. C'est ainsi que le candidat du parti CNDD-FDD ; Honorable Pierre NKURUNZIZA, fut élu par acclamation à l'hémicycle de Kigobe le 19 Août 2005.Il est le premier président élu depuis le début de la guerre d'octobre 1993. Avec son entrée en fonction le 26 Août 2005, il importe de noter que le nombre de femmes dans les institutions a été augmenté comparativement aux régimes antérieurs.

C'est ainsi qu'il a mis en place un gouvernement de 21 Ministres dont 7 femmes. On constate de ce fait que les femmes dépassent les 30% prévu dans la Constitution et l'Accord d'Arusha. La légitimité du président pouvait apparaître moins affirmée par la Constitution de 2005 qui empêche que le président soit élu au suffrage universel. La formation du gouvernement qui regroupe toutes les sensibilités socio-politiques serait donc un remède à ce mode électoral imposé par la Constitution. De surcroît, le comportement post électoral des nouveaux dirigeants suscitera ou non leur popularité comme cela est écrit dans le rapport de Crisis Group :

« C'est principalement sur le volet de la gestion équitable et saine des

[162] NZOHABONAYO (D), cité par ONUB Info, op. cit.

ressources, des droits de l'homme et de la promotion d'une véritable politique de réconciliation qu'il sera attendu et jugé dans cinq ans quand les électeurs se prononceront de nouveau sur les personnes appelées à les gouverner. »[163]

Le parti vainqueur sera amené à corriger les erreurs du passé, et d'éviter de tomber dans le piège de la malversation économique comme ses prédécesseurs. Il est aussi évident que le peuple est fatigué d'une longue période de guerre. Un arrêt définitif de la guerre et la promotion des droits de l'homme sont des exigences pour que le parti vainqueur conserve la légitimité.

[163] Briefing Afrique de International Crisis Group no31 du 25 Août 2005, www.crisisgroup.org

CONCLUSION GENERALE

Le présent travail s'intéresse principalement aux changements intervenus dans la vie politique et socio-économique de la commune Bisoro depuis 1982. A l'instar des autres sociétés du monde, le Burundi vit en perpétuel changement dans différents domaines de la vie de sa population. Notre travail intitulé, « changement politique et socio-économique en commune Bisoro (1982-2005) » veut montrer la portée de cet état dynamique de toute société sur de petites entités administratives décentralisées, comme les communes.

Le premier chapitre de ce travail traite des généralités du sujet en question ainsi qu'une description détaillée de la zone d'étude et une brève présentation de son historique. Il s'agissait en soit de procéder à une élucidation des concepts clés qui interviennent dans la compréhension du contenu de ce travail. On y relève notamment les concepts de politique, de changement, d'administration et de pouvoir.

Le deuxième chapitre touche à l'analyse de l'évolution de la commune Bisoro en matière de politiques publiques en particulier depuis le départ du colonisateur et l'instauration de la monarchie constitutionnelle qui prit fin le 28 Novembre 1966. Une série de réformes sur le plan législative et administrative furent engagées sous la 2ème République, notamment l'abolition du clientélisme foncier « *Ubugererwa* » et du clientélisme pastoral « *Ubugabire* » sous le décret-loi n°1/19 du 30 Juin 1977. La création et la délimitation des nouvelles communes et provinces en 1982 inaugure une nouvelle politique de décentralisation administrative susceptible de contribuer à la promotion économique et sociale des collectivités locales.

Au niveau politique, malgré l'absence du multipartisme, le pays disposait d'une constitution adoptée par référendum populaire et le peuple a eu le droit de se choisir ses représentants au niveau de l'assemblée nationale en 1982.

Néanmoins, les régimes militaires, marqués par le centralisme étatique ne permirent pas la multiplication des infrastructures publiques dans les zones rurales. Des slogans tels que la scolarisation universelle, la promotion de la médecine sous la formule « *forme sociale de la médecine* » ne semble pas avoir abouti à des résultats palpables satisfaisants. Pour le cas de notre zone d'étude, le grand nombre des écoles existantes étaient sous convention religieuse. De même, malgré une véritable sensibilisation en matière hygiénique, le secteur de la santé était presque oublié en commune Bisoro, étant donné que la commune ne disposait que d'un seul dispensaire, sans équipement convenable, jusqu'en 1991. Dans le secteur agro-pastoral, bien qu'une agriculture de subsistance reste caractéristique de plusieurs coins du pays, la mise en place des projets et institutions oeuvrant dans ce secteur témoigne la volonté de l'Etat burundais d'engager le pays sur la voie du développement. L'installation des SRD dans le pays, les projets de suivi des cultures

vivrières et industrielles à l'exemple des CVHA, SOGESTAL et OTB dans la zone dont fait partie la commune Bisoro, sans oublier l'installation d'une ferme d'élevage et la gratuité des engrais chimiques pour les cultures industrielles figurent parmi les initiatives de la 2ème République dans la promotion du secteur en question.

La politique d'ajustement structurel sonne le déclin de l'Etat providence ; le secteur privé mais aussi la population s'impliquèrent progressivement à participer réellement dans le développement communautaire. On observa à partir de 1991, la volonté des acteurs non étatiques et de la population dans la construction des infrastructures socio-économiques, surtout les écoles, les centres de santé et autres travaux de développement communautaires. C'est dans ce cadre que la commune Bisoro fut dotée de nouvelles infrastructures notamment les écoles primaires et les collèges communaux ainsi que les centres de santés, grâce à l'implication des acteurs privés tels que l'AACOBI, les bailleurs étrangers surtout allemands sans oublier les confessions religieuses et autres projets et institutions privés.

Le chapitre trois s'intéresse aux changements démocratiques intervenus en 1993. Le Burundi, sous l'inspiration du sommet de La baule en 1990, et dans l'optique de pallier aux manifestations ethniques ayant des racines politiques qui commencèrent à prendre le devant dans certains coins du pays, entra dans le système démocratique. Seuls les deux grandes institutions à savoir la présidence de la République et l'assemblée nationale furent concernées par les élections de juin 1993. Les partisans du changement autour du FODEBU remportèrent une victoire écrasante.

La période post-électorale a été caractérisée par un climat malsain, qui aboutit au déclenchement d'une guerre civile après l'assassinat du Président Melchior NDADAYE. Quand bien même cette guerre ait rapidement envahi la quasi-totalité du territoire national, la commune Bisoro parvint à maintenir la solidarité et la sécurité grâce à la synergie de la population, des autorités locales et des institutions privées. Bien que la crise n'ait pas été sans effets pervers sur le plan socio-économique, et malgré l'instabilité de l'autorité communale surtout pendant cette crise, le maintien de la sécurité permit la sauvegarde des infrastructures existantes et stimula surtout la venue d'autres organisations et projets oeuvrant dans le développement qui aidèrent la population dans la constructions de nouvelles écoles et centres de santé. Mais le conflit dégénère partout dans le pays, et les combats à la machette évoluèrent en la formation des bandes armées usant des armes modernes sophistiquées.

Enfin, le chapitre quatre traite de la période allant de la négociation d'Arusha aux élections de 2005. Sous l'impulsion de la communauté internationale, des pays de la sous région et surtout au regard des tueries des citoyens dans le pays ; les protagonistes politiques acceptèrent les négociations de paix. Après plusieurs tentatives, ils signèrent, sous la médiation de l'ancien Président Sud-Africain, Nelson MANDELA, les Accords d'Arusha pour la paix et la réconciliation, le 28/8/2000.

L'efficacité de ces accords a été la signature de l'arrêt des hostilités entre le mouvement CNDD-FDD et le gouvernement en 2003, ce qui favorisa la préparation des élections de 2005 pendant la période de transition qui a durée 36 mois.

La transformation des anciens mouvements armés en partis politiques mais aussi la naissance de nouvelles formations politiques portèrent le total des partis politiques exerçant leurs activités en communes de Bisoro à dix sur le nombre de trente cinq partis déjà agréés à la veille des élections de 2005 ; ce qui témoigne du faible dynamisme politique des habitants de cette localité.

Le référendum constitutionnel du 28 Février 2005 marqua la première étape du processus électoral malgré les malentendus des tendances politiques à propos de cette loi fondamentale. En dépit de l'absence de programmes clairs mis en évidence par les partis politiques en compétition, il faut cependant saluer la volonté de redynamiser politiquement les collectivités locales et de minimiser les considérations ethniques lors des recrutements et des propagandes des partis politiques. Un autre constat non moins important a été la participation politique de la société civile et surtout les médias et associations féminines, ce qui aboutit grâce au système de cooptation à une forte représentation de la femme, plus que dans les années antérieures, au sein des grandes institutions de la République. Les élections de 2005 inaugurent un véritable changement au niveau de la composition des hauts cadres de l'Etats et des grandes institutions parapubliques étant donné que le parti vainqueur de ces élections était essentiellement composé des anciens rebelles. Mais, en commune Bisoro, le FRODEBU remporta les élections communales. La victoire écrasante du CNDD-FDD au niveau national permit à ce parti de gagner la présidence de la République, de dominer les deux chambres du parlement et de diriger la quasi-totalité des communes du pays. Malgré une grande période de dictature émaillée des coups d'Etat et pire encore de guerre civile, le Burundi de 1982 à 2005 a connu des véritables changements en matière de gouvernance politique.

BIBLIOGRAPHIE

LES OUVRAGES GENERAUX

BIDOU et alii, *Géographie du Burundi*, Paris, Hatier, 1991.
BURDEAU (G), *Traité de science politique, T3, La dynamique politique*, Paris, LGDJ, 1977
DEBBASCH et alii, *Introduction à la politique 3éd*, paris, Dalloz, 1991
FAYOL (H), *Administration industrielle et générale*, Paris, Bordas, 1981

FREUND (J), *L'Essence du Politique,* Paris, Sirey, 1990
GAUDIN (J.P), *L'action publique. Sociologie et politique,* Paris, Presses de sciences pô/DALLOZ, 2004
GREGORI (L) et MOULARD (A), *Développement local et communautés rurales,Approche et instrument pour une dynamique de concertation*, Paris, Karthala, 2002

HARROY (J.P), *Burundi (1955-1962).Souvenir d'un combattant d'une guerre perdue*, Bruxelles, Hayez., 1987
LAURAIN (J), *De l'ennui à la joie*, Paris, CERF, 1993

MWOROHA (E), (Sous dir.), *Histoire du Burundi. Des origines à la fin du XIXème*, Paris, Hatier, 1987
REZSOHAZY(R), P*our comprendre l'action et le changement politique*, paris, Duclos, 1996.
SABIMANA (L), *Structures administratives du Burundi*, Bujumbura, CPF, 1983
SAWADOGO (R.A), *L'Etat africain face à la décentralisation: la chaussure sur la tête*, préface de kadre Désiré Quedraouo, Paris, Karthala, club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, 2001
SCHWARTZENBERG (R.G), *Sociologie politique*, Paris, Montchrestien, 1988.

SINDUHIJE (J), *Echelles des responsabilités dans les guerres et conflits africains, pays du COMESA. Cas du Rwanda et du Burundi*, Bujumbura, Décembre 2002.
SINUNGURUZA (T), *Les élections au Burundi. Tout savoir et tirer des leçons de Juin 1993,* Bruxelles, Ed. Luc-Pire, 2004.

MEMOIRES ET THESES

MACUMI (E), *Analyse comparative des élections présidentielles sous le régime de parti unique (1984) et à l'ère du multipartisme (1993) au Burundi*, Bujumbura, U.B, FLSH, 2004
MANIRAMBONA (L), *Evolution politico-administrative en territoire et*

province Gitega, (1960-1993), Mémoire, U.B, FLSH, 1999

NDAYIZEYE (D), *La crise d'Octobre 1993 et ses conséquences en commune Mbuye (1993-1996)*, Bujumbura, UB. FLSH, 2002.

NDIKUMANA (L), *Le pouvoir local dans un milieu rural, cas de la commune Rumonge (1937-2002),* Bujumbura, U.B, FLSH, 2003.

NDUWAYO (G.), *Crise d'octobre 1993 au Burundi, Essai d'interprétation*, Bujumbura, U.B, FLSH 1998

NGURUBE (C), *Espace politico-administrative de Mwaro à travers les grands moments de politiques du Burundi : De la lutte pour l' Indépendance à 1993*, Bujumbura, U.B, FLSH, 2001.

NIJEMBAZI (B), *La gestion politique du Burundi au regard des valeurs fondamentales 1962-1997*, Mémoire, U.B, FLSH, 1994

NIMUBONA (J), *Elections présidentielles du 1er Juin 1993 au Burundi. Problématique de la légitimation du pouvoir en situation de dynamique politique*, Université de Bordeaux, Octobre, 1994

NKUNZIMANA (J), *Monographie historique de la commune Bisoro (1960-1982)*, Bujumbura, UB, FLSH, 2001.

NYAWAKIRA (G), *La radicalisation de l'ethnie au Burundi à travers les partis politiques*, Mémoire, UB, FLSH, 1998

NZOJIBWAMI (L), *Le comportement politique des habitants de la commune Mugamba face au changements politiques intervenus au Burundi de Février 1991 à Juillet1996. Essaie d'analyse.* Bujumbura, UB, FLSH, 2002

RUTAKE (P), *Administration communale et développement au Burundi*, Thèse de doctorat, Paris, Université de Paris I, 1980.

RAPPORTS, REVUES ET AUTRES DOCUMENTS

Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires, *Principes relatifs aux déplacements de la population à l'intérieur de leur propre pays*, New York, 1999

Bulletin officiel du Burundi

Briefing Afrique de International Crisis Group no31 du 25 Août 2005, www.crisisgroup.org

CENI, *Rapport sur le référendum du 28 Février 2005*, Bujumbura, Hôtel Source du Nil, le 15 Mars 2005.

Constitution de la République du Burundi 1981, Imprimerie du parti UPRONA, 1981.

Constitution de transition de la République, octobre 2001.

GAHAMA (J), « *Le multipartisme : un facteur de conflits ethniques au Burundi »in colloque sur Libertés intellectuelles, recherches et résolution dans des conflits dans les pays des grands*, Arusha, Tanzanie, le 4 Septembre1993.

GOURNAY (B.), *L'administration, 3ème Ed.* , Revue, Paris, PUF, 1967

Ministère à la Présidence Chargé du plan, « *Plan quinquennal de développement économique et social du Burundi 1978-1982.*

Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique, Département des affaires juridique et politique, *Décision du conseil des Ministres du 2 Juin 1982.*

NTIBANTUNGANYA (S), « *La victoire du FRODEBU* » in L'Aube de la démocratie n°20 du 16 au 30 juin 1993.

ONUB Info, n°45, 29Juillet 2005 ; *Le déroulement des élections sénatoriales.*

Présidence de la République du Burundi, Cabinet du Président, *Loi n°1/015du 20 Avril 2005 portant Code Electoral*

Rapport du sommet mondial sur le développement social, Mars 1995

République du Burundi, *Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question d'unité nationale* , Bujumbura, RPP, 1989.

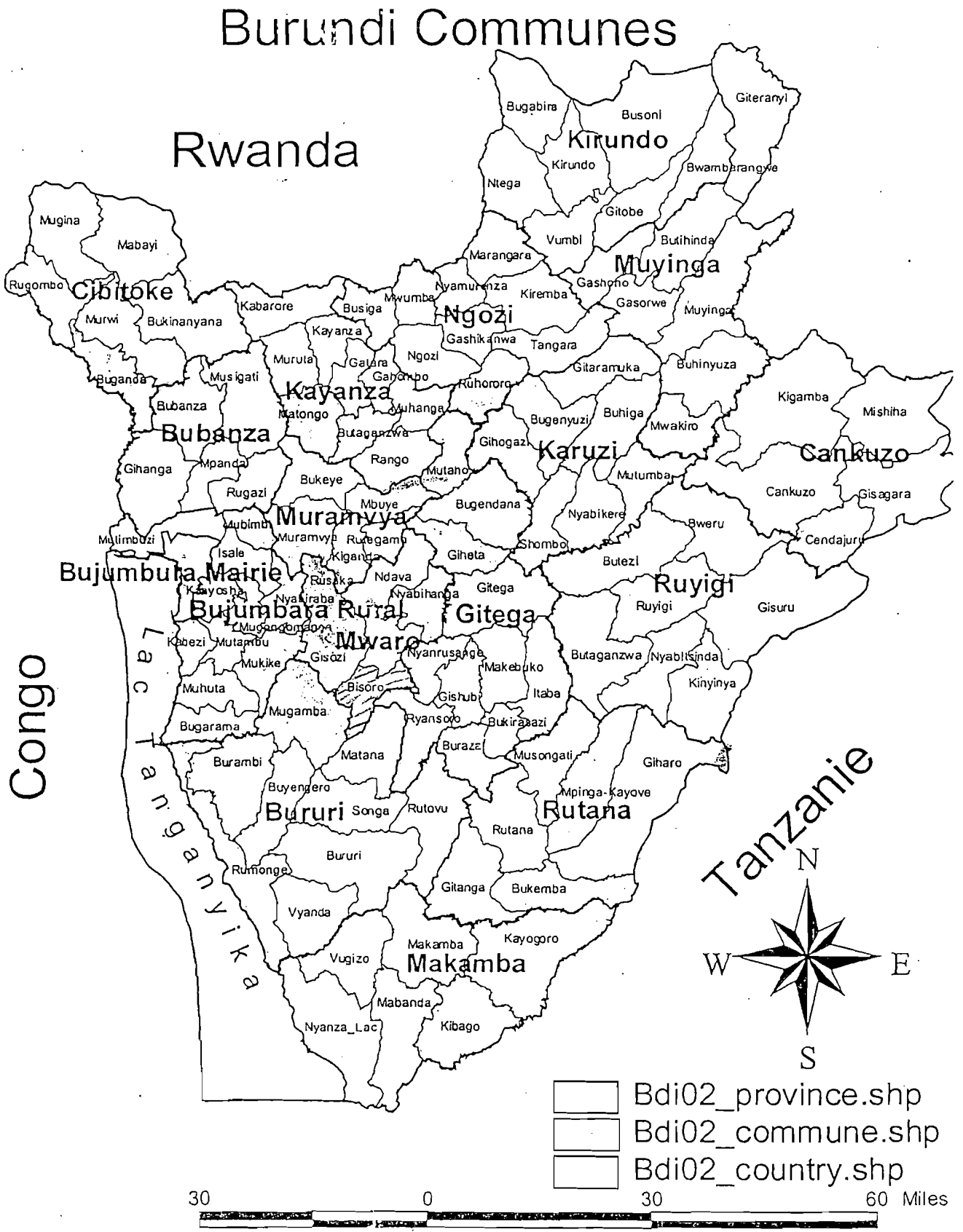
République du Burundi, *IVème plan quinquennal de développement économique 1983-1987.*

République du Burundi, *Loi portant Code électoral du Burundi 1993*

République du Burundi, *Loi communale, 20 Avril 2005*

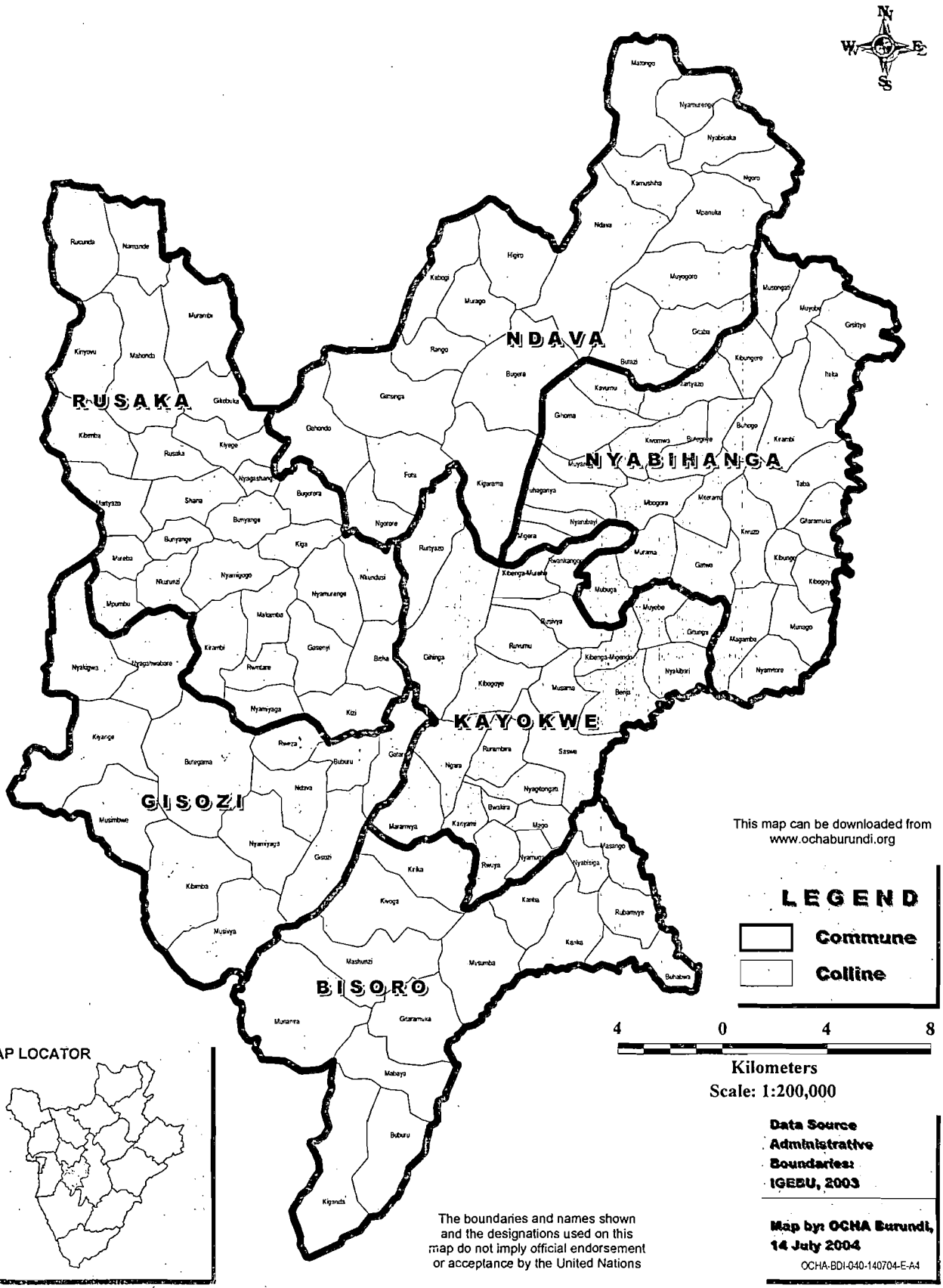
Renouveau quotidien du Burundi

ANNEXES


Burundi Communes
Rwanda
Congo
Tanzanie
Lac Tanganyika
Bugabira
Busoni
Giteranyi
Kirundo
Kirundo
Bwambarangwe
Ntega
Gitobe
Vumbi
Butihinda
Marangara
Muyinga
Mugina
Mabayi
Rugombo
Cibitoke
Nyamurenza
Kiremba
Gashoho
Gasorwe
Muyinga
Kabarore
Busiga
Mwumba
Ngozi
Murwi
Bukinanyana
Kayanza
Gashikanwa
Tangara
Muruta
Gatara
Ngozi
Gitaramuka
Buhinyuza
Buganda
Musigati
Gahombo
Ruhororo
Kayanza
Kigamba
Bubanza
Matongo
Muhanga
Mishiha
Bubanza
Bugenyuzi
Buhiga
Mwakiro
Butaganzwa
Gihogazi
Karuzi
Cankuzo
Gihanga
Mpanda
Rango
Mutaho
Mutumba
Bukeye
Cankuzo
Gisagara
Rugazi
Mbuye
Bugendana
Nyabikere
Muramvya
Bweru
Mubimbi
Muramvya
Ruregamo
Shombo
Cendajuru
Mutimbuzi
Isale
Kiganda
Giheta
Butezi
Bujumbura Mairie
Rusaka
Ndava
Ruyigi
Kayosha
Nyabiraba
Nyabihanga
Gitega
Ruyigi
Bujumbura Rural
Gitega
Gisuru
Mugongomanga
Kabezi
Mutambu
Mwaro
Nyanrusange
Butaganzwa
Nyabitsinda
Gisozi
Mukike
Makebuko
Kinyinya
Muhuta
Bisoro
Gishubi
Itaba
Mugamba
Ryansoro
Bukirasazi
Bugarama
Buraza
Matana
Musongati
Burambi
Giharo
Buyengero
Mpinga-Kayove
Bururi
Songa
Rutovu
Rutana
Rutana
Bururi
Rumonge
Gitanga
Bukemba
Vyanda
Kayogoro
Makamba
Vugizo
Makamba
Mabanda
Nyanza_Lac
Kibago
N
W
E
S
Bdi02_province.shp
Bdi02_commune.shp
Bdi02_country.shp
30
0
30
60 Miles

OCHA
Office for the Coordination of Humanitarian Affairs

MWARO PROVINCE



This map can be downloaded from www.ochaburundi.org

LEGEND

- Commune
- Colline

4 0 4 8

Kilometers

Scale: 1:200,000

Data Source
Administrative Boundaries:
IGEBU, 2003

Map by: OCHA Burundi, 14 July 2004

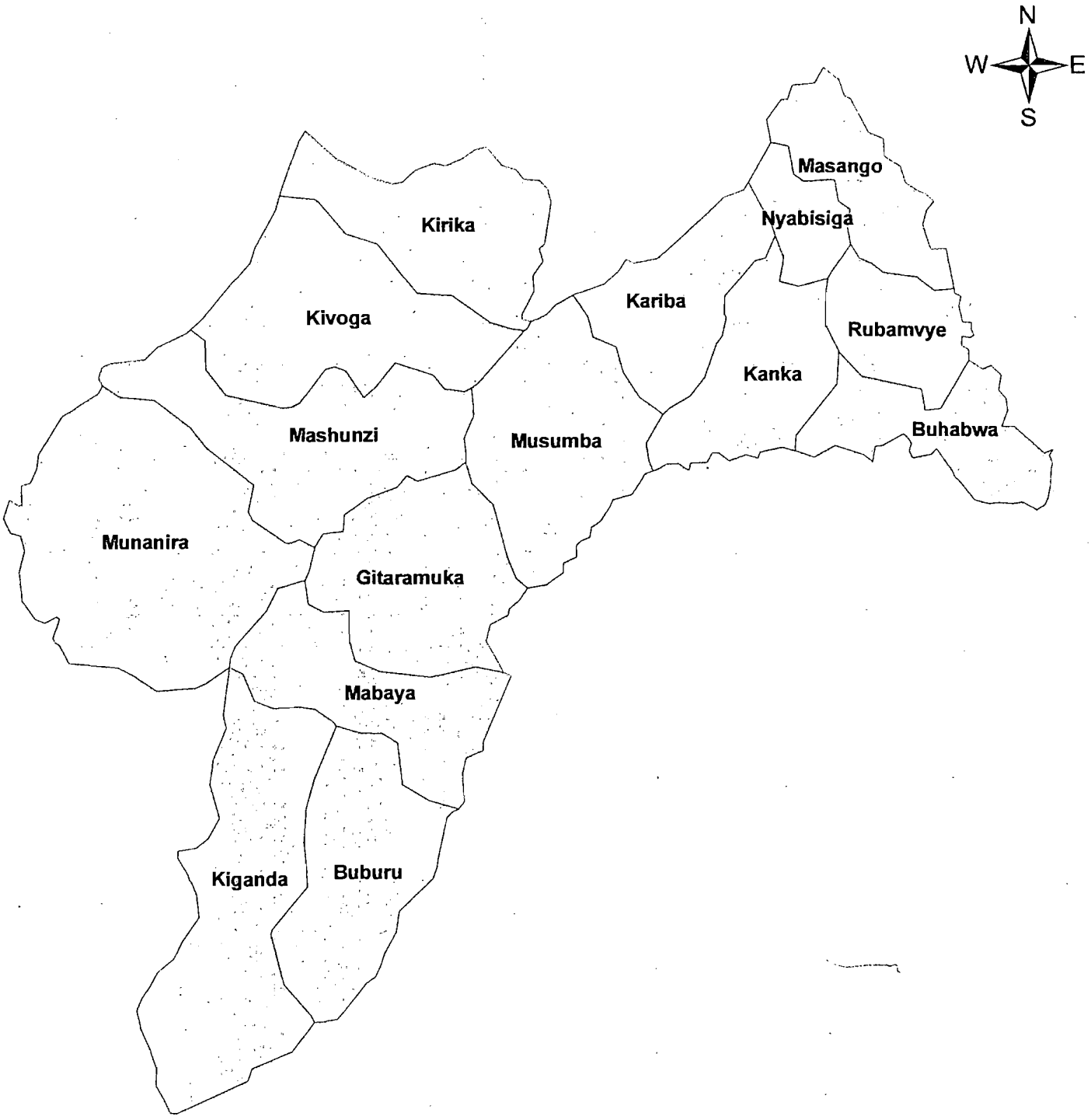
OCHA-BDI-040-140704-E-A4

MAP LOCATOR

The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations

OCHA
Office for the Coordination of Humanitarian Affairs

COMMUNE BISORO



0 1.5 3 6 Kilometers

Source IGN, IGEBU: 2003

Questionnaire d'enquête

1. Quelles sont les Organisations, institutions ou associations oeuvrant dans le secteur agro-pastoral en action depuis 1982 dans cette commune ?
   *Ont-ils abouti à l'amélioration du secteur ou voué à l'échec ?
   *Lesquelles sont toujours fonctionnelles ?
2. Quelle a été l'appréhension de l'éleveur-agriculteur vis-à-vis de ces intervenants ?
3. Existe-t-il dans cette commune un encadrement quelconque en provenance du pouvoir public pour soutenir les activités de la population ?
4. Quelles sont les cultures d'exportations cultivées dans la commune Bisoro et depuis quand ?
   *Y a-t-il des plantations communales ou appartiennent toutes aux particuliers ?
5. Quelles sont les cultures qui constituent la base de l'alimentation de la population ?
6. Les habitants disposent-ils des propriétés suffisantes pour toutes les cultures voulues ?
7. Dans votre entourage, quelles sont les principales sources de revenus des ménages ?
8. Quelles sont les ressources financières de la commune Bisoro?
9. Quels types d'infrastructures socio-économiques dont dispose la commune ?
10. Lesquelles sont vieilles de 1982 ou d'avant ?
11. Constate-t-on des progrès remarquables dans la mise en place des nouvelles infrastructures ?
12. pourriez-vous nous dire les principaux acteurs dans la mise en place de ces infrastructures ?
13. D'après vous, quelle est la part des autorités administratives locales dans le développement et dans l'implantation de ces infrastructures ?
14. quels sont d'après vous les autorités administratives qui ont contribué plus que les autres pour le développement de la commune et de sa population depuis 1982 ?
15. Donnez votre commentaire sur la part de la population dans le développement de la commune.
16. quelles sont les organisations, associations ou autres bailleurs qui sont plus actifs dans le développement socio-économique de la commune ?
17. les habitants de la commune Bisoro, sont-ils organisés en associations afin de travailler en synergie pour mieux se développer?
18. Quelles sont les associations connues en communes Bisoro ? Préciser leur domaine d'intervention ?
19. Depuis 1982, voyez-vous des progrès remarquables en matière socio-économique. Ciblez quelques secteurs.

20. Le Burundi a connu des crises politico-ethniques récurrentes. Lesquelles ont directement touché la commune Bisoro ? Quelle est leur incidence sur la vie de la commune ?
21. Depuis 1993, le multipartisme est une réalité au Burundi. Appréciez-vous sa naissance ? Quels étaient les partis les plus actifs à Bisoro pendant cette période là ?
22. comment appréciez-vous le déroulement des élections présidentielles et législatives de 1993 ?quel a été le comportement des vainqueurs, des vaincus, des administratifs à la bases?
23. Ces élections ont-elles perturbé les relations sociales entre voisins ? Identifiez les méfaits des bienfaits.
24. La crise d'octobre 1993 a ensanglanté le pays et la ruiné économiquement. Y-a-t-il eu des affrontements sanglants dans cette commune ? quelle était la part ou le rôle de la population, des autorités locales, des partis politiques, des organisations non étatiques et des communes voisines ?
25. Quel votre impression au retour au système électoral ? Etiez-vous contents des négociations qui ont abouti à l'intégration des rebelles dans les institutions du pays ?
26. Vu la leçon du passé récent en rapport avec les élections ; trouvez-vous convainquant les programmes des partis politiques pendant la campagne électorale de 2005 ? Précisez les progrès ou les défis par rapport aux élections de 1993.
27. Entre le programme du parti et les candidats figurant sur la liste de chaque parti, qu'est ce qui a le plus influencé votre choix ?

Liste des informateurs

Nom et prénom	âge	Lieu d'enquête	Fonction
BARIBARIRA Déodath	55 ans	Gitaramuka	Responsable du service d'Etat civil
HARINDOGO	45 ans	Mashunzi	Cultivateur
NCAMATWI Joseph	62 ans	Gitaramuka	Secrétaire communal
NKENGURUTSE Raphaël	34 ans	Kanka	cultivateur
NTUKIBITABO Bernard	51 ans	Munanira	cultivateur
NDIKUMASABO Therence	57 ans	Bujumbura	Président de l'AACOBI
SIMBIZI Antoine	64 ans	Gitaramuka	Planton, ancien policier de la commune
NKUNDABANYANKA Fabien	68 ans	Munanira	Elu collinaire
KAMUDOGO	38 ans	Mashunzi	Elu collinaire
NIHORIMBERE Euphrasie	27 ans	Mabaya	Cultivatrice
KIDONDOGORI Venant	55 ans	Gitaramuka	Inspecteur au canton scolaire de Bisoro, Ancien adminstrateur communal
NIMUBONA Claver	40 ans	Rorero	Enseignant
KAGISYE Alphonse	37 ans	Gitaramuka	Agronome communal
NIYONZIMA Charlotte	31 ans	Buburu	Cultivatrice
BWANA Bernard	55 ans	Munanira	Conseiller pédagogique au canton scolaire de Bisoro, ancien administrateur
MUJOJO Pierre	51 ans	Gitaramuka	Enseignant
NSHIMIRIMANA J.Claude	29 ans	Gitaramuka	Comptable communal
SINZINKAYO Jérémie	28 ans	Musumba	Cultivateur
NIFASHA Anitha	32 ans	Mabaya	Cultivatrice
NIMBONA P Claver	43 ans	Munanira	Enseignant

Les partis politiques agréés au Burundi lors des élections de juin 1993

Nom du parti	Date d'agrément
ANADDE	Le 18/8/1992
FRODEBU	Le 23/7/1992
INKINZO	Le 8/5/1993
PIT	Le 13/4/1993
PL	Le 23/8/1992
PP	Le 30/6/1992
PRP	Le 30/6/1992
PSD	Le 20/2/1993
RADDES	Le 20/7/1992
RPB -NTURENGANYWE	Le 12/8/1992
UPRONA	Le 7/1/1962 et le 14/5/1992

Les partis politiques qui étaient agréés au Burundi lors des élections de 2005

PARTI POLITIQUE	DATE D'AGREMENT
UPRONA (Unité pour le Progrès National)	7/1/1962 et 14/5/1992
SAHWANYA-FRODEBU (Front pour la Démocratie au Burundi)	23/7/1992
PRP (Parti pour la Réconciliation du Peuple)	30/6/1992
PP (Parti du Peuple)	30/6/1992
RPB-NTURENGANYWE (Rassemblement du Peuple Burundais)	12/8/1992
ANADDE (Alliance Nationale pour le Droit et le Développement)	18/8/1992
RADDES (Ralliement pour la Démocratie et le Développement Economique et Social)	20/7/1992
PL (Parti Libéral)	23/10/1992
PSD-DUSABIKANYE (Parti Social Démocrate)	20/2/1993
PIT-ABAKERAKIVI (Parti Indépendant des Travailleurs)	13/4/1993
MSP-INKINZO (Ijambo ry'Abarundi)	8/5/1993
ABASA (Alliance Burundo-Africaine du Salut)	9/7/1993
PARENA (Parti pour le Redressement National)	3/8/1994
VERT-INTWARI (Alliance des Vaillants)	1/3/1996
SANGWE-PADER (Parti pour la Démocratie et la Réconciliation)	1/8/2002
ALIDE-IMBONEZA (Alliance Libérale Démocratique)	12/9/2002
UPD (Union pour la Paix et le Développement)	12/9/2002
NADDEBU (Nouvelle Alliance pour la Démocratie et le Développement au Burundi)	12/9/2002
PAJUDE (Parti pour la Justice et le Développement)	10/10/2002
MRC-RURENZANGEMERO (Mouvement de Rassemblement pour la Réhabilitation du Ciyoyen)	20/11/2002
SONOVI (Société Non-Violente)	30/12/2002
RUSANGI (Parti pour la Reconstruction de la Nation Burundaise dans le Développement Communautaire)	31/2/2003
PACONA (ABASANGIRAJAMBO) (Parti pour la Concorde Nationale)	31/12/2003
PPDRR-ABAVANDIMWE (Parti pour la Paix, la Démocratie, la Réconciliation et la Reconstruction)	17/3/2004
PARIBU-INTAHEMANA (Parti pour le Renouveau Intégral du Burundi)	20/9/2004

ABAHUZA (Parti pour la Restauration de la Monarchie et le Dialogue)	20/9/2004
PML-ABANYAMWETE (Parti pour la Promotion et la Solidarité des Masses Laborieuses)	11/12/2004
CNDD-FDD (Conseil National pour la Défense de la Démocratie – Front pour la Défense de la Démocratie)	10/1/2005
KAZE-FDD (Front pour la Défense de la Démocratie)	11/1/2005
FNL-ICANZO ABAHUMURIZA (Front National de Libération)	11/1/2005
FROLINA-ABANYAMURYANGO (Front pour la Libération Nationale)	12/1/2005
PMP-ABAGENDERABANGA (Parti Monarchique Parlementaire)	12/1/2005
CNDD (Conseil National pour la Défense de la Démocratie)	13/1/2005
PALIPE-AGAKIZA (Parti Libérateur du Peuple Murundi)	17/1/2005
PIEBU (Parti pour l'Indépendance Economique du Burundi	14/2/2005